



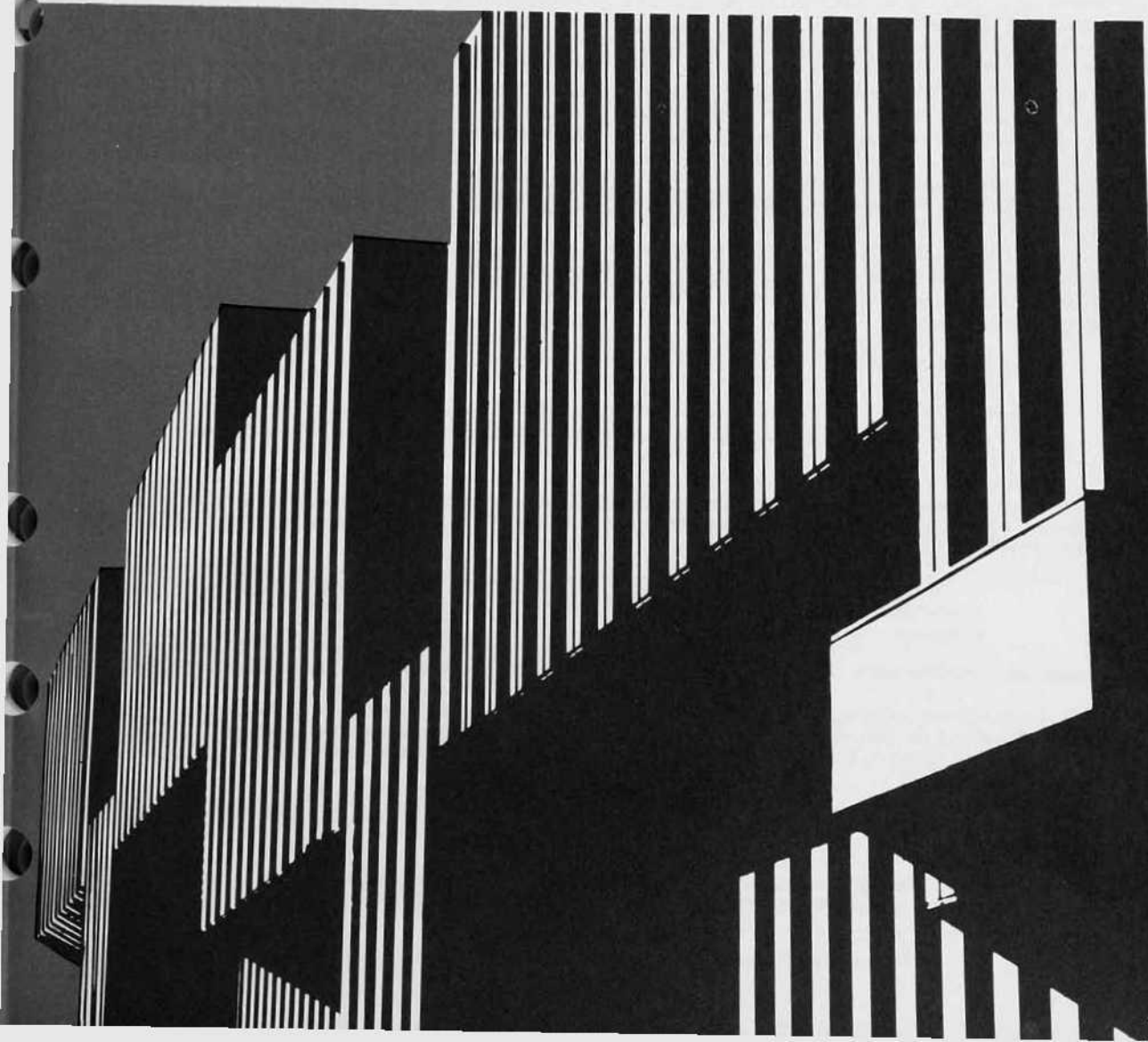
GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

105^e ANNÉE
VOL. 105
N^o 5
401

PARTIE 2
LOIS ET RÈGLEMENTS

PART 2
LAWS AND REGULATIONS



PARTIE 2

AVIS AU LECTEUR

La *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est publiée en vertu de la Loi sur la Législature (S.R.Q. 1964, ch. 6 et am.) et du Règlement concernant la *Gazette officielle du Québec* (A.C. 3213-72, au moins les deuxième et quatrième mercredis de chaque mois.

La Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édition de normes générales et impersonnelles. On insère également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Il est possible d'obtenir un tiré à part de tout règlement ou de tout texte réglementaire publié dans le présent numéro en s'adressant à l'Éditeur officiel du Québec qui indiquera le tarif sur demande.

On peut consulter la *Gazette officielle du Québec* Partie 2, dans la plupart des bibliothèques.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est de \$30 et le prix d'un exemplaire de \$1.00. Prière d'adresser les commandes à l'Éditeur officiel du Québec, Québec.

L'Éditeur officiel du Québec,
CHARLES-HENRI DUBÉ.

PART 2

NOTICE TO READERS

The *Québec Official Gazette* is published under the authority of the Legislature Act (R.S.Q. 1964, ch. 6 and am.) and the Regulation respecting the *Québec Official Gazette* (O.C. 3213-72) on at least the second and fourth Wednesday of each month.

Part 2 of the *Québec Official Gazette* contains all instruments of a legislative nature, namely the acts of the National Assembly and all statutory instruments made by Order in Council, decree or ordinance, or any other instrument concerning the enactment of general and impersonal rules. Every proclamation enforcing all or part of an act is also inserted in this Part. Thus, the object of Part 2 is the publication in one edition of legislative instruments only.

Each regulation or statutory instrument published in this number may be obtained as a separate reprint from the Québec Official Publisher who will quote rates on request.

The *Québec Official Gazette* Part 2 is available in most libraries for consultation.

The cost of an annual subscription to the *Québec Official Gazette* Part 2 is \$30, and single issues \$1.00. Orders should be addressed to the Québec Official Publisher, Québec.

CHARLES-HENRI DUBÉ,
Québec Official Publisher.

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

L'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

L'Éditeur officiel du Québec, CHARLES-HENRI DUBÉ, *Québec Official Publisher*

LOIS ET RÈGLEMENTS

LAWS AND REGULATIONS

Lois

Acts

Loi du 22 février 1973
(P.L. 281)

Act of 22 February, 1973
(Bill 281)

Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1973, et pour d'autres fins du service public

An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1973, and for other purposes connected with the public service

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

MOST GRACIOUS SOVEREIGN,

CONSIDÉRANT que d'un message de l'honorable Hugues Lapointe, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de cette province, et du budget des dépenses qui l'accompagne, il appert que les sommes ci-après mentionnées sont requises pour faire face à certaines dépenses du gouvernement de la province, qui ne sont pas autrement prévues, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1973, et pour d'autres fins du service public; Plaise en conséquence à Votre Majesté qu'il soit statué, et qu'il soit statué par Sa Très Excellente Majesté la Reine, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, que:

WHEREAS it appears, by a message from the Honourable Hugues Lapointe, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of this Province, and the estimates accompanying the same, that the sums hereinafter mentioned are required to defray certain expenses of the Government of the Province, not otherwise provided for, for the fiscal year ending on the 31st of March 1973, and for other purposes connected with the public service; May it therefore please Your Majesty that it be enacted, and be it enacted by the Queen's Most Excellent Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, that:

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des subsides n° 4, 1972/1973*.

1. This act may be cited as *The Appropriation Act No. 4, 1972/1973*.

2. Sur le fonds consolidé du revenu de cette province, il sera et pourra être pris une somme n'excédant pas, en tout, \$103,270,200 pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1973 auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

2. There shall and may be taken out of the consolidated revenue fund of this Province a sum not exceeding, in all, \$103,270,200 for defraying, for the fiscal year ending on the 31st of March 1973, the charges and expenses of the Government and public service of the Province, not otherwise provided for.

Il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une estimation budgétaire dont le détail pré-

In addition there may be taken, for the purposes of any appropriation voted pursuant to a budgetary estimate the details

voyait une contribution, un remboursement ou une imputation en réduction des sommes à dépenser, un montant égal à cette contribution, à ce remboursement ou cette imputation.

3. Des comptes détaillés de tous les deniers dépensés en vertu de la présente loi seront soumis à la Législature de la province, conformément à l'article 72 de la Loi de l'administration financière (1970, chapitre 17).

4. Il sera également rendu compte à Sa Majesté des sommes dépensées en vertu de la présente loi.

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

of which provided for a contribution, reimbursement or imputation in reduction of the sums to be expended, an amount equal to such contribution, reimbursement or imputation.

3. Detailed accounts of all moneys expended under this act shall be laid before the Legislature of the Province, in conformity with section 72 of the Financial Administration Act (1970, chapter 17).

4. The application of all sums expended under this act shall also be accounted for to Her Majesty.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

ANNEXE

SCHEDULE

Sommes accordées à Sa Majesté par la présente loi pour l'année financière se terminant le 31 mars 1973, avec indication des objets pour lesquelles elles sont accordées.

Sums granted to Her Majesty, by this act, for the fiscal year ending on the 31st of March 1973, with indication of the purposes for which they are granted.

No	SERVICE	—	Total
		\$	\$
	I — AFFAIRES CULTURELLES		
	I — CULTURAL AFFAIRS		
5	Création.....		260,000
	Creativity.....		
	III — AFFAIRES MUNICIPALES		
	III — MUNICIPAL AFFAIRS		
1	Administration.....	92,000	
2	Direction générale de l'administration municipale.....	598,400	
3	Subventions pour l'établissement de services municipaux d'aqueducs et d'égouts.....	500,000	
20	Subventions spéciales à la Communauté urbaine de Montréal.....	4,500,000	
21	Subvention à la Ville de Québec.....	500,000	6,190,400
	IV — AFFAIRES SOCIALES		
	IV — SOCIAL AFFAIRS		
6	Régie des rentes du Québec: frais d'administration des allocations familiales et scolaires, et financement.....	275,000	
7	Régie de l'assurance-maladie du Québec: frais d'administration de l'assistance-médicaments, et financement.....	230,000	
8	Soins généraux.....	49,110,000	
12	Services sociaux généraux.....	1,400,000	
13	Services à l'enfance.....	3,090,000	
14	Services aux adultes.....	300,000	
17	Aide sociale et assistance-médicaments.....	24,500,000	78,905,000
	À reporter...		85,355,400
	Carried forward...		

No	SERVICE		—	Total
			\$	\$
	Reporté...	Brought forward...		85,355,400
	V — AGRICULTURE ET COLONISATION	V — AGRICULTURE AND COLONISATION		
7	Aménagement des fermes.....	Farm development.....		5,100,000
	VI — ASSEMBLÉE NATIONALE	VI — NATIONAL ASSEMBLY		
20	Administration.....	Administration.....	212,800	
21	Journal des débats.....	Journal of Debates.....	75,000	287,800
	VIII — CONSEIL EXÉCUTIF	VIII — EXECUTIVE COUNCIL		
6	Office de planification et de développement du Québec.....	Québec Planning and Development Bureau.....	1,000	
7	Achat, construction et transformation d'immeubles, y compris ameublement et équipement.....	Purchase, construction and alteration of immoveables, including furnishings and equipment.....	850,000	851,000
	X — ÉDUCATION	X — EDUCATION		
11	Direction générale de l'enseignement supérieur.....	Higher Education Branch.....	1,000,000	
16	Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports.....	High Commission on Youth, Recreation and Sport.....	632,000	
18	Service général de l'enseignement privé...	General Private Education Service....	4,368,000	6,000,000
	XI — FINANCES	XI — FINANCE		
7	Contributions au Régime de l'assurance-maladie du Québec par le gouvernement en sa qualité d'employeur.....	Contributions by the Government as an employer to the Québec Health Insurance Plan.....	250,000	
13	Subventions en guise d'impôt foncier municipal.....	Grants in lieu of municipal property tax.....	500,000	750,000
	Reporté...	Brought forward...		98,344,200

No	SERVICE	—	Total
	À reporter . . .		
	Carried forward . . .		98,344,200
	XII — FONCTION PUBLIQUE		
	XII — CIVIL SERVICE		
2	Direction générale de l'administration du personnel et de l'organisation	Personnel Administration and Organization Branch	500,000
	XVI — JUSTICE		
	XVI — JUSTICE		
6	Sûreté du Québec	Québec Police Force	1,000,000
17	Office de révision du Code civil	Civil Code Revision Office	60,000
	XVIII — RICHESSES NATURELLES		1,060,000
	XVIII — NATURAL RESOURCES		
1	Administration	Administration	105,000
2	Direction générale des eaux	Water Resources Branch	190,000
3	Direction générale des mines	Mineral Resources Branch	120,000
4	Direction générale du Nouveau-Québec	New Québec Branch	350,000
	XIX — TERRES ET FORETS		765,000
	XIX — LANDS AND FORESTS		
5	Direction générale de la conservation	Conservation Branch	1,600,000
	XXIII — TRAVAUX PUBLICS		
	XXIII — PUBLIC WORKS		
2	Direction générale de la gestion de l'équipement	Equipment Service Branch	1,000,000
	XXIV — VOIRIE		
	XXIV — ROADS		
8	Construction et réfection de routes, ponts compris, dans les zones spéciales et dans la région de l'est du Québec	Construction and reconstruction of roads, bridges included, in special areas and in the Eastern Québec Region	1,000
			103,270,200



Loi du 28 février 1973
(P.L. 280)

Loi pour empêcher les hausses abusives
de loyer en 1973

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement
de l'Assemblée nationale du Québec,
décrète ce qui suit:

1. Dans la présente loi, à moins que
le contexte n'indique un sens différent,
les expressions suivantes signifient:

a) « commission »: la Commission des
loyers instituée par la Loi pour favoriser
la conciliation entre locataires et proprié-
taires (1950/1951, chapitre 20);

b) « administrateur »: l'officier préposé
à l'administration de ladite Loi pour favo-
riser la conciliation entre locataires et
propriétaires, de même que tout assistant
de cet officier;

c) « logement »: un local habituellement
occupé comme lieu d'habitation avec ses
accessoires et dépendances mais ne com-
prend pas:

i. un local dans lequel le locataire utilise
plus d'un tiers de la surface totale à des
fins commerciales, industrielles ou profes-
sionnelles;

ii. une chambre louée;

iii. un local dans lequel au moins trois
chambres sont habituellement données à
bail par le locataire;

iv. un local loué pour des fins de villé-
giature;

v. un établissement assujéti à la Loi
de l'hôtellerie (Statuts refondus, 1964,
chapitre 205);

vi. une maison au sens de la Loi pour
favoriser la conciliation entre locataires

Act of 28 February, 1973
(Bill 280)

An Act to prevent excessive increases
of rent in 1973

HER MAJESTY, with the advice and
consent of the National Assembly of
Québec, enacts as follows:

1. In this act, unless the context indi-
cates otherwise, the following expressions
mean:

(a) "Commission": the Rental Com-
mission established by the Act to pro-
mote conciliation between lessees and
property-owners (1950/1951, chapter 20);

(b) "administrator": the officer charged
with the administration of the said Act
to promote conciliation between lessees
and property-owners, or any assistant to
such officer;

(c) "dwelling": premises regularly oc-
cupied as a place of habitation with its
accessories and dependencies, but not
including:

i. premises wherein more than one-
third of the total area is used by the
lessee for commercial, industrial or pro-
fessional purposes;

ii. a rented room;

iii. premises wherein at least three
rooms are regularly leased out by the
lessee;

iv. premises rented for leisure activities;

v. an establishment subject to the
Hotels Act (Revised Statutes, 1964, chap-
ter 205);

vi. a house within the meaning of the
Act to promote conciliation between

et propriétaires et qui y est assujettie;

d) « loyer »: tout montant stipulé au bail à ce titre ainsi que toute autre somme que le locataire doit payer au locateur pour occuper les lieux loués ou pour bénéficier de services ou utiliser des dépendances ou accessoires.

2. Un locataire ne peut, après le 1^{er} février 1973 et avant le 1^{er} janvier 1974, être évincé de son logement pour cause d'expiration de son bail ou voir son loyer majoré pendant cette période nonobstant tout avis à cet effet reçu avant le 2 février 1973, à moins que le locateur ne lui expédie après le 1^{er} février 1973 un avis de son intention de ne pas prolonger le bail ou d'augmenter le loyer dans la mesure qu'il indique; nonobstant toute autre disposition législative ou contractuelle, cet avis doit être donné, lorsque le loyer est payable mensuellement ou par termes plus longs et si le bail se termine après le 15 mars, au moins un mois avant l'expiration du bail; dans les autres cas, cet avis doit être donné au moins une semaine avant l'expiration du bail.

Cependant, dans le cas d'un bail dont le terme est d'au moins un mois et qui expire après le 1^{er} février 1973 et avant le 20 février de la même année, l'avis que donne le locateur entre ces deux dates est réputé avoir été donné en temps utile pour les fins du présent article.

L'avis donné par le locateur doit, sous peine de nullité, mentionner le délai de réponse accordé au locataire par l'article 4.

3. L'acceptation faite par le locataire avant le 2 février 1973 de quitter le logement après avoir reçu du propriétaire un avis d'éviction ou d'augmentation de loyer est sans effet, sauf:

a) si le propriétaire établit qu'il avait loué le logement à une tierce personne avant le 2 février 1973; ou

b) si le locataire donne avis au propriétaire de son intention de quitter le logement et si cet avis est donné au moins 3 jours avant l'expiration du bail et avant le 15 mars 1973.

4. Lorsqu'un avis visé à l'article 2 a été donné après le 1^{er} février 1973 le loca-

lessees and property-owners that is subject to that act;

(d) "rent": any amount stipulated as such in the lease, and any other amount the lessee must pay to the lessor to occupy the rented premises, receive the services or use the dependencies or accessories.

2. A lessee shall not be evicted from his dwelling after the 1st of February 1973 and before the 1st of January 1974 by reason of the expiry of his lease or have his rent increased during that time notwithstanding any notice to that effect received before the 2nd of February 1973, unless the lessor sends him after the 1st of February 1973 a notice of his intention not to extend the lease or to increase the rent by the amount he indicates; where the rent is payable monthly or at longer intervals and the lease terminates after the 15th of March, the notice must be given at least one month before expiry of the lease, notwithstanding any other legislative or contractual provision; in other cases, the notice must be given at least one week before expiry of the lease.

However, where a lease having a term of at least one month expires after the 1st of February 1973 and before the 20th of February of the same year, a notice given by the lessor between those two dates is deemed given in due time for the purposes of this section.

The notice given by the lessor must, on pain of nullity, mention the delay to answer granted the lessee by section 4.

3. Agreement by the lessee before the 2nd of February 1973 to vacate the dwelling after receiving a notice of eviction or increase of rent from the owner shall be without effect unless:

(a) the owner establishes that he had rented the dwelling to a third person before the 2nd of February 1973; or

(b) the lessee gives the owner notice of his intention to vacate the dwelling and such notice is given at least 3 days before the expiry of the lease and before the 15th of March 1973.

4. Where a notice contemplated in section 2 has been given after the 1st of

taire peut, au moins quinze jours avant l'expiration du bail, si le délai prévu à l'article 2 est d'un mois et au moins trois jours avant l'expiration du bail si ledit délai est d'une semaine:

a) aviser le locateur, par écrit, de son intention de quitter le logement à l'expiration du bail; ou

b) produire une demande à l'administrateur pour obtenir la prolongation du bail et la fixation du loyer et, dans le même délai, signifier une copie de cette demande au locateur.

Cependant, dans le cas d'un bail dont le terme est d'au moins un mois et qui expire après le 1^{er} février 1973 et avant le 20 février de la même année, le locataire peut donner l'avis prévu à l'alinéa précédent avant le 10 mars 1973.

5. À défaut par le locataire de donner l'avis prévu au paragraphe a de l'article 4 ou de faire la demande prévue au paragraphe b dudit article, il est réputé avoir accepté de quitter le logement ou, le cas échéant, de payer le loyer exigé par le locateur; dans ce dernier cas, le bail est renouvelé, au loyer exigé par le locateur, pour une année ou, lorsque le terme du bail est de moins d'un an, pour le laps de temps pour lequel il était fait, comme s'il y avait tacite reconduction.

6. L'administrateur doit prolonger le bail de tout locataire qui en fait la demande de la façon prévue à l'article 4, pour toute période qu'il juge juste et équitable mais qui ne doit pas excéder douze mois. Il peut alors maintenir le loyer en vigueur; il peut aussi le majorer si le locateur a, dans l'avis prévu à l'article 2, notifié son intention d'augmenter le loyer.

7. Nonobstant les articles 2 et 6, le locateur peut obtenir de l'administrateur la permission d'évincer son locataire pour cause d'expiration de son bail s'il en fait la demande par requête écrite dans les délais prévus à l'article 2 pour la signification de l'avis y prévu; cette requête doit dans les mêmes délais être transmise au locataire par poste recommandée.

February 1973, the lessee may, at least fifteen days before expiry of the lease if the delay provided in section 2 is one month, or at least three days before expiry of the lease if the said delay is one week;

(a) notify the lessor in writing that he intends to vacate the dwelling on the expiry of the lease; or

(b) file an application with the administrator to have the lease extended and the rent fixed, and send a copy of the application to the lessor within the same delay.

However, where a lease having a term of at least one month expires after the 1st of February 1973 and before the 20th of February of the same year, the lessee may give the notice contemplated in the preceding paragraph before the 10th of March 1973.

5. If the lessee fails to give the notice contemplated in subparagraph a of section 4 or to make the application contemplated in subparagraph b of that section, he is deemed to have agreed to vacate the dwelling or, as the case may be, to pay the rent sought by the lessor; in the latter case, the lease is renewed, at the rent sought by the lessor, for one year, or, where the term of the lease is less than one year, for the time period it was made for, as if there was tacit renewal.

6. The administrator must extend the lease of every lessee who applies for it in the manner provided in section 4, for such period as he considers fair and equitable, but not for more than twelve months. He may in so doing maintain the existing rent; he may also increase it if the lessor has signified his intention to increase the rent in the notice contemplated in section 2.

7. Notwithstanding sections 2 and 6, the lessor may obtain permission from the administrator to evict his lessee by reason of the expiry of his lease if he applies for it in writing within the delay provided in section 2 for sending the notice contemplated there; the application must be sent to the lessee by registered mail within the same delay.

Cette permission ne peut être accordée au locateur que dans les cas suivants:

a) lorsque le locateur doit évincer le locataire afin de remplir ses obligations à l'égard d'un autre locataire en vertu d'un contrat écrit intervenu antérieurement au 2 février 1973 et dont la preuve incombe au locateur;

b) lorsque le locataire est en retard de plus de trois semaines dans le paiement de son loyer;

c) lorsque le locataire, un membre de sa famille ou quelque autre personne sous son contrôle ou habitant avec lui se comporte, sur les lieux loués, de façon à constituer une source sérieuse de tracasseries pour le locateur ou pour les voisins;

d) lorsque les lieux sont occupés pour des fins contraires à l'ordre public ou aux bonnes moeurs;

e) lorsque le locataire continue d'occuper les lieux plus de trois jours après la date où il devait les quitter, suivant convention écrite avec le locateur et intervenue postérieurement à son bail;

f) lorsque le logement est devenu surhabité, par suite de l'admission de résidents étrangers à la famille du locataire, au point de présenter de sérieux dangers physiques ou moraux pour les occupants de ce logement;

g) lorsque le locataire a, sans la permission du locateur, utilisé les lieux loués à des fins autres que celles pour lesquelles ils avaient été loués;

h) lorsque le locataire ou des personnes dont il est responsable détériorent les lieux loués;

i) lorsque le locateur désire reprendre possession du logement pour l'habiter lui-même ou pour y loger sa mère, son père, son fils, sa fille, sa bru, son gendre, son beau-père, sa belle-mère, son beau-fils, sa belle-fille, ou pour y loger tout autre parent dont il est le principal soutien, pourvu qu'il démontre, à la satisfaction de l'administrateur, qu'il est de bonne foi, que sa requête n'est pas un prétexte pour atteindre d'autres fins et que le rejet de sa requête lui causerait des inconvénients sérieux;

j) lorsque le locateur désire reprendre possession du logement pour le convertir

Such permission shall not be granted the lessor except in the following cases:

(a) where the lessor must evict the lessee to meet his obligations to another lessee under a written contract made before the 2nd of February 1973, which it is the lessor's burden to prove;

(b) where the lessee is more than three weeks in arrears in the payment of his rent;

(c) where the lessee, a member of his family or some other person under his control or living with him behaves on the leased premises in a manner to seriously disturb the lessor or the neighbours;

(d) where the premises are occupied for purposes contrary to public order or morals;

(e) where the lessee continues to occupy the premises for more than three days after the date when he should have vacated them pursuant to a written agreement with the lessor made after his lease;

(f) where the dwelling has become overcrowded to the point of exposing the occupants of the dwelling to serious physical or moral danger, because occupants not members of the lessee's family are admitted;

(g) where the lessee, without the lessor's permission, has used the leased premises for purposes other than those for which they were leased;

(h) where the lessee or persons in his charge cause damage to the leased premises;

(i) where the lessor wishes to recover possession of the dwelling to live there or to lodge his mother, father, son, daughter, daughter-in-law, son-in-law, father-in-law, mother-in-law, stepson or stepdaughter, or to lodge any other relation whose principal support he is, on condition that he shows to the administrator's satisfaction that he is in good faith, that his application is not a pretext for attaining other purposes and that dismissal of his application would be a cause of serious disadvantage to him;

(j) where the lessor wishes to recover possession of the dwelling to convert it

en établissement commercial ou industriel, pour y faire des réparations majeures, pour le démolir ou pour convertir l'immeuble en copropriété conformément à l'article 441b du Code civil.

Un locataire ne peut être évincé du logement qu'il occupe avant l'adjudication définitive sur la requête faite par son locateur en vertu du présent article: pendant cette période, il doit verser le loyer stipulé au bail et se conformer aux autres obligations qui y sont stipulées.

Le maintien du locataire en possession de son logement en vertu du présent article n'a pas pour effet d'opérer la tacite reconduction du bail sauf si l'administrateur rejette la requête du locateur.

Le locataire évincé d'un logement dans l'un des cas prévus au paragraphe *i* ou *j* a un recours devant les tribunaux de juridiction compétente pour recouvrer les dommages lui résultant de l'éviction obtenue de mauvaise foi, pour une autre fin que celle prévue audit paragraphe.

8. Le locataire d'un logement dont le bail a expiré depuis le 1^{er} janvier 1973 ou expire avant le 1^{er} janvier 1974, qui a conclu avec son locateur après le 31 décembre 1972 et avant le 2 février 1973 un nouveau bail pour le même logement à un loyer plus élevé que celui qu'il payait en vertu du bail expiré peut, par requête à l'administrateur dont copie doit être expédiée au locateur avant le 15 mars 1973, obtenir une réduction du loyer.

9. Avant l'adjudication définitive sur sa demande faite en vertu du paragraphe *b* de l'article 4, aucun locataire ne peut être expulsé du logement qu'il occupe ni être tenu de verser un loyer supérieur au loyer en vigueur lors de l'introduction de sa demande.

Toutefois, lorsque l'administrateur fixe un loyer supérieur il doit indiquer le délai accordé au locataire pour payer l'arriéré du supplément de loyer.

10. L'administrateur communique sans délai sa décision au locateur et au locataire.

11. La commission peut, sur appel d'une partie intéressée, réviser toute déci-

into a commercial or industrial establishment to make major repairs thereto, to demolish it or to convert the immovable into co-ownership in accordance with article 441b of the Civil Code.

A lessee shall not be evicted from the dwelling he occupies before final adjudication on the application made by his lessor under this section; during that period, he shall pay the rent stipulated in the lease and comply with the other obligations stipulated in it.

The keeping of the lessee in possession of the dwelling under this section shall not effect tacit renewal of the lease unless the administrator dismisses the lessor's application.

A lessee evicted from a dwelling in any of the cases contemplated in subparagraph *i* or *j* has a recourse before the courts of competent jurisdiction for damages from an eviction obtained in bad faith, for another purpose than that provided for in the said subparagraph.

8. The lessee of a dwelling whose lease has expired since the 1st of January 1973 or expires before the 1st of January 1974, who made a new lease after the 31st of December 1972 and before the 2nd of February 1973 for the same dwelling, at a greater rent than he paid under the expired lease, may obtain a reduction of the rent by an application to the administrator of which copy must be sent to the lessor before the 15th of March 1973.

9. Before final decision on his application under subparagraph *b* of section 4, no lessee shall be evicted from the dwelling he occupies or bound to pay a greater rent than the rent existing when he filed his application.

However, if the administrator fixes a higher rent, he shall indicate the delay granted the lessee to pay the arrears of the rent increase.

10. The administrator shall advise the lessor and lessee of his decision without delay.

11. The Commission may on appeal by one of the interested parties review any

sion de l'administrateur en vertu de la présente loi.

La décision de la commission sur cet appel est définitive.

12. L'appel doit être interjeté dans les sept jours de la mise à la poste de la décision de l'administrateur, au moyen de la production d'une demande dans la forme prescrite par la commission et expédiée au bureau du secrétaire de la commission; avis de cette demande doit, dans le même délai, être donné par poste recommandée à l'administrateur et à l'autre partie.

Sur réception de l'avis d'appel, l'administrateur transmet sans délai au secrétaire de la commission le dossier de la cause.

La commission doit reviser la décision de l'administrateur et rendre sa propre décision avec toute la diligence possible après la réception du dossier à moins qu'elle ne croie nécessaire d'obtenir une preuve additionnelle; elle possède à cet égard tous les pouvoirs mentionnés au deuxième alinéa de l'article 15 de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires; dans ce cas, elle doit rendre sa décision avec toute la diligence possible après l'obtention de cette preuve additionnelle.

13. La décision de l'administrateur permettant l'éviction du locataire ou en cas d'appel, celle de la commission, peut être homologuée par jugement de la Cour provinciale. Ce jugement est exécutoire le sixième jour suivant la date de son prononcé; il est rendu sur production d'une copie de la décision de l'administrateur et, le cas échéant, d'une copie de la décision de la commission.

La décision de l'administrateur doit être certifiée par lui et celle de la commission, par un commissaire ou par le secrétaire de la commission.

14. La commission et l'administrateur ont, pour les fins de la présente loi, tous les pouvoirs et immunités prévus aux articles 9, 10, 11, 12 et 16 de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

decision of the administrator under this act.

The Commission's decision on the appeal is final.

12. The appeal must be lodged within seven days of the mailing of the administrator's decision, by filing an application, in the form prescribed by the Commission, in the office of the secretary of the Commission; notice of the application must also be sent within the same delay by registered mail to the administrator and the opposite party.

On receiving notice of the appeal, the administrator shall immediately send the record of the case to the secretary of the Commission.

The Commission shall review the administrator's decision and render its own decision as soon as possible after receiving the record, unless it considers further proof necessary; it has in this regard all the powers mentioned in the second paragraph of section 15 of the Act to promote conciliation between lessees and property-owners; in this case, it shall render its decision as soon as possible after obtaining such further proof.

13. The administrator's or, on appeal, the Commission's decision authorizing eviction of a lessee may be homologated by a judgment of the Provincial Court, which shall be executory six days after it is made; it shall be rendered on filing of a copy of the administrator's decision and, if such is the case, a copy of the decision of the Commission.

The administrator's decision must be certified by him, and that of the Commission must be certified by a commissioner or the secretary of the Commission.

14. The Commission and the administrator have for the purposes of this act all the powers and immunities provided in sections 9, 10, 11, 12 and 16 of the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

15. Rien dans la présente loi n'empêche une cour de justice compétente d'annuler un bail non expiré ou un bail renouvelé en vertu de la présente loi pour une cause d'annulation commune aux contrats ou de le résilier pour une cause prévue par le Code civil.

16. L'article 2 de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires (1950/1951, chapitre 20), modifié par l'article 2 du chapitre 83 des lois de 1966/1967 et par l'article 2 du chapitre 79 des lois de 1968, est de nouveau modifié en insérant, après le deuxième alinéa, les suivants:

« La commission se compose en outre des autres membres que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil. Leur mandat expire le 30 avril 1974, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil n'y mette fin à une date antérieure.

Jusqu'au 30 avril 1974, la commission peut siéger simultanément en plusieurs divisions composées d'au moins deux membres avec ou sans la participation du président ou du vice-président. Au cas de partage égal des voix sur une question, celle-ci est déferée au président pour décision.

17. Les traitements des membres de la commission nommés en vertu du troisième alinéa de l'article 2 de ladite loi ainsi que les autres sommes requises pour l'application de la présente loi sont payés à même le fonds consolidé du revenu.

18. La présente loi est déclaratoire et rétroagit aux dates qui y sont indiquées, tout comme si elle était entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1973.

19. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

15. Nothing in this act shall prevent a court of competent jurisdiction from annulling an unexpired lease or a lease renewed under this act for an ordinary cause of annulment of contracts or from rescinding it for a cause provided by the Civil Code.

16. Section 2 of the Act to promote conciliation between lessees and property-owners (1950/1951, chapter 20), amended by section 2 of chapter 83 of the statutes of 1966/1967 and by section 2 of chapter 79 of the statutes of 1968, is again amended by inserting after the second paragraph the following:

"The Commission shall also include such other members as the Lieutenant-Governor in Council appoints. Their term of office shall expire on the 30th of April 1974 unless the Lieutenant-Governor in Council terminates it sooner.

Until the 30th of April 1974, the Commission may sit simultaneously in several divisions consisting of at least two members, with or without participation by the chairman or vice-chairman. In case of a tie-vote on any question, it shall be referred to the chairman, who shall decide.

17. The salaries of the members of the Commission appointed under the third paragraph of section 2 of the said act and the other amounts required for the application of this act shall be paid out of the consolidated revenue fund.

18. This act is declaratory and retroactive to the dates indicated in it as if it had come into force on the 1st of January 1973.

19. This act shall come into force on the day of its sanction.



A.C. 532-73, du 21 février 1973
 Rég. 73-94 le 23 février 1973

CODE DE LA ROUTE
 (S.R.Q., 1964, ch. 231 et am.)

Pesanteur des véhicules

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réglementation relative à la pesanteur de véhicules automobiles circulant sur les chemins publics du Québec.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 49 du Code de la route (S.R.Q., 1964, ch. 231 et amendements), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer les dimensions et la pesanteur maxima des autobus, des véhicules de commerce et des véhicules de livraison qui peuvent circuler sur les chemins publics;

ATTENDU QU'un tel règlement a été adopté par l'arrêté en conseil 3142 du 14 septembre 1971 et qu'il est entré en vigueur le premier mars 1972;

ATTENDU QU'il y a lieu de remplacer dans ledit règlement la clause « Dispositions spéciales concernant la charge et le poids total en charge » par une autre clause majorant pour une période d'ajustement les maxima de charge par essieu sans toutefois augmenter le poids total en charge;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des transports:

QUE la clause « Dispositions spéciales concernant la charge et le poids total en charge » faisant partie de la réglementation annexée à l'arrêté en conseil 3142 du 14 septembre 1971 soit abrogée et remplacée par la clause suivante:

« *Dispositions spéciales concernant la charge par essieu et le poids total en charge.*

Afin de donner à chacun la possibilité de s'ajuster aux exigences concernant les maxima de charge par essieu, ces maxima de charge sont majorés de 20% jusqu'au premier mars 1974;

Ce pourcentage diminuera à 10% pour la période allant du premier mars 1974 au premier mars 1975, date après laquelle aucune majoration de charge par essieu ne sera accordée;

Malgré ces majorations de charge par essieu, il est à noter que le poids total en charge de tout véhicule automobile ou de tout ensemble de véhicules automobiles ne doit jamais excéder le poids total en charge fixé par la présente réglementation. »

O.C. 532-73, 21 February 1973
 Reg. 73-94 23 February 1973

HIGHWAY CODE
 (R.S.Q. 1964, ch. 231 and am.)

Weight of motor vehicles

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the regulation on the weight of motor vehicles operating on public highways in the Province of Québec.

WHEREAS under section 49 of the Highway Code (R.S.Q. 1964, ch. 231 and am.), the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, determine the maximum dimensions and weight of autobuses, commercial vehicles and delivery cars which may operate on public highways;

WHEREAS such regulation was made by Order in Council 3142 dated 14 September 1971 and came into force on 1 March 1972;

WHEREAS it is expedient to replace the clause in the said regulation entitled "Special provisions concerning load and gross vehicle weight" by a new clause providing for the increase of maximum axle loads during an adjustment period, without an increase, however, in gross vehicle weight;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT the clause entitled "Special provisions concerning load and gross vehicle weight" in the regulation annexed to Order in Council 3142 dated 14 September 1971 be revoked and replaced by the following clause:

« *Special provisions concerning axle load and gross vehicle weight.*

In order that all persons may adjust to the requirements concerning maximum axle loads, these maximum loads shall be increased by 20% until 1 March 1974.

This percentage shall be reduced to 10% for the period commencing 1 March 1974 until 1 March 1975, and no increase in axle load shall be permitted after such date.

Notwithstanding these increases in axle load, it must be noted that the gross vehicle weight of any motor vehicle or combination of motor vehicles must never exceed the gross vehicle weight prescribed in this Regulation."

QUE cette nouvelle clause n'affecte en rien les dispositions de l'arrêté en conseil 1538-72 du 2 juin 1972;

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif.

JULIEN CHOUINARD, -

39-o

THAT this new clause in nowise affect the provisions of Order in Council 1538-72 dated 2 June 1972;

THAT this Order in Council come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

39-o

A.C. 533-73 du 21 février 1973
Rég. 73-95 le 23 février 1973

LOI DES TRANSPORTS
(L.Q. 1972, ch. 55)

Permis spéciaux

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la Commission des transports du Québec.

ATTENDU QUE, conformément à l'article 186 de la Loi des transports (L.Q. 1972, ch. 55), sanctionné le 8 juillet 1972, le lieutenant-gouverneur en conseil a proclamé en vigueur certains articles de ladite loi par les arrêtés en conseil 1986-72, 3126-72 et 172-73;

ATTENDU QUE le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser la Commission des transports du Québec à délivrer, pour répondre à des situations d'urgence et lorsque aucun détenteur de permis n'est en mesure d'assurer les services particulièrement nécessaires, des permis spéciaux d'une durée moindre qu'un an;

ATTENDU QU'il est nécessaire pour la Commission, dans certaines circonstances, de délivrer ce genre de permis pour assurer l'efficacité et la continuité dans les services de transport:

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des transports:

QUE la Commission des transports du Québec soit autorisée à délivrer des permis spéciaux d'une durée moindre qu'un an, aux conditions suivantes:

a) pour répondre à des situations d'urgence et lorsque aucun détenteur de permis n'est en mesure d'assurer les services particulièrement nécessaires;

b) ce genre de permis est signé par le président et deux autres membres de la Commission ou par un vice-président et deux autres membres de la Commission;

QUE, pour la délivrance de ces permis spéciaux, la Commission soit dispensée de suivre les procédures prévues aux articles 44 à 49 inclusivement de la Loi des transports.

Le greffier du Conseil exécutif,

JULIEN CHOUINARD.

39-0

O.C. 533-73, 21 February 1973
Reg. 73-95, 23 February 1973

TRANSPORT ACT
(S.Q. 1972, ch. 55)

Special permits

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the Québec Transport Commission.

WHEREAS, pursuant to section 186 of the Transport Act (S.Q. 1972, ch. 55), assented to on 8 July 1972, certain sections of the said Act came into force by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council under Orders in Council 1986-72, 3126-72 and 172-73;

WHEREAS the Lieutenant-Governor in Council may, upon such conditions as he determines, authorize the Québec Transport Commission to issue special permits for periods of less than one year to meet emergency situations and where no permit holder is able to ensure the services particularly required;

WHEREAS, under certain circumstances, it is necessary for the Commission to issue this type of permit in order to ensure the efficiency and continuity of transport services;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT the Québec Transport Commission be authorized to issue special permits for a period of less than one year, subject to the following conditions:

(a) to meet emergency situations and where no permit holder is able to ensure the services particularly required;

(b) this type of permit be signed by the president and two other members of the Commission or by a vice-president and two other members of the Commission;

THAT, for the issuance of such special permits, the Commission be exempted from following the procedures prescribed in sections 44 to 49 inclusive of the Transport Act.

JULIEN CHOUINARD,

Clerk of the Executive Council.

39-0



A.C. 535-73, du 21 février 1973
Rég. 73-96 le 23 février 1973

LOI DE L'ASSURANCE-MALADIE
 L.Q. 1970, ch. 37 et am.)

Règlement no 1 (amendements)

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement no 1 de la Régie de l'assurance-maladie du Québec relatif à la Loi de l'assurance-maladie.

ATTENDU QU'aux termes de l'article 57 de la Loi de l'assurance-maladie (L.Q., 1970, ch. 37 et am.), la Régie de l'assurance-maladie du Québec peut, par règlement, prescrire la forme et la teneur des formules qui peuvent ou doivent être utilisées pour les fins de ladite loi par un professionnel de la santé ou une personne qui réside au Québec;

ATTENDU QUE la Régie de l'assurance-maladie du Québec a adopté le 14 juillet 1970, le Règlement no 1 de la Régie de l'assurance-maladie du Québec concernant la Loi de l'assurance-maladie et qu'elle l'a modifié le 27 octobre 1970, le 31 août 1971, le 19 octobre 1971, le 20 juin 1972 et de nouveau le 29 août 1972;

ATTENDU QU'à cette fin il est opportun de modifier de nouveau le Règlement no 1 de la Régie de l'assurance-maladie du Québec concernant la Loi de l'assurance-maladie;

ATTENDU QU'en date du 19 décembre 1972, la Régie de l'assurance-maladie du Québec a adopté un Règlement modifiant le Règlement no 1 de la Régie de l'assurance-maladie du Québec concernant la Loi de l'assurance-maladie;

ATTENDU QU'aux termes de l'article 57 de ladite loi, un tel règlement doit, avant d'entrer en vigueur, être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des affaires sociales:

QUE soit approuvé le règlement ci-annexé et intitulé: «Règlement modifiant le Règlement no 1 de la Régie de l'assurance-maladie du Québec concernant la Loi de l'assurance-maladie »;

QUE ce Règlement entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
 JULIEN CHOUINARD.

O.C. 535-73, 21 February 1973
Reg. 73-96, 23 February 1973

HEALTH INSURANCE ACT
 (S.Q. 1970, ch. 37 and am.)

By-law No. 1 (Amendments)

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the By-law amending By-law No. 1 of the Québec Health Insurance Board under the Health Insurance Act.

WHEREAS under section 57 of the Health Insurance Act (S.Q., 1970, ch. 37 and am.), the Québec Health Insurance Board may, by by-law, prescribe the form and tenor of the forms which may or must be used for the purposes of the said Act by a professional or a resident of Québec;

WHEREAS the Québec Health Insurance Board made, on 14 July 1970, By-law No. 1 of the Québec Health Insurance Board under the Health Insurance Act and amended the said By-law on 27 October 1970, on 31 August 1971, on 19 October 1971, on 20 June 1972 and again on 29 August 1972;

WHEREAS for such purpose it is expedient to further amend By-law No. 1 of the Québec Health Insurance Board under the Health Insurance Act;

WHEREAS on 19 December 1972, the Québec Health Insurance Board made a By-law amending By-law No. 1 of the Québec Health Insurance Board under the Health Insurance Act;

WHEREAS under section 57 of the said Act, such by-law must, before coming into force, be approved by the Lieutenant-Governor in Council;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs;

THAT the By-law annexed hereto be made and entitled: "By-law amending By-law No. 1 of the Québec Health Insurance Board under the Health Insurance Act";

THAT this By-law come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
 Clerk of the Executive Council.

Règlement modifiant le Règlement no 1
de la Régie de l'assurance-maladie
du Québec concernant la Loi
de l'assurance-maladie

By-law amending By-law No. 1
of the Québec Health Insurance Board
the Health Insurance Act

1. Le paragraphe *a* de l'article 4.02 dudit règlement est modifié comme suit:

a) en retranchant après les mots « suivant les formules 7, 8 ou 11 selon le cas, » les mots suivants:

« à signer pour et en son nom ses relevés d'honoraires et à certifier qu'il a fourni personnellement les services inscrits sur ces relevés. »

et en les remplaçant par ce qui suit:

« à signer pour et en son nom ses relevés d'honoraires, à certifier qu'il a fourni personnellement les services inscrits sur ses relevés et à recevoir de la Régie les renseignements qu'il pourrait requérir concernant les relevés d'honoraires qu'il est autorisé à signer. »

2. La formule 7 adoptée en vertu dudit règlement est modifiée comme suit:

a) en retranchant les mots: « 21 ans et plus » et en les remplaçant par ce qui suit: « 18 ans et plus »;

b) en retranchant après les mots « tout relevé d'honoraires présenté à la Régie » les mots suivants:

« et à certifier que les services inscrits sur tout relevé d'honoraires ont été fournis par le mandant. »

et en les remplaçant par ce qui suit:

« à certifier que les services inscrits sur tout relevé d'honoraires ont été fournis par le mandant et à recevoir de la Régie les renseignements qu'il pourrait requérir concernant les relevés d'honoraires qu'il est, par la présente, autorisé à signer. »

3. Les formules 8 et 11 adoptées en vertu dudit règlement sont modifiées comme suit:

a) en retranchant les mots: « 21 ans et plus » et en les remplaçant par ce qui suit: « 18 ans et plus »;

b) en retranchant après les mots « tout relevé d'honoraires présenté à la Régie » les mots suivants:

« et à certifier que les services inscrits sur tout relevé d'honoraires ont été fournis par le mandant. »

et en les remplaçant par ce qui suit:

« à certifier que les services inscrits sur tout relevé d'honoraires ont été fournis par le mandant et à recevoir de la Régie les renseignements qu'il pourrait requérir concernant les relevés d'honoraires qu'il est, par la présente, autorisé à signer. »

40-o

1. Subsection *a* of section 4.02 of the said By-law is amended as follows:

(a) by striking out, after the words "using forms 7, 8 or 11, as the case may be", the following words:

"to sign on his behalf his statement of fees and to certify that he personally dispensed the services shown on his statements of fees".

and by replacing them by the following:

"to sign on his behalf his statements of fees, to certify that he personally dispensed the services shown on his statements of fees and to obtain from the Board the information he may require respecting the statements of fees which he is authorized to sign".

2. Form 7 prescribed in the said By-law is amended as follows:

(a) by striking out the words: "21 years or more" and by replacing them by the following: "18 years and over";

(b) by striking out, after the words "any statement of fees presented to the Board", the following words:

"and to certify that the services entered on any statement of fees have been furnished by the mandator".

and by replacing them by the following:

"to certify that the services shown on any statement of fees have been furnished by the mandator and to obtain from the Board the information he may require respecting the statements of fees which he is hereby authorized to sign".

3. Forms 8 and 11 prescribed in the said By-law are amended as follows:

(a) by striking out the words: "21 years or more" and by replacing them by the following: "18 years and over";

(b) by striking out after the words "any statement of fees presented to the Board", the following words:

"and to certify that the services entered on any statement of fees have been furnished by the mandator."

and by replacing them by the following:

"to certify that the services shown on any statement of fees have been furnished by the mandator and to obtain from the Board the information he may require respecting the statements of fees which he is hereby authorized to sign."

40-o

A.C. 536-73 du 21 février 1973
Rég. 73-97 le 23 février 1973

LOI DE L'ASSURANCE-MALADIE
 (L.Q., 1970, ch. 37, et am.)

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement modifiant les règlements de la Loi de l'assurance-maladie.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 56 de la Loi de l'assurance-maladie (L.Q., 1970, ch. 37 et am.), le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements aux fins de ladite loi;

ATTENDU QUE, conformément à ladite loi, le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté par l'arrêté en conseil 2775 du 17 juillet 1970, des règlements concernant la Loi de l'assurance-maladie, modifiés par les arrêtés en conseil 2825 du 29 juillet 1970; 27 du 6 janvier 1971; 2207 du 23 juin 1971; 2645 du 28 juillet 1971; 2965 du 25 août 1971; 3159 du 15 septembre 1971; 1737-72 du 21 juin 1972, 1738-72 du 21 juin 1972 et 3401-72 du 15 novembre 1972;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier à nouveau lesdits règlements;

ATTENDU QUE la Régie a été consultée relativement auxdites modifications;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des affaires sociales:

QUE soit adopté le règlement ci-joint et intitulé: «Règlement modifiant les règlements concernant la Loi de l'assurance-maladie»;

QUE ce règlement entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
 JULIEN CHOUINARD.

**Règlement modifiant les règlements
 concernant la Loi de l'assurance-maladie**

1. L'article 2.08 desdits règlements est modifié en insérant après les mots: «et qui verse une contribution au régime d'assurance-maladie, est réputé», ce qui suit: «, ainsi que toute personne à sa charge.».

40-o

O.C. 536-73, 21 February 1973
Reg. 73-97, 23 February 1973

HEALTH INSURANCE ACT
 (S.Q. 1970, ch. 37 and am.)

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the Regulation amending the Regulations under the Health Insurance Act.

WHEREAS pursuant to section 56 of the Health Insurance Act (S.Q. 1970, ch. 37 and am.), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations under the said Act;

WHEREAS, in accordance with the Act, the Lieutenant-Governor in Council made, by Order in Council 2775 dated 17 July 1970, Regulations under the Health Insurance Act, amended by Orders in Council 2825 dated 29 July 1970; 27 dated 6 January 1971; 2207 dated 23 June 1971; 2645 dated 28 July 1971; 2965 dated 25 August 1971; 3159 dated 15 September 1971; 1737-72 dated 21 June 1972, 1738-72 dated 21 June 1972 and 3401-72 dated 15 November 1972;

WHEREAS it is expedient to further amend the said Regulations;

WHEREAS the Board has been consulted with respect to the said amendments;

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT the Regulation annexed hereto be made and entitled: "Regulation amending the Regulations under the Health Insurance Act".

THAT this Regulation come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

**Regulation amending the Regulations
 under the Health Insurance Act.**

1. Section 2.08 of the said Regulations is amended by inserting, after the words: "and who pays a contribution to the Health Insurance Plan, is deemed", the following: "as well as all his dependents,".

40-o



A.C. 570-73 du 21 février 1973
Rég. 73-99 le 23 février 1973

LOI DES DÉCRETS
 CE CONVENTION COLLECTIVE
 (S.R.Q. 1964, ch. 143)

Rémunération hebdomadaire minimale

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification à certains décrets rendus en vertu de la Loi des décrets de convention collective.

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), le ministre du travail et de la main-d'oeuvre a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification à certains décrets rendus en vertu de ladite loi;

ATTENDU QU'un avis fut publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 21 octobre 1972, conformément à l'article 8 de cette loi;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE la disposition suivante soit ajoutée dans chacun des décrets mentionnés ci-après, à la fin de leur article traitant des taux de salaires ou remplace toute autre disposition de même nature qui pourrait y apparaître:

«*Disposition spéciale relative aux salaires:* Malgré toute autre disposition du présent décret, l'employeur doit verser au salarié au moins la rémunération hebdomadaire minimale qui lui serait payable selon l'Ordonnance numéro 4, 1972 de la Commission du salaire minimum ou toute autre ordonnance ultérieure qui pourrait la modifier ou la remplacer.

Décret relatif à l'industrie de l'automobile dans les régions d'Arthabaska, Thetford Mines, Granby et Sherbrooke, rendu obligatoire par l'arrêté en conseil 1982 du 1er juin 1971.

Décret relatif aux employés de garage dans la région de Drummond, rendu obligatoire par l'arrêté en conseil 2535 du 20 septembre 1967 et modifications.

Décret relatif aux employés de garages, régions de Trois-Rivières et Shawinigan, rendu obligatoire par l'arrêté en conseil 487-72 du 16 février 1972.

Décret relatif aux employés de garages dans la région de Montréal, rendu obligatoire par l'arrêté en conseil 184 du 8 février 1950 et modifications.

Décret relatif aux salariés de garages dans la région de Québec, rendu obligatoire par l'arrêté en conseil 164 du 6 février 1962 et modifications.

O.C. 570-73, 21 February 1973
Reg. 73-99, 23 February 1973

COLLECTIVE AGREEMENT
 DECREES ACT
 (R.S.Q. 1964, ch. 143)

Weekly minimum remuneration

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to certain decrees passed under the Collective Agreement Decrees Act.

WHEREAS, pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), the Minister of Labour and Manpower has given notice that he intends to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, an amendment to certain decrees passed under the said Act;

WHEREAS a notice has been published in the *Québec Official Gazette* of October 21, 1972, in conformity with section 8 of the said Act;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objection brought forward has been duly considered;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT, in each of the decrees mentioned hereafter, the following provision be added at the end of their section respecting wage rates, or that it replace therein any other provision of the same nature:

“*Special provision respecting wages:* Notwithstanding any other provision of the present decree, the employer shall pay an employee at least the weekly minimum remuneration which he would receive according to Ordinance No. 4, 1972, of the Minimum Wage Commission or any further ordinance which may amend or replace the said ordinance.

Decree respecting the Automobile Industry in the Arthabaska, Thetford Mines, Granby and Sherbrooke Regions, rendered obligatory by Order in Council 1982 of June 1, 1971.

Decree respecting Garage Employees in the Drummond Region, rendered obligatory by Order in Council 2535 of September 20, 1967 and amendments.

Decree respecting Garage Employees, Trois-Rivières and Shawinigan Regions, rendered obligatory by Order in Council 487-72 of February 16, 1972.

Decree respecting Garage Employees in the Montreal Region, rendered obligatory by Order in Council 184 of February 8, 1950 and amendments.

Decrees respecting Garage Employees in the Québec Region, rendered obligatory by Order in Council 164 of February 6, 1962 and amendments.

Décret relatif aux postes de services et débits d'essence dans la région de Chicoutimi, rendu obligatoire par l'arrêté en conseil 1905 du 7 novembre 1962 et modifications.

Décret relatif aux établissements commerciaux de la ville d'Asbestos et un rayon de deux (2) milles de ses limites, rendu obligatoire par l'arrêté en conseil 1640 du 5 octobre 1960 et modifications.

Décret relatif au commerce de l'alimentation au détail dans la ville de Magog et un rayon de huit (8) milles de ses limites, rendu obligatoire par l'arrêté en conseil 2141 du 27 octobre 1965 et modifications.

Décret relatif au commerce de l'alimentation au détail dans la ville de Saint-Hyacinthe et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, rendu obligatoire par l'arrêté en conseil 1439 du 21 juin 1961 et modifications.

Décret relatif à l'industrie de la fabrication des boîtes de carton dans la province, rendu obligatoire par l'arrêté en conseil 1884 du 12 novembre 1947 et modifications.

Décret relatif à l'industrie des matériaux de construction au Québec, rendu obligatoire par l'arrêté en conseil 2203 du 6 décembre 1960 et modifications.

Décret relatif à l'industrie du meuble dans la province de Québec, rendu obligatoire par l'arrêté en conseil 505 du 7 mai 1952 et modifications.

Décret relatif aux modes et à la chapellerie pour dames et enfants dans le Québec, rendu obligatoire par l'arrêté en conseil 142 du 22 janvier 1947 et modifications.

Décret relatif à l'industrie de la chemise pour hommes et garçons dans la province de Québec, rendu obligatoire par l'arrêté en conseil 1204 du 17 juin 1964 et modifications.

Décret relatif à l'industrie de la fourrure, section du détail, région de Montréal, rendu obligatoire par l'arrêté en conseil 643 du 29 mai 1953 et modifications.

Décret relatif aux travailleurs en fourrure, commerce en gros, dans la région de Montréal, rendu obligatoire par l'arrêté en conseil 524 du 11 mai 1955 et modifications.

Décret relatif à l'industrie du gant de cuir dans le Québec, rendu obligatoire par l'arrêté en conseil 1071-E du 7 octobre 1959 et modifications.

Décret relatif à l'industrie du sac à main dans la province de Québec, rendu obligatoire par l'arrêté en conseil 233 du 14 mars 1956 et modifications.»

Le greffier du conseil exécutif,

JULIEN CHOUINARD.

41-0

Decree respecting Service Stations and Gasoline Stations in the Chicoutimi Region, rendered obligatory by Order in Council 1905 of November 7, 1962 and amendments.

Decree respecting commercial establishments in the town of Asbestos and a 2-mile radius of its limits, rendered obligatory by Order in Council 1640 of October 5, 1960 and amendments.

Decree respecting the Retail Food Trade in the town of Magog and a radius of 8 miles of its limits, rendered obligatory by Order in Council 2141 of October 27, 1965 and amendments.

Decree respecting the Food Products Retail Trade in the city of Saint-Hyacinthe and a radius of (5) miles of its limits, rendered obligatory by Order in Council 1439 of June 21, 1961 and amendments.

Decree respecting the Manufacturing of Paper Box in the Province, rendered obligatory by Order in Council 1884 of November 12, 1947 and amendments.

Decree respecting the Building Materials Industry in Québec, rendered obligatory by Order in Council 2203 of December 6, 1960 and amendments.

Decree respecting the Furniture Industry in the Province of Québec, rendered obligatory by Order in Council 505 of May 7, 1952 and amendments.

Decree respecting Women and Children's Millinery Industry in Québec, rendered obligatory by Order in Council 142 of January 22, 1947 and amendments.

Decree respecting the Men's and Boys' Shirt Industry in the Province of Québec, rendered obligatory by Order in Council 1204 of June 17, 1964 and amendments.

Decree respecting the Fur Industry Retail Trade, Montreal Region, rendered obligatory by Order in Council 643 of May 29, 1953 and amendments.

Decree respecting Fur Employees Wholesale Trade in the Montreal Region, rendered obligatory by Order in Council 524 of May 11, 1955 and amendments.

Decree respecting the Leather Glove Industry in Québec, rendered obligatory by Order in Council 1071-E of October 7, 1959 and amendments.

Decree respecting the Handbag Industry in the Province of Québec, rendered obligatory by Order in Council 233 of March 14, 1956 and amendments."'

JULIEN CHOUINARD,

Clerk of the Executive Council.

41-0

A.C. 590-73 du 21 février 1973
Rég. 73-100 le 23 février 1973

LOI DES ARPENTEURS
(S.R.Q., 1964, ch. 263)

Tarif

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le tarif des arpenteurs-géomètres du Québec.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre des institutions financières, compagnies et coopératives:

QUE, sous l'autorité de l'article 52 de la Loi des arpenteurs (S.R.Q., 1964, ch. 263), le tarif ci-joint des arpenteurs-géomètres du Québec soit approuvé, avec les modifications suivantes:

a) Le titre de l'article 1.4 est remplacé par le suivant: «travaux effectués pour le gouvernement du Québec».

b) Le deuxième alinéa de l'article 2 est remplacé par le suivant: «Le taux horaire pour l'arpenteur-géomètre patron, sur la base d'une journée de 6 heures et plus, est de \$25.».

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

TARIF DES ARPENTEURS-GÉOMÈTRES
DU QUÉBEC

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1

1.1 *Facteurs utilisés pour le calcul des honoraires:* pour l'étude des honoraires figurant au présent tarif, il a été tenu compte des facteurs suivants:

- a) la nécessité d'assurer au public un service compétent;
- b) le temps nécessaire à l'exécution des travaux où les opérations matérielles peuvent être confiées à des employés spécialisés et le salaire de ces employés;
- c) les charges sociales;
- d) les frais généraux d'une étude d'arpenteur-géomètre;
- e) la nécessité d'assurer aux travaux d'arpentage une précision correspondant à leur nature et à la valeur des terrains mesurés;

O.C. 590-73, 21 February 1973
Reg. 73-100, 23 February 1973

LAND SURVEYORS ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 263)

Tariff

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the tariff of land surveyors and geometers of the Province of Québec.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives:

THAT, pursuant to section 52 of the Land Surveyors Act (R.S.Q. 1964, ch. 263), the tariff of land surveyors and geometers of the Province of Québec annexed hereto be approved, subject to the following amendments:

(a) The title of section 1.4 is replaced by the following: "Work carried out for the Government of Québec".

(b) The second paragraph of section 2 is replaced by the following: "The hourly rate of a land surveyor who is an employer, based on a minimum six-hour day, is \$25".

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

TARIFF

LAND SURVEYORS AND GEOMETERS
OF QUÉBEC

GENERAL PROVISIONS

Section 1

1.1 *Factors used in establishing fees:* For studying the fees prescribed by this tariff, the following factors have been taken into consideration:

- (a) the obligation of assuring the public competent services;
- (b) the time required to perform certain works for which the operations can be entrusted to specialized employees, and those employees' wages;
- (c) the fringe benefits;
- (d) the overhead expenses of a land surveyor's office;
- (e) the obligation of carrying out land surveys with an accuracy dictated by the nature of the survey and the value of the land surveyed;

f) la compétence de l'arpenteur-géomètre dans l'exécution de travaux hautement spécialisés;

g) la conservation du greffe et des archives;

h) les honoraires normaux que l'arpenteur-géomètre en pratique privée est en droit de tirer de son activité, d'une part pour assurer son existence et celle de sa famille, d'autre part pour s'assurer une retraite décente;

i) la responsabilité de l'arpenteur-géomètre.

1.2 *Conditions économiques auxquelles correspondent les honoraires établis par le présent tarif:* Les honoraires établis par le présent tarif correspondent aux conditions économiques existant au 1er janvier 1972, et sont rattachés à l'indice des prix aux consommateurs dans la Ville de Québec pour le mois de décembre 1971 (105.6).

1.3 *Caractère obligatoire du tarif:* Tout membre de la corporation des arpenteurs-géomètres du Québec applique le présent tarif, même en réponse aux appels d'offres lancés, soit par des particuliers, soit par les administrations publiques. Ce tarif ayant été étudié pour une juste rémunération de travaux correctement exécutés suivant les règles de l'art, un rabais ne pourrait se faire qu'au détriment de la qualité du travail, et, par conséquent, au détriment du client et de l'intérêt public en général.

1.4 *Travaux effectués pour les administrations publiques:* Les travaux effectués pour le Gouvernement du Québec peuvent être exécutés suivant des taux préalablement fixés à condition que ces taux soient établis par un arpenteur-géomètre du mandant conformément aux articles 2, 3, 5, 11 et 14 du présent tarif.

1.5 *Contestation:* L'arpenteur-géomètre en contestation avec un client sur la fixation du montant de ses honoraires, avant d'en venir à une action judiciaire, soit comme demandeur, soit comme défendeur, soumet sa note d'honoraires à une commission d'arbitrage nommée annuellement par le Bureau de direction de la corporation, commission qui applique le tarif en toute équité, sans préjudice aux droits des parties.

1.6 *Publication du présent tarif:* Un exemplaire du présent tarif est tenu à la disposition du public intéressé dans toutes les études d'arpenteurs-géomètres et en tout autre lieu déterminé par la loi.

(f) the proficiency of land surveyor in executing highly specialized surveys;

(g) the keeping of records and files;

(h) the normal fees that a land surveyor in private practice has a right to expect from his activity, in order to provide first for his living and that of his family, and then for proper retirement;

(i) the professional responsibility of the land surveyor.

1.2 *Economic conditions which govern the fees prescribed by this tariff:* The fees prescribed by this tariff are governed by the economic conditions existing on January 1 1972, and are linked to the consumer price index for the City of Québec during the month of December 1971 (105.6).

1.3 *Compulsory character of the tariff:* Each member of the Corporation of Land Surveyors and Geometers of Québec must apply the present tariff, even when answering requests for tenders by private parties or public bodies. This tariff having been established for a just remuneration of works correctly executed according to the rules of the profession, any rebate could only be detrimental to the quality of the work, and, consequently, detrimental to the client and to public interest in general.

1.4 *Work carried out for the Government of Québec:* All work carried out for the Government of Québec shall be remunerated according to the fees established prior thereto, provided that such fees be established by a land surveyor in accordance with sections 2, 3, 5, 11 and 14 of this tariff.

1.5 *Contestation:* A Québec land surveyor in disagreement with his client over the amount of his fees, before taking any legal proceedings, either as plaintiff or defendant, submits the account to a Commission of Arbitration appointed annually by the Board of the Corporation. This Commission applies the tariff in all fairness, without prejudice to the rights of the parties.

1.6 *Publication of this tariff:* A copy of this tariff is available to the interested public in every Québec land surveyor's office and in any other place determined by law.

CHAPITRE I

BARÈME GÉNÉRAL

Article 2

Honoraires professionnels

Les honoraires de l'arpenteur-géomètre pour tout acte professionnel, consultation, vacation, surveillance, déplacement, expertise, etc., sont au minimum de \$30 l'heure.

Le taux *per diem* pour l'arpenteur-géomètre patron, sur la base d'une journée de 6 heures, ne peut être inférieur à \$150.

Article 3

Personnel technique

En plus des honoraires professionnels prévus à l'article 2, l'arpenteur-géomètre perçoit ce qui suit:

3.1 Le remboursement du coût des salaires payés aux employés au cours d'un travail, plus 150% de ce coût, sauf le cas prévu à l'article 3.2 ci-dessous.

Le coût du salaire horaire d'un employé est établi en multipliant par 1.2 son salaire brut. Il peut encore être calculé comme suit:

1) pour une semaine de travail de 37.5 heures:
coût du salaire horaire = $\frac{\text{salaire annuel brut}}{1625}$

1625

2) pour une semaine de travail de 40 heures:
coût du salaire horaire = $\frac{\text{salaire annuel brut}}{1733}$

1733

3.2 Le remboursement du salaire payé, plus 50%, à tout employé à la pige, surnuméraire d'une équipe technique normale de trois membres.

3.3 Le remboursement de tous les déboursés et frais encourus pour le compte du client.

Notes explicatives relatives à l'article 3

A. Le salaire brut est la rémunération de l'employé avant toutes déductions. Il n'inclut pas la part des bénéfices marginaux qui sont à la charge de l'employeur.

B. La différence entre le salaire brut et le coût du salaire est la différence entre le temps d'assistance payé à l'employé et celui qui est facturable au client, soit à cause des vacances, des congés statutaires, des journées de maladie payées, soit à cause de la nature même de la profession, différence que l'employeur est appelé à défrayer pour assurer la permanence d'un personnel spécialisé, et qui provient principalement:

—des conditions climatiques adverses: froid, neige, pluie et vent;

—des courtes heures de clarté en hiver;

CHAPTER I

GENERAL RATES

Section 2

Professional fees

The professional fee of land surveyor for any professional act, consultation attendance, supervision, travel, expert investigation etc., is fixed at a minimum of \$30 per hour.

The hourly rate of a land surveyor who is an employer, six-hour day is based on a minimum \$25.

Section 3

Technical personnel

Over and above the professional fees specified in section 2, the Québec land surveyor collects:

3.1 The reimbursement of the salary cost of wages paid to employees during a survey, plus 150% of this cost. Exception is made for employees specified in section 3.2.

An employee's hourly salary cost is established by multiplying by 1.2 his hourly gross salary. The hourly salary cost can also be established as follows:

(1) for a working week of 37.5 hours:
hourly salary cost = $\frac{\text{gross annual salary}}{1625}$

1625

(2) for a working week of 40 hours:
hourly salary cost = $\frac{\text{gross annual salary}}{1733}$

1733

3.2 Reimbursement of the salary paid, plus 50%, to every non-permanent employee who is supernumary to a regular technical crew composed of 3 members.

3.3 The reimbursement of all disbursements and expenses incurred for the account of the client.

Explanatory notes to section 3

A. The gross salary is the remuneration paid to the employee before deductions. It does not include the portion of fringe benefits paid by the employer.

B. The difference between the gross salary and the salary cost is the difference between the time paid to the employee and the time that can be charged to the client, either because of vacations, holidays and paid sick leaves or because of the particular nature of the profession. This difference must be paid by the employer in order to keep specialized personnel, and shall derive principally from:

—adverse climatic conditions: cold, snow, rain and wind;

—short daylight hours during winter;

—du temps forcé d'inactivité des aides-techniques pendant que leurs chefs d'équipe vaquent à certains travaux comme la préparation immédiate dans l'étude des travaux sur le terrain;

—ou la collation des notes d'arpentage,

—ou l'examen en compagnie de l'arpenteur-géomètre des problèmes d'arpentage qui se présentent au cours du travail et au sujet desquels sa décision est nécessaire,

—ou les recherches qu'ils sont parfois appelés à effectuer eux-mêmes, soit à cause de l'urgence du travail, de l'éloignement de l'étude, ou lorsque la nécessité de ces recherches n'apparaît que pendant les mesurages.

C. Les frais d'administration et les honoraires de l'arpenteur-géomètre établis à 150% du coût du salaire, comprennent:

- 1) tous les frais généraux d'une étude d'arpenteur-géomètre: loyer, électricité, téléphone, poste, fournitures de bureau, renouvellement et entretien du matériel, immobilisation, mauvais comptes, frais de financement, taxes diverses, frais d'assurance, dépréciation, comptabilité, entretien du greffe, frais juridiques, cotisations, et autres frais semblables;
- 2) les frais relatifs aux employés: part des bénéfices marginaux à la charge de l'employeur, y inclus l'assurance-chômage, les rentes du Québec, les prélèvements de la Commission du salaire minimum, les plans d'assurance-groupe (vie, accident, maladie, salaire, pension), l'assurance-maladie du Québec et les contributions à la Commission des accidents du travail;
- 3) les frais de secrétariat (salaire(s) de la ou des secrétaire(s) non imputable au compte d'un client en particulier);
- 4) une partie du 150% constitue les honoraires de l'arpenteur-géomètre pour le temps passé à la gérance du bureau, tels honoraires ne pouvant être imputés au compte d'un client en particulier.

Article 4

Honoraires supplémentaires

4.1 Généralités

4.1.1 En plus des honoraires et remboursements prévus aux articles 2, 3 et 5 des honoraires spécifiques prévus aux articles 7 à 10 inclusivement, les honoraires minimum de l'arpenteur-géomètre comprennent en supplément les honoraires prévus aux articles 4.2 à 4.4, pour les opérations d'arpentage effectuées sur des biens-fonds ou des constructions de grande valeur, compte tenu de la proximité des constructions en regard des marges minima dont l'observation est requise.

4.1.2 Les honoraires supplémentaires calculés d'après les articles 4.2 à 4.4 sont réduits de 50% lorsque l'emplacement a fait l'objet d'un bornage dûment enregistré, pourvu que les bornes existent encore sur le terrain.

—the forced time of inactivity of the technical aides, time spent in the office by their crew chiefs for the immediate preparation of the field work;

—or the collation of survey notes;

—or the examination with the land surveyor of any survey problem requiring his decision and arising during the course of a survey;

—or any research which they sometimes have to do themselves, due to the urgency of the work, the distance from the office, or when the need for this research does not arise during the field work.

C. The administration expenses and land surveyor's fee, fixed at 150% of the salary cost, include:

- (1) all the general costs of a land surveyor's office: rent, electricity, telephone, mailing, office furniture, renewal and upkeep of material, capital expenditures, bad debts, financing, various taxes, insurance, depreciation, accounting, upkeep and maintenance of the records, legal fees, subscriptions, and other similar costs;
- (2) all expenses relative to employees: that part of the fringe benefits paid by the employer including unemployment insurance, the Québec Pension Plan, the Minimum Wage Commission payments, group insurance (life, accident, sickness, salary, pension), Medicare, Workmen's Compensation;
- (3) clerical expenses (salary of secretary(ies) not chargeable to the client in particular);
- (4) that part of 150% which the land surveyor's fee represents for time spent in managing the office, such fee not being chargeable to the client.

Section 4

Supplementary fees

4.1 General observations

4.1.1 Over and above the fees and reimbursements provided for in sections 2, 3 and 5, and the specific fees provided for in sections 7 to 10 inclusive, the minimum fees of the Québec land surveyor include as a supplement the fees specified in sections 4.2 to 4.4, for field survey works carried out on properties or constructions of high value, taking into account the proximity of said constructions to the minimum observable setback lines.

4.1.2 The supplementary fees calculated according to sections 4.2 to 4.4 are reduced by 50% if the emplacement in question has been the object of a bornage signed by all parties and duly registered, so long as the bornes still exist on the field.

4.1.3 Lors d'un projet de construction, ou lorsque l'une ou plusieurs des stipulations de l'article 4 sont applicables, le même arpenteur-géomètre n'a droit qu'une fois au maximum d'honoraires supplémentaires possible; s'il y a lieu, les honoraires supplémentaires déjà facturés en vertu d'une des stipulations des articles 4.2 à 4.4 doivent être déduits des honoraires supplémentaires maximum finalement tarifés.

4.2 Catégorie A

Honoraires supplémentaires pour emplacement vacant.

4.2.1 *Conditions d'application:* L'article 4.2 s'applique à toute opération d'arpentage effectuée sur un emplacement vacant dont la valeur marchande est de \$2.50 ou plus le pied carré, et dont on ne projette pas immédiatement la construction.

4.2.2 *Valeur de base:* La valeur de base utilisée au présent article 4.2 est égale à l'excédent de la valeur marchande de l'emplacement dépassant \$2.50 le pied carré.

4.2.3 Tarif:

\$8 par mille dollars de valeur de base jusqu'à \$10,000 de valeur de base;

plus \$4 par mille dollars de valeur de base pour l'excédent, jusqu'à \$20,000 de valeur de base;

plus \$2 par mille dollars de valeur de base pour l'excédent, jusqu'à \$30,000 de valeur de base;

plus \$1 par mille dollars de valeur de base pour l'excédent jusqu'à \$40,000 de valeur de base;

plus \$0.50 par mille dollars de valeur de base pour l'excédent, au-delà de \$40,000 de valeur de base.

4.3 Catégorie B

Honoraires supplémentaires pour toute structure autre qu'une bâtisse.

4.3.1. *Conditions d'application:* L'article 4.3 s'applique à toute structure de grande valeur autre qu'une bâtisse, lorsque l'opération d'arpentage consiste en la fixation de points de base ou d'axes de base, ou en la vérification du site de la structure en rapport avec des points ou axes fixes.

4.3.2 *Valeur de base:* La valeur de base utilisée au présent article 4.3 est la valeur contractuelle de la structure une fois complétée.

4.3.3 Tarif:

\$2.40 par mille dollars de valeur de base jusqu'à \$100,000 de valeur de base; plus \$1.20 par mille dollars de valeur de base pour l'excédent, jusqu'à \$200,000 de valeur de base;

4.1.3 During construction, or when one or more of the provisions of section 4 are applicable, the same Québec land surveyor is allowed to charge only once the possible maximum of supplementary fees; if need be, the supplementary fees already charged by virtue of one of the provisions of sections 4.2 to 4.4 must be deducted from the maximum supplementary fees finally charged.

4.2 Category A

Supplementary fees for a vacant emplacement

4.2.1 *Conditions of application:* Section 4.2 applies to any field survey work carried out on a vacant emplacement, the market value of which is \$2.50 or more per square foot and over which no construction is immediately proposed.

4.2.2 *Basic value:* The basic value used for this section 4.2 is equal to the excess of the market value of the emplacement over \$2.50 per square foot.

4.2.3 Tariff:

\$8.00 per thousand dollars of basic value up to \$10,000 basic value;

plus \$4.00 per thousand dollars of basic value for the excess up to \$20,000 basic value;

plus \$2.00 per thousand dollars of basic value for the excess up to \$30,000 basic value;

plus \$1.00 per thousand dollars of basic value for the excess up to \$40,000 basic value;

plus \$0.50 per thousand dollars of basic value for the excess over and above \$40,000 basic value;

4.3 Category B

Supplementary fees for any structure other than a building:

4.3.1 *Conditions of application:* Section 4.3 applies to any structure of high value other than a building, when the field survey work consists in the establishment of reference markers or of reference axis, or in checking the site of the structure with respect to such markers or axis.

4.3.2 *Basic value:* The basic value used for the present section 4.3 is the contract value of the structure when completed.

4.3.3 Tariff

\$2.40 per thousand dollars of basic value up to \$100,000 basic value;

plus \$1.20 per thousand dollars of basic value for the excess up to \$200,000 basic value;

plus \$0.60 par mille dollars de valeur de base pour l'excédent, jusqu'à \$300,000 de valeur de base;

plus \$0.30 par mille dollars de valeur de base pour l'excédent, jusqu'à \$400,000 de valeur de base;

plus \$0.15 par mille dollars de valeur de base pour l'excédent, au-delà de \$400,000 de valeur de base.

4.4 Catégories C à F

Honoraires supplémentaires pour l'emplacement vacant dont on projette immédiatement la construction, l'emplacement en construction ou l'emplacement construit.

4.4.1 Conditions d'application: L'article 4.4 s'applique:

a) à l'emplacement vacant, lorsque l'opération d'arpentage consiste en la pose de repères devant servir directement en vue de l'érection immédiate de constructions dont la valeur une fois complétée sera de \$50,000 ou plus, qu'il s'agisse de la détermination de limites de propriété, ou de points ou d'axes d'implantation; ou

b) à l'emplacement construit ou en construction lorsque la valeur des constructions une fois complétées est ou sera de \$50,000 ou plus.

4.4.2 Valeur de base: La valeur de base utilisée au présent article 4.4 est la valeur marchande totalisée de l'emplacement et des constructions une fois complétée, diminuée de \$50,000.

4.4.3 Paramètres de tarification: Les honoraires supplémentaires prévus au présent article 4.4 sont fonction de la situation sur l'emplacement des constructions existantes ou projetées en regard des marges minima fixées par une législation, une réglementation ou une convention quelconque. Est une marge minimum au sens du présent article:

a) toute marge minima frontale, latérale, ou arrière affectant la bâtisse y inclus le sous-sol, et y inclus les distances minima requises pour les ouvertures et les projections. À défaut d'autre marge minimum, les limites de l'emplacement sont considérées comme telles.

Suivant la distance existant entre la bâtisse et la marge minimum requise, la tarification se divise en quatre catégories:

Catégorie C:

Si toutes les parties des bâtisses sont à plus de 15 pieds des marges minima requises.

Catégorie D:

Si les parties des bâtisses sises le plus près des marges minima requises sont situées entre 5 et 15 pieds desdites marges.

Catégorie E:

Si moins des $\frac{3}{4}$ du périmètre enveloppant des bâtisses sont à moins de 5 pieds des marges minima requises.

plus \$0.60 per thousand dollars of basic value for the excess up to \$300,000 basic value;

plus \$0.30 per thousand dollars of basic value for the excess up to \$400,000 basic value;

plus \$0.15 per thousand dollars of basic value for the excess over and above \$400,000 basic value.

4.4 Categories C to F

Supplementary fees for a vacant emplacement when construction is immediately contemplated, under way or completed.

4.4.1 Conditions of application: Section 4.4 applies:

(a) to the vacant emplacement when the field survey work consists in setting markers to be used directly for the immediate construction of a building, the value of which once completed is \$50,000 or more, whether these markers determine the property limits or building site reference points or axis; or

(b) to the emplacement built or under construction, when the value of the building once completed is or shall be \$50,000 or more.

4.4.2 Basic value: The basic value used in the present section 4.4, is the total market value of the emplacement and of the buildings once completed, reduced by \$50,000.

4.4.3 Tariff norms: The supplementary fees specified in the present section 4.4 are a function of the position of the building, existing or proposed, on the emplacement with respect to minimum setback lines fixed by any law, by-law, or Deed. A minimum setback line for the purposes of the present section is:

(a) Any front, side or rear minimum setback line required for the building, including the basement, and including the minimum distances required for openings or projections. Failing any other minimum setback line, the limits of the emplacement are considered as such.

According to the distance existing between the building and the required minimum setback lines, the rates are divided into four categories:

Category C:

If all the parts of the building are at more than 15 feet from the required minimum setback lines.

Category D:

If the parts of the building nearer to the required minimum setback lines are placed between five and fifteen feet from the said lines.

Categories E:

If less than $\frac{3}{4}$ of the overall building perimeter is at less than five feet from the required minimum setback lines.

Catégorie F:

Si les $\frac{3}{4}$ ou plus du périmètre enveloppant des bâtisses sont à moins de 5 pieds des marges minima requises.

b) toute hauteur ou profondeur maximum permise pour une construction lorsqu'elle est exprimée par une cote d'élévation ou une dimension.

4.4.4 Tarification en regard des marges minima requises, frontales, latérales ou arrières:

Valeur de base de l'immeuble (Valeur marchande diminuée de \$50,000 /

Basic value of the immovable (market value less \$50,000):

jusqu'à /up to \$100,000:

pour l'excédent jusqu'à /for the excess up to \$150,000:

pour l'excédent jusqu'à /for the excess up to \$200,000:

pour l'excédent jusqu'à /for the excess up to \$250,000:

pour l'excédent jusqu'à /for the excess up to \$1,000,000:

pour l'excédent au-delà de /
for the excess over and above \$1,000,000:

4.4.5 Tarification en regard des hauteurs ou profondeurs maxima permises: Des honoraires supplémentaires s'appliquent si la bâtisse est à 5 pieds ou moins de la hauteur ou profondeur maximum permise. Ces honoraires sont de \$0.20 par mille dollars de valeur de base, avec un minimum d'honoraires supplémentaires de \$50.

Article 5

Appareils électroniques spéciaux

5.1 Appareils de mesure de distances ou d'angles ou de détermination de l'azimut

a) pour l'appareil:

Tarif minimum: un taux horaire de $\frac{1}{4}$ de 1% du prix de l'appareil à l'état neuf. Le temps facturé est le temps de stationnement de l'appareil avec un minimum d'une heure;

b) pour les opérateurs: les honoraires sont ceux requis en vertu de l'article 3, paragraphe 1. Le temps exigible se compte depuis le départ de l'étude jusqu'au retour.

5.2 Ordinateurs et calculatrices programmables, et personnel s'y rattachant

5.2.1 Définition minimale: Pour être considéré comme ordinateur au sens du présent article, tout appareil électronique doit au minimum être suffisamment programmable pour pouvoir, résoudre d'un seul tenant une figure de

Category F:

If $\frac{3}{4}$ or more of the overall building perimeter is at less than five feet from the required minimum setback lines.

(b) Any maximum height or depth allowed for a building, when fixed by an elevation or a dimension.

4.4.4 Tariff Rates with respect to the minimum required setback lines, front, side or rear:

Tarif supplémentaire
par \$1,000 de valeur de base

*Supplementary fees
per thousand dollars of basic value*

Catégorie Category C	Catégorie Category D	Catégorie Category E	Catégorie Category F
\$1.20	\$1.50	\$1.80	\$2.10
\$0.90	\$1.20	\$1.50	\$1.80
\$0.60	\$0.90	\$1.20	\$1.50
\$0.45	\$0.60	\$0.90	\$1.20
\$0.30	\$0.45	\$0.60	\$0.90
\$0.15	\$0.30	\$0.45	\$0.60

4.4.5 Tariff Rates with respect to maximum allowable height or depth: Supplementary fees apply if the building is at five feet or less from the maximum allowable height or depth. The fees are \$0.20 per thousand dollars of basic value, with a minimum supplementary fee of \$50.00.

Section 5

Special Electronic Instruments

5.1 Distance, angle or azimuth measuring instruments

(a) instruments:

Minimum tariff: an hourly rate of $\frac{1}{4}$ of 1% of the purchase price of the instrument when new. The time charged is the time of the actual use of the instrument, with a minimum of one hour;

(b) operators: The fees are those stipulated in section 3, sub-paragraph 1. The time payable is computed from the time of departure from the office until the time of return thereto.

5.2 Electronic computers, programmable desk calculators and their personnel.

5.2.1 Minimal definition: Is considered a computer in the present Section, any electronic instrument using programs that can at least solve in one sequence a figure of plane geometry (for instance: solve all the ele-

géométrie plane (à titre d'exemple: résoudre tous les éléments d'un triangle). Cette définition englobe généralement les calculatrices programmables.

5.2.2 Critères de tarification

a) Les taux pour l'utilisation d'un ordinateur se calculent différemment suivant que l'arpenteur-géomètre est propriétaire ou locataire d'un ordinateur situé dans son étude, ou qu'il utilise les services d'un ordinateur central situé hors de son étude, auquel il est ou non relié par une console située dans l'étude;

b) Les taux sont basés sur le temps d'utilisation de l'ordinateur défini comme étant le temps pendant lequel l'ordinateur effectue des calculs. Ce temps est généralement calculé automatiquement par l'ordinateur, sauf pour les ordinateurs les plus simples où la personne qui l'utilise doit effectuer elle-même cette appréciation;

c) Est en supplément suivant l'article 3.1 tout le temps passé par le ou les opérateurs pour la préparation logique des données, pour toute vacation assurant la liaison avec un ordinateur externe, pour l'entrée même des données dans l'ordinateur, pour la vérification des résultats, leur collation ou leur mise en plan.

5.2.3 Tarif — Ordinateur

5.2.3.1 *L'arpenteur-géomètre est propriétaire de l'ordinateur et/ou des appareils périphériques.* Tarif horaire minimum: $25 \times \log K$ dollars, où K représente le coût de l'ordinateur et/ou de l'appareil périphérique à l'état neuf divisé par 1000.

Le temps du ou des opérateurs est en supplément tel que décrit au paragraphe c de l'article 5.2.2.

5.2.3.2 *L'arpenteur-géomètre est locataire de l'ordinateur et/ou des appareils périphériques.* Tarif horaire minimum: $25 \times \log (4L)$ dollars, où L représente le loyer minimum mensuel fixe de l'ordinateur et/ou des appareils périphériques divisé par 100.

Le temps du ou des opérateurs est en supplément tel que décrit au paragraphe c de l'article 5.2.2.

5.2.3.3 *L'arpenteur-géomètre loue les services externes d'un ordinateur.* Le tarif minimum est égal à deux fois le coût du service, en plus du temps de la ou des personnes assurant la liaison avec l'ordinateur, tel que décrit au paragraphe c de l'article 5.2.2. Si une console ou d'autres appareils périphériques situés dans l'étude de l'arpenteur-géomètre permettent une liaison plus facile avec un ordinateur externe dont les services sont loués, ces appareils sont tarifés soit d'après le présent article 5.2.3.3, ou soit d'après l'article 5.2.3.2, compte tenu des modalités du contrat entre l'arpenteur-géomètre et le propriétaire de ces appareils.

ments of a triangle). This definition generally includes programmable desk calculators.

5.2.2 Tariff norms

(a) The rates for computer use are calculated differently if the land surveyor owns or rents a computer placed in his office, or if he subscribes to the services of a central computer situated outside of his office, to which he can be connected or not by an auxiliary unit situated within his office.

(b) The rates are based on the computer time, defined as being the time during which the computer proceeds to calculations. This time is generally calculated automatically by the computer, except for simple computers where the operator must proceed himself to this calculation.

(c) To be invoiced separately according to section 3.1 is all the time spent for the logical preparation of data, for any attendance assuring the intercommunication with an outside computer, for feeding the computer, for checking the results, for their collation and their drafting.

5.2.3 Tariff — Computer

5.2.3.1 *The land surveyor owns a computer and (or) peripheral units:* Minimum hourly tariff: $25 \times \log K$ dollars, where K represents the cost when new, of the computer and (or) peripheral units, divided by 1000.

Operator(s) time is in supplement according to paragraph c, section 5.2.2.

5.2.3.2 *The land surveyor rents a computer and (or) peripheral units:* Minimum hourly tariff: $25 \times \log (4L)$ dollars, where L represents the minimum fixed monthly rental of the computer and (or) peripheral units divided by 100.

Operator(s) time is in supplement according to paragraph c, section 5.2.2.

5.2.3.3 *The land surveyor rents the services of an outside computer:* The minimum tariff is equal to twice the cost of the service, plus the time of the person(s) assuring the intercommunication with the computer, according to paragraph c, section 5.2.2. If a console or any other peripheral unit located in the office of the land surveyor permits an easier access to the outside rented computer, those units are tariffed according to the present section 5.2.3.3 or according to section 5.2.3.2, depending upon the payment stipulations included in the agreement between the land surveyor and the owner of those units.

5.2.3.4 *Transformation matérielle des données pour lecture par l'ordinateur*: Les honoraires et remboursements pour la transformation matérielle des données pour lecture par l'ordinateur (exemple: perforation des cartes), que ces travaux soient effectués dans l'étude ou à l'extérieur, y compris le salaire de l'opérateur, est au coût du marché pour ce genre de travail plus 10%. Est exclue du présent paragraphe toute préparation logique donnant à l'ordinateur la marche à suivre dans la solution des problèmes, préparation qui obéit au paragraphe c de l'article 5.2.2.

CHAPITRE II

TRAVAUX SPÉCIFIQUES

Article 6

Limite d'application

Dans le cas de certains travaux spécifiques limités exclusivement aux travaux décrits aux articles 7 à 16 inclusivement, le tarif minimum prévu par ces articles s'applique, mais seulement si les taux mentionnés sont supérieurs au montant total des honoraires et remboursement obtenus en les calculant d'après les articles 2, 3 et 5 du barème général.

Article 7

Le piquetage

7.1 *Définition*: Le piquetage est l'expression de l'opinion d'un arpenteur-géomètre sur les limites d'une propriété et peut nécessiter, selon le mandat, une ou plusieurs des opérations suivantes:

- a) l'étude des titres;
- b) les recherches au cadastre;
- c) l'étude des arpentages antérieurs et autres sources d'informations;
- d) l'étude des lieux et la comparaison de l'occupation avec la contenance aux titres, au cadastre et aux arpentages antérieurs;
- e) le mesurage et l'implantation des repères;
- f) la déposition et la conservation dans le greffe de l'arpenteur-géomètre des notes préparées, et des documents utilisés.

Note: Lorsque nécessaire, un plan ou un rapport écrit peut accompagner le piquetage.

7.2 *Honoraires — piquetage*: Les honoraires minima ci-dessous sont sujets aux dispositions de l'article 6. Doivent s'y ajouter s'il y a lieu, les honoraires supplémentaires prévus à l'article 4:

5.2.3.4 *Material transformation of data to permit reading by the computer*: The fees and reimbursements for the material transformation of data to permit reading by the computer (for instance: card punching), whether this work is done in the office or outside and including the operator's salary, are the commercial prices for this type of work, plus 10%. To be invoiced separately is the logical preparation of data instructing the computer what sequence to use in the solution of problems, items covered by paragraph c, section 5.2.2.

CHAPTER II

SPECIFIC WORKS

Section 6

Application Limit

In the case of certain specific works exclusively limited to those described in Sections 7 to 16 inclusive, the minimum fees stipulated in those Sections apply, but only if those fees surpass the total amount of fees and reimbursements calculated according to Sections 2, 3 and 5 of the general rates.

Section 7

Staking

7.1 *Definition*: A staking is the material expression of a land surveyor's opinion upon the position of property limits. Depending upon his mandate, this may require one or more of the following operations:

- (a) study of titles;
- (b) search at the cadastral office;
- (c) study of previous surveys and other sources of information;
- (d) field survey of the general area and comparison of the measured occupation to the dimensions indicated by the titles, by the cadastre, and by the measurements shown on previous survey documents;
- (e) final measurements and setting of markers;
- (f) deposit and conservation in the land surveyor's records of survey notes and documents used.

Note: If necessary, a plan or written report may accompany the staking.

7.2 *Fees — staking*: The following minimum fees are subject to the requirements of section 6. When applicable, the supplementary fees specified in section 4 must be added:

a) pour un emplacement isolé:

1. étude des titres et recherches, minimum \$35;
2. établissement des limites, pose des repères, minimum \$100;

b) pour plus d'un emplacement dans un même projet, lors d'une même séance:

1. étude des titres et recherches, minimum \$35;
2. établissement des limites, pose des repères, minimum \$55 par emplacement;

c) plan ou rapport écrit du piquetage:
en supplément suivant le barème général.

Article 8

L'implantation

8.1 *Définition:* L'implantation est l'ensemble des opérations qu'effectue l'arpenteur-géomètre pour fixer sur le terrain, en planimétrie et d'après les données d'un plan, par des piquets ou d'autres repères, les sommets d'angles déterminant un tracé en vue de la construction de maisons unifamiliales, bifamiliales, multifamiliales ou de tout autre édifice ou structure.

8.2 *Honoraires — implantation:* Les honoraires minima ci-dessous sont sujets aux dispositions de l'article 6. Doivent s'y ajouter s'il y a lieu, les honoraires supplémentaires prévus à l'article 4.

A) Implantations de maisons unifamiliales ou bifamiliales sur emplacement isolé:

a) sur emplacement préalablement piqueté, minimum \$40;

b) sur tout emplacement non piqueté, minimum \$30 par maison plus les honoraires du piquetage de l'emplacement prévus à l'article 7.2, que le piquetage fasse ou non, partie du mandat.

B) Implantations de maisons contiguës (jumelées, en rangées, etc.):

a) pour chaque groupe détaché de bâtisses, minimum \$40 plus \$20 par mur mitoyen implanté entre deux propriétés;

b) sur tout emplacement non piqueté, le paragraphe *a)* ci-dessus s'applique plus les honoraires du piquetage prévus à l'article 7.2, que le piquetage soit requis ou non.

C) Pour toute autre implantation:
Le barème général s'applique.

(a) For an isolated emplacement:

1. Study of titles and search, minimum \$35;
2. Establishment of property limits, setting of markers, minimum \$100;

(b) For more than one emplacement in the same project, when done at the same time:

1. Study of titles and search, minimum \$35;
2. Establishment of property limits, setting of markers, minimum \$55 per emplacement;

(c) Plan or written report of the staking:
in addition to the above, and charged according to the general rates.

Section 8

Staking of the Position of Structures

8.1 *Definition:* The staking of the position of structures is the total of all the operations executed by a land surveyor in order to establish on the ground, from data shown on a plan and by stakes or other markers, the horizontal position of the corner angles of a construction layout, whether that proposed construction is a single-, double-, or multi-family house, or any other type of building or structure.

8.2 *Fees for staking the position of structures:* The following minimum fees are subject to the requirements of section 6. When applicable, the supplementary fees specified in section 4 must be added:

A. Staking the position of single- or double-family houses on isolated placements:

(a) on an emplacement previously staked, minimum \$40;

(b) on an emplacement not staked, minimum \$30; house plus the fees for staking the emplacement provided for in section 7.2, whether the staking of the emplacement does or does not form part of the land surveyor's mandate.

B. Staking the position of contiguous houses (separated, or row-housing etc.):

(a) for each group of detached buildings, a minimum of \$40 plus \$20 per party wall erected between two properties;

(b) on any emplacement not staked, paragraph *a)* above applies plus the fees for the staking provided for in section 7.2, whether the staking does or does not form part of the land surveyor's mandate.

C. For all other stakings of the position of structures:
The general rates prevail.

Article 9

Certificat de localisation

9.1 *Définition*: Le certificat de localisation est un document préparé par l'arpenteur-géomètre, accompagné d'un plan, signés par lui, donnant son opinion sur la situation et la condition d'un bien-fonds par rapport aux titres, au cadastre, à certaines lois et aux règlements qui l'affectent.

Le certificat de localisation ne peut être émis sur une propriété sans que l'arpenteur-géomètre n'effectue d'abord les travaux nécessaires à la fixation des limites de cette propriété, à moins que cette dernière n'ait déjà fait l'objet d'un piquetage dont les repères sont encore existants.

Dans le cas où les repères sont inexistantes, les honoraires pour la fixation des limites de la propriété s'ajoutent à ceux du certificat de localisation, tels que prévus aux articles 9.2.1*b*) et 9.2.2*b*), qu'il y ait ou non pose de repères.

Le certificat de localisation comprend généralement:

- a) mention de la date du levé exécuté par l'arpenteur-géomètre;
- b) référence au cadastre, ou en son absence, au plan primitif; sous mandat spécifique, référence aux titres de propriété;
- c) description sommaire de l'emplacement suivant l'occupation constatée, mention de la concordance ou de la discordance avec le cadastre et les titres s'il y a lieu;
- d) description sommaire de la ou des bâtisses, situation par rapport aux limites de l'emplacement, stade des travaux de construction;
- e) référence quant à l'observance des règlements municipaux relatifs au type et à la situation des constructions;
- f) référence quant à l'observance de certains règlements provinciaux d'hygiène relatifs aux constructions pour fins d'habitation;
- g) référence quant à l'observance des articles 533 à 538 du Code civil relatifs aux ouvertures et vues;
- h) constatations relatives à la mitoyenneté;
- i) observations relatives à l'existence ou à l'absence de ligne homologuée;
- j) mention et description des servitudes apparentes et des empiètements constatés;
- k) opinion sur la position des limites et la nécessité d'un bornage;
- l) référence au plan accompagnant le certificat de localisation. Ce plan, préparé à une échelle convenable et orienté, identifie l'emplacement et ses tenants et aboutissants du point de vue cadastral, situe et identifie les constructions sur l'emplacement, identifie les rues (cadastre et toponymie), indique le numéro civique s'il y a lieu et identifie la municipalité;

Section 9

Certificate of Location

9.1 *Definition*: A certificate of location is a document prepared by a land surveyor, accompanied by a plan signed by him, and giving his opinion as to the situation and condition of an immovable with respect to the titles, the cadastre and to certain laws and by-laws which may affect it.

A certificate of location cannot be issued against a property unless the property limits have been established by the land surveyor, except if the said property is already defined by existing markers.

If no markers exist, the fees for determining the property limits will be added to the fees for the certificate of location as provided for in sections 9.2.1*b* and 9.2.2*b*, whether are set or not.

The certificate of location generally contains the following:

- (a) the date of the survey executed by the land surveyor;
- (b) reference to the cadastre, or in its absence to the primitive plan; by express mandate, reference to the titles;
- (c) summary description of the emplacement according to the observed occupation, mention of its agreement or disagreement with the cadastre and titles if necessary;
- (d) summary description of the building or buildings, position of the building(s) with respect to the property limits, and if need be, mention of the stage of the construction work;
- (e) reference to the compliance with municipal by-laws with regard to structure type and position;
- (f) reference to the compliance with certain provincial health by-laws relating to dwellings in general;
- (g) reference to the compliance with Articles 533 to 538 of the Civil Code governing openings and views;
- (h) observations with respect to mitoyen walls;
- (i) observations with respect to the existence or absence of homologated lines;
- (j) mention and description of apparent servitudes and of observed encroachments;
- (k) opinion upon the position of the property limits and the necessity of a bornage;
- (l) reference to the plan accompanying the certificate of location. This plan, to a convenient scale and properly oriented, identifies the emplacement and its cadastral meets and bounds, situates and identifies the structures on the emplacement, identifies the streets by name and cadastral number, shows the civic numbers if any and identifies the municipality;

m) déposition et conservation dans le greffe de l'arpenteur-géomètre du certificat, du plan, des notes préparées et documents utilisés.

9.2 Honoraires — *certificat de localisation*: Les honoraires minima ci-dessous sont sujets aux stipulations de l'article 6. Doivent s'y ajouter s'il y a lieu, les honoraires supplémentaires prévus à l'article 4.

9.2.1 Cas isolé:

a) sur emplacement qui manifestement d'après l'occupation a déjà fait l'objet d'arpentage(s):

études des titres, recherches au bureau du cadastre, à la municipalité, levés sur le terrain, vérification des limites sans pose de repères, calculs, préparation du plan et rapport, minimum \$150;

obéit cependant au tarif de l'article 9.2.2.a), le certificat de localisation isolé préparé par l'arpenteur-géomètre sur un immeuble dont il connaît exactement les limites, à cause d'arpentages qu'il a lui-même effectués et lors desquels il a rattaché ces limites à des points permanents encore existants situés le long desdites limites;

b) sur tout emplacement qui n'a pas fait l'objet spécifique d'arpentage(s) antécédents(s);

que le piquetage fasse ou non partie du mandat et qu'il soit exécuté ou non: étude des titres, recherches au bureau du cadastre, à la municipalité, levés sur le terrain, fixation des limites de la propriété au cours de la même séance, calculs, préparation du plan et du rapport, minimum \$190.

9.2.2. Pour des maisons en construction dans un projet domiciliaire en voie intensive de réalisation:

a) sur emplacement préalablement piqueté:

1) étude des titres, recherches au bureau du cadastre, à la municipalité, minimum \$35;

2) certificat de localisation:

a) maisons isolées, minimum \$90 par certificat et par maison;

b) maisons contiguës (jumelées, en rangées, etc.) minimum \$80 par certificat et par maison;

b) sur tout emplacement non piqueté; que le piquetage fasse ou non partie du mandat et qu'il soit exécuté ou non, les honoraires de l'article 9.2.2.a) s'appliquent plus un minimum de \$55 par emplacement pour la fixation des limites.

Article 10

La mise à jour du certificat de localisation

10.1 *Définition*: Document préparé par un arpenteur-géomètre pour mettre à jour un certificat de localisation que le même arpenteur-géomètre a préparé antérieurement.

(m) deposit and conservation of the certificate, plan, notes and documents used in the land surveyor's records.

9.2 Fees — *Certificate of Location*: The following minimum fees are subject to the requirements of section 6. When applicable, the supplementary fees specified in section 4 must be added:

9.2.1 Isolated case:

(a) on an emplacement which has obviously been surveyed previously, according to its occupation:

Study of titles, search at the cadastral office and the municipality, survey of property, checking property limits without setting markers, calculations, preparation of plan and report, minimum \$150;

follows however the tariff of section 9.2.2.a), the isolated certificate of location prepared by the land surveyor on a property of which he knows exactly the limits, because of previous surveys done by himself, and during which he has positioned their limits by offsets to permanent points still existing alongside the said limits;

(b) on any emplacement which previously never has been the object of a specific survey;

Whether the staking does or does not form part of the land surveyor's mandate and whether stakes are set or not: study of titles, search at the cadastral office and the municipality, survey of the property, determination of the property limits during the same attendance, calculations and preparation of plan and report, minimum \$190.

9.2.2 For houses under construction in a residential project under intensive development

(a) On an emplacement previously staked:

1. Study of Titles, search at the Cadastral office and the municipality, minimum \$35;

2. *Certificate of location*:

(a) isolated houses, minimum \$90 per certificate and per house;

(b) contiguous houses (semi-detached or row-housing etc.), minimum \$80 per certificate and per house;

b) On any emplacement not staked:

Whether the staking does or does not form part of the land surveyor's mandate and whether stakes are set or not, the fees of section 9.2.2.a) apply plus a minimum of \$55 per emplacement for determining limits.

Section 10

Renewal of a certificate of location

10.1 *Definition*: This is a document prepared by a land surveyor to bring up-to-date a certificate of location which was previously prepared by the same land surveyor.

La mise à jour d'un certificat de localisation nécessite une visite des lieux et les recherches additionnelles nécessaires.

10.2 *Honoraires* — mise à jour du certificat de localisation.

a) sans modification à la teneur du certificat de localisation existant, minimum \$75 par emplacement plus les honoraires supplémentaires de l'article 4 s'il y a lieu;

b) dans le cas contraire, l'article 9 s'applique.

Article 11

Le lotissement et la division cadastrale

11.1 *L'étude préalable et le lotissement*

11.1.1 *Étude préalable*: L'étude préalable peut comprendre entre autre, le levé planimétrique et altimétrique du territoire à lotir, la définition de ses limites et leur bornage si nécessaire, l'étude des titres et les recherches nécessaires aux levés.

11.1.2 *Référence à l'azimut astronomique*: La référence à l'azimut astronomique peut être requise pour fins de division(s) cadastrale(s) à venir. Cette référence à l'azimut astronomique peut s'établir:

a) à l'aide d'une ligne sise aux environs du lotissement et dont l'azimut astronomique peut être déjà connu;

b) à l'aide d'une observation astronomique effectuée spécialement pour les fins du travail en voie d'exécution.

11.1.3 *Le lotissement*: Le lotissement est l'ensemble des opérations par lesquelles le territoire à lotir est divisé en parcelles obéissant à des paramètres préalablement fixés. Il peut comprendre entre autres, l'étude et la réglementation à laquelle doit obéir le lotissement et les démarches connexes, les avant-projets et les calculs nécessaires à la préparation des plans cotés non déposés, à part le calcul du plan utilisé pour fins de déposition cadastrale.

établis d'après le barème général. Cependant, si à cause

11.1.4 *Honoraires — étude préalable, référence à l'azimut astronomique et lotissement*: Ces honoraires sont établis d'après le barème général. Cependant, si à cause des conditions climatiques, une observation astronomique est effectuée lors d'une vacation spéciale, différente des vacations du levé, l'arpenteur-géomètre perçoit un minimum de \$50 plus \$0.50 par mille parcouru, y inclus le salaire du ou des opérateurs.

11.2 *La division cadastrale*

11.2.1 *Définition*: La division cadastrale est l'ensemble des opérations qui généralement, aboutissent au dépôt officiel du plan de lotissement pour identification cadastrale au ministère des Terres et Forêts et au bureau de la division d'enregistrement concernée.

The renewal of a certificate of location necessitates a site visit and all necessary additional searches.

10.2 *Fees* — Renewal of a certificate of location

(a) without modification to the terms of the existing certificate of location, minimum \$75 per emplacement plus the supplementary fees of section 4 if applicable:

(b) if there are modifications, section 9 applies.

Section 11

Parcelling into emplacements

11.1 *Preliminary study and parcelling into emplacements*

11.1.1 *Preliminary study*: The preliminary study can include, among other things, the planimetric and topographic survey of the territory to be parcelled, the establishment of the property lines and their bornage if necessary, study of the titles and all other searches necessary to the survey.

11.1.2 *Reference to astronomic azimuth*: Reference to astronomic azimuth may be required for future cadastral division(s). It may be established:

(a) by tying-in to an existing line situated in the vicinity, the astronomic azimuth of which is known;

(b) by an astronomic observation performed specially for the work under way.

11.1.3 *Parcelling into emplacements*: The parcelling into emplacements is the group of operations required to divide a given territory into parcels complying with previously established standards. It may include, among other things, the study of any regulations governing said parcelling out and any ancillary negotiations, the preparation of preliminary layouts and the calculations necessary for the preparation of undeposited dimensioned plans, excluding the calculations of the final plan used for cadastral deposit.

11.1.4 *Fees — Preliminary study, reference to astronomic azimuth and parcelling into emplacements*: These fees are established in accordance with the general rates. If, because of climatic conditions, a separate trip is made to the site for the special purpose of making an astronomic observation only, the land surveyor charges a minimum of \$50, plus \$0.50 per-mile travelled, which includes the operators' salaries.

11.2 *Cadastral division*

11.2.1 *Definition*: Cadastral division is the group of operations which generally terminate in the official deposit of the parcelling-up plan for cadastral identification with the Department of Lands and Forests and with the Office of the Registry Division concerned.

Est une division cadastrale:

a) l'ajouté par lequel on identifie au cadastre officiel originaire, en lui donnant un numéro officiel, une étendue de terrain qui n'y était pas préalablement numérotée ou qui y était numérotée différemment;

b) la subdivision par laquelle on morcelle soit totalement, soit partiellement un ou plusieurs lots déjà officiellement déposés;

c) la redivision par laquelle après avoir été annulés, soit totalement, soit partiellement, un ou plusieurs lots de subdivisions déjà officiellement déposés sont remplacés par d'autres.

Note: Ces opérations comprennent le calcul du plan final, la préparation des plans et livres de renvoi nécessaires pour le dépôt officiel, l'obtention des approbations et de tout document nécessaire au dépôt et la transmission pour dépôt officiel.

11.2.2 *Honoraires — division cadastrale:* Calcul des données finales, préparation des plans et livre de renvoi, acceptation définitive par les autorités compétentes et (ou) transmission pour dépôt officiel; et, lorsque requis par le ministère des Terres et Forêts, calcul et inscription des azimuts astronomiques;

a) *Tarif de base:* Au tarif du présent paragraphe s'ajoutent obligatoirement des suppléments calculés suivant les stipulations de l'article 11.2.2b ci-dessous:

1. subdivision ou ajouté: premier numéro cadastral distinct:

—sans inscription des azimuts astronomiques, minimum \$100;

—avec inscription des azimuts astronomiques, minimum \$125;

2. redivision: premier numéro cadastral distinct:

—sans inscription des azimuts astronomiques, minimum \$125;

—avec inscription des azimuts astronomiques, minimum \$150;

3. ajouté, subdivision ou redivision de chaque numéro cadastral additionnel figurant sur le même plan, minimum \$30 par numéro additionnel.

b) *Tarif supplémentaire (UBS):*

1. tarif pour chaque unité-base de superficie (UBS), minimum \$2 par UBS. La détermination du nombre d'UBS est effectuée séparément pour chaque numéro cadastral déposé;

Cadastral division is:

(a) the addition: by which a certain extent of land is given a distinctive official original number on the official original cadastral plan. This extent of land may not have been previously numbered, or may have been numbered differently.

(b) the subdivision: by which one or more lots, already deposited, are partially or totally parcelled up.

(c) the redivision: by which one or many subdivided lots previously deposited, are cancelled either partially or completely and replaced by others.

Note: These operations comprise the calculation of the final plan, the preparation of the plans and books of reference, securing all approvals and documents necessary for the final transmission and official deposit.

11.2.2 *Fees — Cadastral Division:* Calculation of final plan preparation of the plans and books of reference, final approval by competent authorities and (or) transmission for official deposit; and when required by the Department of Lands and Forests, calculation and inscription of astronomical azimuths.

(a) *Basic tariff:* To the tariff of the present paragraph, it is compulsory to add supplementary fees established in accordance with the stipulations of section 11.2.2.b hereafter:

1. subdivision or addition: first distinctive cadastral number:

—without the inscription of astronomical azimuths, minimum \$100;

—with the inscription of astronomical azimuths, minimum \$125;

2. redivision: first distinctive cadastral number:

—without the inscription of astronomical azimuths, minimum \$125;

—with the inscription of astronomical azimuths, minimum \$150;

3. addition, subdivision or redivision of each subsequent cadastral number shown on the same plan, minimum \$30 per additional number.

(b) *Supplementary tariff (ABU):*

1. Tariff for each area-base unit (ABU), minimum \$2 per ABU. The number of ABU's is determined separately for each cadastral number deposited.

2. détermination du nombre d'unités-base de superficie (UBS): la contenance de l'UBS est fonction de la valeur marchande du terrain. Pour obtenir le nombre d'UBS contenues dans la superficie d'un numéro cadastral, on divise la superficie en pieds carrés de ce numéro par la contenance de l'UBS démontrée par le tableau ci-dessous en regard de la valeur marchande du terrain au pied carré.

Valeur marchande du terrain au pied carré	Contenance de l'UBS
1/8 c et moins	2,000,000 pi ²
1/7 c à 1/4 c	700,000 pi ²
3/8 c à 1/2 c	300,000 pi ²
5/8 c à 1 c	120,000 pi ²
1 1/4 c à 2 c	50,000 pi ²
2 1/4 c à 5 c	20,000 pi ²
5 1/4 c à 10 c	10,000 pi ²
10 1/4 c à 20 c	8,000 pi ²
0.21 à 0.40	6,000 pi ²
0.41 à 0.50	4,000 pi ²
0.51 à 0.60	3,000 pi ²
0.61 à 1.00	2,000 pi ²
1.01 à 2.00	1,500 pi ²
2.01 à 3.00	1,200 pi ²
3.01 à 5.00	1,000 pi ²
5.01 à 6.00	800 pi ²
6.01 à 8.00	600 pi ²
8.01 à 10.000	500 pi ²
10.01 à 15.00	400 pi ²
15.01 à 25.00	350 pi ²
25.01 et plus	300 pi ²

2. Determination of the number of Area-base units (ABU):

The contents of the ABU is a function of the market value of the land. To obtain the number of ABU's contained in the area of a cadastral number, the squarefootage of that cadastral number is divided by the contents of the ABU shown in the table below, corresponding to the market value of the land per square foot.

Market value of the land per square foot	Contents of ABU
1/8 c & less	2,000,000 sq. ft.
1/7 c to 1/4 c	700,000 sq. ft.
3/8 c to 1/2 c	300,000 sq. ft.
5/8 c to 1 c	120,000 sq. ft.
1 1/4 c to 2 c	50,000 sq. ft.
2 1/4 c to 5 c	20,000 sq. ft.
5 1/4 c to 10 c	10,000 sq. ft.
10 1/4 c to 20 c	8,000 sq. ft.
0.21 to 0.40	6,000 sq. ft.
0.41 to 0.50	4,000 sq. ft.
0.51 to 0.60	3,000 sq. ft.
0.61 to 1.00	2,000 sq. ft.
1.01 to 2.00	1,500 sq. ft.
2.01 to 3.00	1,200 sq. ft.
3.01 to 5.00	1,000 sq. ft.
5.01 to 6.00	800 sq. ft.
6.01 to 8.00	600 sq. ft.
8.01 to 10.00	500 sq. ft.
10.01 to 15.00	400 sq. ft.
15.01 to 25.00	350 sq. ft.
25.01 more	300 sq. ft.

11.3 Division cadastrale pour fins de condominium

11.3.1 *Définition*: La division cadastrale pour fins de condominium est celle exécutée en vue de l'enregistrement d'une déclaration de copropriété en vertu du chapitre 76, S.R.Q. 1969.

11.3.2 *Honoraires — division cadastrale pour fins de condominium*: À cause de la complexité du travail, ces travaux professionnels ne peuvent en aucun cas être entrepris à forfait, et obéissent uniquement au barème général.

Article 12

Homologation et expropriation

12.1 Définitions:

12.1.1 *Homologation*: L'homologation est l'approbation que l'autorité judiciaire donne à certains plans préparés en vertu de la Loi des cités et villes en vue de restreindre toute construction ou amélioration sur des parcelles de terrain dont on projette l'expropriation.

11.3 Cadastral divisions for condominium purposes

11.3.1 *Definition*: The cadastral division for condominium purposes is prepared to register a declaration of co-ownership in virtue of Chapter 76, Revised Statutes of Québec 1969.

11.3.2 *Fees — Cadastral division for Condominium purposes*: Because of the complexity of the work involved, these professional services cannot, in any case, be under taken at a fixed fee and are governed solely by the general rates.

Section 12

Homologation and Expropriation

12.1 Definitions:

12.1.1 *Homologation*: Homologation is the approval by judicial authority of certain plans prepared by virtue of the cities and towns Act in view of restricting all constructions or renovations on parcels of land which are to be expropriated.

12.1.2 *Expropriation*: C'est la prise de possession, sous l'autorité de la loi, d'un immeuble requis pour fins d'utilité publique.

12.2 *Rôle de l'arpenteur-géomètre*:

12.2.1 *Homologation*: L'arpenteur-géomètre exécute tous les travaux nécessaires à la préparation des plans d'homologation, et prépare les descriptions techniques qui s'y rattachent.

12.2.2 *Expropriation*: L'arpenteur-géomètre exécute tous les travaux nécessaires à la préparation des plans généraux d'expropriation, prépare les plans parcellaires qui en sont extraits et les descriptions techniques qui les accompagnent.

12.3 *Honoraires — Homologation et expropriation*

12.3.1 *Plan général*: Les honoraires pour les travaux nécessaires à la préparation des plans d'expropriation et d'homologation incluant études des titres, recherches au bureau du cadastre, autres recherches, levés sur le terrain, calculs, dessin, pose de repères et autres travaux sont établis suivant le barème général du présent tarif.

12.3.2 *Plan parcellaire et description technique (sans travail sur le terrain)*: Si des parcelles montrées sur un même plan appartiennent à des propriétaires différents, ce plan est considéré comme autant de plans parcellaires qu'il y a de propriétaires différents.

1. Minimum \$50 par plan parcellaire y incluant la description technique d'une première parcelle de terrain;
2. Minimum \$15 pour la description technique de chaque autre parcelle apparaissant sur un même plan parcellaire.

12.1.2 *Expropriation*: It is the forced sale under the authority of law of an immoveable property required for public use.

12.2 *Role of the land surveyor*:

12.2.1 *Homologation*: The land surveyor undertakes all works necessary for the preparation of the homologation plans and prepares their corresponding technical descriptions.

12.2.2 *Expropriation*: The land surveyor undertakes all works necessary for the preparation of general expropriation plans, prepares the individual parcel plans drawn out of the general plan and the corresponding technical descriptions.

12.3 *Fees — Homologation and Expropriation*

12.3.1 *General plan*: The fees for any work necessary including study of titles. Searches at the Registry Office. Fiels-surveys, calculations, drafting, setting of markers, and so on are established according to the general rates of the present tariff.

12.3.2 *Parcel plans and technical descriptions (without field work)*: If parcels shown on a same plan belong to different proprietors, this plan is therefore considered to be as many parcel plans as there are proprietors.

1. Minimum \$50 per parcel plan including the technical description of the first parcel of land.
2. Minimum \$15 for the technical description of each additional parcel shown on the same parcel plan.

Article 13

La compilation cadastrale

13.1 *Définition*: Plan ou ensemble de plans représentant un territoire donné et montrant toutes les informations indiquées au plan et livre de renvoi du cadastre officiel de ce territoire, incluant les subdivisions, redivisions, et leurs modifications.

Toute compilation cadastrale se présente en un album contenant les divers feuillets de la compilation préparée à une échelle convenable accompagnés d'un plan clé facilitant la référence aux feuillets.

L'arpenteur-géomètre conserve l'original de la compilation cadastrale et ne peut en vendre ou livrer copie sur matériel transparent.

Section 13

The cadastral compilation

13.1 *Definition*: Plan or series of plan representing a given territory, showing all the information shown on the official cadastral plan and in the book of reference for this territory, including subdivisions, redivisions and their modifications.

A cadastral compilation is assembled in a volume containing the various plans together with a key or index plan facilitating the reference to the pages. The cadastral compilation is preferably prepared to a scale of forty feet to one inch.

The land surveyor keeps the original of the cadastral compilation and cannot sell or deliver copies thereof on transparent material.

13.2 Honoraires — Compilation cadastrale

A. Préparation du plan de compilation cadastrale:

1. pour la préparation d'une compilation cadastrale (numéros entiers seulement), que le document comprenne un seul ou plusieurs feuillets, les honoraires minima de rigueur sont obligatoirement basés sur le nombre de lots cadastraux (lots originaux ou lots de subdivisions) comme suit:

- \$3 du numéro cadastral pour les 5,000 premiers numéros;
- plus \$2 du numéro cadastral pour l'excédant de 5,000 jusqu'à 10,000 numéros;
- plus \$1 du numéro cadastral pour l'excédant de 10,000 numéros;

2. tout mesurage ou utilisation de procédés quelconques pour l'établissement d'un plan de base sont exclus et doivent être facturés en supplément suivant le barème général;

3. la compilation de parties de lots est préparée selon le barème général.

B. Mise à jour d'un plan ou des plans de compilation:

Nouveaux numéros cadastraux, minimum \$3 par numéro; numéros cadastraux corrigés ou annulés partiellement ou totalement, minimum \$3 par numéro.

Article 14

La revision ou la mise à jour d'un cadastre

14.1 *Définition*: C'est l'ensemble des opérations d'arpentage tendant à palier à l'absence d'une procédure systématique pour tenir continuellement le cadastre à jour, et lui permettre de remplir convenablement son rôle d'outil de base dans l'enregistrement des mutations de propriété et des droits réels, particulièrement dans les régions urbaines.

14.2 Honoraires — revision ou mise à jour d'un cadastre:

a) *travaux sur le terrain*: par lot d'une superficie maximum d'environ une acre: recherches, levé et établissement des limites sur plan sans pose de repères: \$35;

pour les lots dépassant notablement la superficie minimum d'une acre, les honoraires s'établissent selon le barème général;

b) description et divisions cadastrales, selon le tarif spécifique.

13.2 Fees — Cadastral compilation

A. Preparation of the cadastral compilation plan:

1. For the preparation of a cadastral compilation (whole numbers only), whether the document comprises only one plan or a series of plans, the minimum compulsory fees demanded are based on the number of cadastral lots (original lots and subdivision lots) as follows:

- \$3 per cadastral number for the first 5,000 numbers;
- Plus \$2 per cadastral number for those in excess of 5,000 numbers up to 10,000 numbers;
- Plus \$1 per cadastral number for those in excess of 10,000 numbers.

2. Any measurement or any other method whatever used to secure the field exactness of a base or control plan is excluded and must be invoiced separately according to the general rates.

3. The compilation of parts of lots is prepared according to the general rates.

B. Updating of compilation plan or plans:

New cadastral numbers, minimum \$3 per number; corrected cadastral numbers, partially cancelled or totally cancelled numbers, minimum \$3 per number.

Section 14

The revision or updating of a cadastre

14.1 *Definition*: It consists in the various surveying operations intended to compensate for the absence of a systematic updating of a cadastre; thus facilitating its role as a basic instrument for the registration of property mutations and real rights therein, particularly in urban regions.

14.2 Fees — Revision or updating of a cadastre:

(a) *Field operations*: per lot of a maximum area of about one acre: search at the Cadastre office, survey and establishment of limits on a plan, without any staking: \$35;

for lots exceeding well over the minimum of one acre, the fees are according to the general rates;

(b) descriptions and cadastral division, according to the specific rates.

Article 15**Certificat de correspondance cadastrale —
certificat d'identification civique****15.1 Définitions:**

15.1.1 Le certificat de correspondance cadastrale est un écrit préparé par l'arpenteur-géomètre pour établir la correspondance entre un plan cadastral en vigueur et un ou des plans cadastraux annulés couvrant la même étendue de terrain.

15.1.2 Le certificat d'identification civique est un écrit préparé par l'arpenteur-géomètre pour compléter un certificat de localisation émis avant l'allocation d'un numéro civique exact à la maison sur laquelle porte le certificat de localisation, ou lorsque ce numéro civique, ou le nom de la voie publique a été modifié par la suite.

15.2 Honoraires — Certificat de correspondance cadastrale:

Minimum \$15 par comparaison entre plans deux à deux; le temps consacré aux vacations pour recherches est en supplément et tarifé selon le barème général, de même que tout plan préparé pour les fins de ce certificat.

15.3 Honoraires — Certificat d'identification civique:

Minimum \$25 pour le premier certificat d'identification civique, plus \$5 par certificat d'identification civique additionnel, lorsque la vérification est faite lors d'une même vacation, et que les maisons sont contiguës.

Article 16**La description technique**

16.1 *Définition:* C'est l'expression littérale, sous la signature d'un arpenteur-géomètre, du levé d'une parcelle de terrain, permettant de la situer et d'en reconstituer les tenants et aboutissants et les dimensions. Elle est accompagnée d'un plan signé qui permet d'en suivre le déroulement.

16.2 *Honoraires — Description technique:* Pour la préparation de toute description technique, minimum \$30 pour la première parcelle décrite, \$15 par parcelle additionnelle décrite dans le même document. Le plan accompagnant la description technique est en supplément et tarifé selon le barème général.

Section 15**Certificat of cadastral origin —
Certificate of civic identification****15.1 Definitions:**

15.1.1 The certificate of cadastral origin is prepared by the land surveyor to establish the correspondence between a cadastral plan in force and one or more cancelled cadastral plans covering the same extent of land.

15.1.2 The certificate of civic identification is prepared by the land surveyor to complete a certificate of location issued before the allocation of a civic number or when the civic number of the name of the street have been changed subsequently.

15.2 Fees — Certificate of cadastral origin: Minimum

\$15 for each comparison between plans two by two; the time spent for research is supplementary and tarified according to the general rates, as well as any plan prepared for this certificate.

15.3 *Fees — Certificate of civic identification: Minimum* \$25 for the first certificate of civic identification, plus \$5 for each additional certificate of civic identification, when the verification is done at the same time and when the houses are contiguous.

Article 16**The technical description**

16.1 *Definition:* It is the literal expression, signed by a land surveyor, of the survey of a parcel of land situating the said parcel, and allowing the reconstitution of its metes and bounds and of its dimensions. It is accompanied by a plan, duly signed, on which the successive details of the Description can be followed.

16.2 *Fees — Technical:* For the preparation of any technical description, minimum of \$30 for the first parcel described, and \$15 per additional parcel described in the same document. The plan accompanying the technical description is invoiced separately according to the general rates.

CHAPITRE III

BORNAGE ET COMPARUTION

Article 17 — Le bornage

17.1 Notice explicative:

a) Le Code de procédure civile stipule, à l'article 762, que tout propriétaire qui veut, conformément à l'article 504 du Code civil, obliger son voisin au bornage, à la reconnaissance des anciennes bornes ou à la rectification de la ligne de division de leurs deux héritages contigus, doit, préalablement le mettre en demeure d'y consentir et de convenir d'un arpenteur-géomètre pour procéder aux opérations requises. Ce même article détermine le contenu de la mise en demeure et le délai de réponse.

b) Si la demande de bornage ou de reconstitution de bornage est acceptée de même que l'arpenteur-géomètre suggéré, ce dernier procède, conformément aux dispositions de l'article 763 du Code de procédure civile. Sous son serment d'office et à la manière d'un expert, il visite les lieux, étudie les titres, entend les parties et leurs témoins, fait toutes les opérations d'arpentage nécessaires, dresse un plan des lieux sur lequel il indique les prétentions des parties, dresse à leur intention, un rapport de ses opérations dans lequel il définit la ligne de division qui lui paraît juste.

La première partie du travail de l'arpenteur-géomètre est alors terminée.

c) Si les parties acceptent les conclusions du rapport de l'arpenteur-géomètre, celui-ci procède alors à l'abornement. Il dresse un procès-verbal de cette dernière opération, le fait signer par les parties, en sa présence, le signe et le fait enregistrer au Bureau de la division d'enregistrement qu'il convient. Ce procès-verbal d'abornement peut être complété avantageusement du rapport préliminaire soumis aux parties.

d) Si l'une des parties refuse les conclusions du rapport de l'arpenteur-géomètre, alors le bornage se continue conformément aux articles 765 à 767 du Code de procédure civile.

17.2 Aspects divers du bornage:

a) Le bornage peut se faire amiablement, sans mise en demeure préalable, sans avis de convocation aux parties, spontanément. Alors, l'arpenteur-géomètre procède à l'abornement, dresse un procès-verbal de ses opérations, le fait signer par les parties, le signe lui-même et le fait enregistrer. Une telle procédure demande un geste de prudence de l'arpenteur-géomètre consistant à l'inclusion dans le procès-verbal de la renonciation des parties à la mise en demeure et à l'avis prévus dans la loi.

CHAPTER III

DETERMINATION OF BOUNDARIES AND COURT APPEARANCE

Section 17 — Determination of Boundaries

17.1 Explanatory note

(a) The Code of Civil Procedure stipulates, in article 762, that every owner who wishes, in accordance with article 504 of the Civil Code, to compel his neighbour to have the boundaries determined, to verify ancient boundaries or to rectify the division line between their contiguous immovables, must first put him in default to consent to do so and to agree upon a land surveyor to carry out the necessary operations. The said article determines the content of the notice of putting in default, and the time allowed for the reply.

(b) If there is an agreement on the demand to have the boundaries determined or reconstituted and on the choice of a land surveyor, the latter proceeds in accordance with article 763 of the Code of Civil Procedure. Under his oath of office and in the same manner as an expert, he visits the site, studies the titles, hears the parties and their witnesses, carries on all necessary survey operations, prepares a plan of the site on which he indicates the claims of the parties, submits to the latter a report of his operations showing the division line which appears to him to be fair.

The first part of the land surveyor's work is then completed.

(c) If the parties accept the conclusions of the land surveyor's report, the latter then proceeds to mark out the boundaries. He draws up the minutes of such operation, which have to be signed by the parties in his presence, then signed by himself and has it registered at the proper Division Registry Office. The preliminary report submitted to the parties may be included with the minutes of such marking out of boundaries.

(d) If one of the parties does not accept the conclusions of the land surveyor's report, the determination of boundaries is carried out in accordance with articles 765 to 767 of the Code of Civil Procedure.

17.2 Various aspects of the determination of boundaries:

(a) A determination of boundaries may be spontaneously made by mutual consent, without a previous notice of putting in default, without a convocation notice. In such case, the land surveyor proceeds to mark out the boundaries, draws up the minutes of his operations, which have to be signed by the parties, by himself and registered. Such a procedure requires that the land surveyor be sure to include in the minutes a renunciation of the parties to the notice of putting in default and to the notice prescribed in the Act.

b) Le bornage peut aussi se faire hors de cour, sans être spontané. C'est qu'alors, le demandeur décide de se prévaloir du droit de mise en demeure et de ses conséquences.

c) Un bornage peut être porté devant le tribunal tout à fait au début si la partie à qui il est demandé refuse le bornage; il peut l'être durant son cours, si l'une quelconque des parties refuse les conclusions du rapport de l'arpenteur-géomètre désigné.

17.3 *Honoraires — Bornage*: Les frais du bornage sont divisés conformément à l'article 768 du Code de procédure civile.

Les honoraires de l'arpenteur-géomètre sont établis suivant le barème général et l'arpenteur-géomètre peut exiger comme garantie, avant d'entreprendre les travaux, le paiement d'une partie de leur coût estimatif.

Cependant, lorsque le bornage se termine par l'accord des parties consacré dans un procès-verbal de bornage, l'arpenteur-géomètre a droit à un minimum de \$125 pour la préparation de ce procès-verbal et du plan qui y est annexé, pour la signature de ces documents par les parties et leur enregistrement, en sus de tous autres honoraires auxquels il peut avoir droit pour tout autre service professionnel rendu lors du bornage.

Article 18

Honoraire — Comparation et vacation comme témoin ou comme arbitre de l'arpenteur-géomètre

Pour toute comparation ou vacation comme témoin devant les tribunaux ou ailleurs, en sa qualité d'arpenteur-géomètre, que ce soit ou non à titre d'expert, ou comme arbitre, l'arpenteur-géomètre a droit à \$75 par séance, en plus des déboursés encourus.

Ces honoraires et déboursés, une fois déduite la partie taxée comme frais judiciaires par les tribunaux, sont recouvrables de la partie qui a requis la comparation, ou la vacation comme témoin ou comme arbitre.

Sont recouvrables de cette même partie toute vacation ou tout travail professionnel additionnel occasionnés par une comparation. En ce cas, l'arpenteur-géomètre a droit aux honoraires prévus au barème général du présent tarif.

Article 19

Travaux d'arpentage relatifs à l'évaluation foncière

19.1 *Nature de ces travaux professionnels*: Ces travaux professionnels peuvent comprendre entre autres:

—des plans de compilations cadastrales ou de titres;

(b) The determination of boundaries may also be made out of Court, without being spontaneous. In such a case, the plaintiff decides to exercise the right of putting in default and accept the results thereof.

(c) A determination of boundaries may be brought before the court immediately at the beginning, if the party to whom it is demanded refuses to accept the determination of boundaries; it may also be brought before the court during its progress, if one of the parties refuses the conclusions of the land surveyor's report.

17.3 *Fees — Determination of boundaries*: The costs of determining boundaries are apportioned in accordance with article 768 of the Code of Civil Procedure.

The fees of the land surveyor are established according to the general rates, and, before undertaking the work, the land surveyor may require that a partial payment of the estimated costs be made as a guarantee.

However, when the determination of boundaries is agreed to by the parties, entered in the minutes of the determination of boundaries, the land surveyor is entitled to a minimum fee of \$125 for the drawing up of such minutes and of the plan annexed thereto, and for the signature by the parties of the said documents and their registration, in addition to other fees to which he may be entitled for other professional services rendered during the determination of boundaries.

Section 18

Court appearance and attendance of the land surveyor as a witness or arbitrator

For every appearance or attendance as a witness before the court or elsewhere in his capacity as a land surveyor, whether or not as an expert or as an arbitrator, the land surveyor is entitled to \$75 per hearing or sitting, plus disbursements.

Such fees and disbursements, once the part taxed as judicial costs by the court is deducted, are recoverable from the party who requested the appearance, or the attendance as witness or arbitrator.

Any attendance or additional professional work resulting from a court appearance is also recoverable from the said party. In such case, the land surveyor is entitled to the fees prescribed in the general rates of this tariff.

Section 19

Survey work relating to land evaluation

19.1 *Nature of such professional work*: This professional work may include:

—cadastral or deed compilation plans;

- des rapports de compilations de titres relatifs aux mesures, superficies, tenants et aboutissants, et autres renseignements requis;
- des descriptions techniques, avec plans annexés;
- des plans indiquant la correspondance entre l'occupation, les titres et le cadastre.

19.2 *Honoraires — Travaux d'arpentage relatifs à l'évaluation foncière*: Les honoraires relatifs à ces travaux d'arpentage relatifs à l'évaluation foncière, sont établis suivant le barème général, à moins qu'ils ne soient inclus dans les travaux couverts par le chapitre II du présent tarif (Travaux spécifiques).

Article 20

Copies de plans et documents certification

20.1 *Principes généraux*: De nombreuses modifications et révisions sont apportées aux documents d'arpentage, si bien qu'avec la facilité des moyens modernes de reproduction, un grand nombre de documents périmés sont en circulation et peuvent être utilisés erronément pour des fins légales ou juridiques.

Afin de protéger le public dans la mesure des moyens à sa disposition, la corporation exige que toute copie certifiée conforme de document ou extrait de document porte la date de son émission, l'empreinte du sceau, soit authentifiée par la signature de l'arpenteur-géomètre sur la copie même, en plus de celle qui peut apparaître par reproduction.

Toute autre copie en circulation constitue une copie émise pour fins d'études, et n'a de valeur aux yeux de la corporation, qu'à titre de document de travail.

Pour le même motif de protection du public, toute copie sur matériel transparent ne peut être certifiée conforme.

20.2 *Copies émises lors de l'exécution d'un mandat de services professionnels*:

20.2.1 Sauf dans le cas des travaux de bornage, lors d'une émission de copies à titre de résultat de l'exécution d'un mandat de services professionnels en cours, la première copie du document et/ou du plan, est certifiée conforme et n'est pas tarifable.

De plus, deux copies sont émises au besoin pour fins d'études, sans frais additionnels pendant l'exécution d'un mandat de services professionnels.

20.2.2 Pour tout rapport ou plan relatif au bornage (expertise, procès-verbal), toute copie émise est une copie tarifable conformément aux articles 20.3 et 20.4, même lors de l'exécution du mandat de services professionnels.

42-0

- deed compilation reports relating to the dimensions, areas, boundaries, and any other required information;
- technical descriptions with plans annexed thereto;
- plans showing the relation between the occupation, the deeds and the cadastre.

19.2 *Fees — Survey work relating to land evaluation*: Fees respecting the survey work relating to land evaluation are established in accordance with the general rates, unless they are included in the work covered by Chapter II of this tariff (Specific work).

Section 20

Copies of plans and documents; certification

20.1 *General principles*: So many modifications and revisions are made to survey documents, that with modern means of reproduction, several outdated documents are in circulation and may be used erroneously for legal or judicial purposes.

In order to protect the public within the means at its disposal, the corporation requires that every certified true copy of a document or extract thereof bear the date of its issue, the seal, be certified by the affixing of the land surveyor's signature on the copy itself, in addition to that which may appear by reproduction.

Every other copy in circulation constitutes a copy issued for purposes of surveys and has no other value to the corporation than as a work document.

Also in order to protect the public, every copy on transparent material may not be a certified true copy.

20.2 *Copies issued during the carrying out of a professional service mandate*:

20.2.1 Except for a determination of boundaries, upon the issuance of copies resulting from the carrying out of a professional services mandate in progress, the first copy of a document or of the plan is certified true, and a tariff may not be established for the said copy.

In addition, two copies are issued when required for survey purposes, without additional cost, during the carrying out of a professional services mandate.

20.2.2 For every report or plan relating to the determination of boundaries (valuation, minutes), each copy issued is subject to a tariff, in accordance with sections 20.3 and 20.4, even when a professional services mandate is being carried out.

20.3 *Fees — Certification*: For the certification of each copy of every document or every extract thereof prepared by himself or another land surveyor whose records he keeps, the land surveyor receives a fee of \$15.

20.4 *Fees — Material preparation of copies:* For the material preparation of copies, the land surveyor receives three times the costs and disbursements incurred for the keeping of the original document, the handling, the preparation and the sending of the copy(ies) with a minimum charge of \$5. Any certification of such copy is additional.

20.5 *Fees — Copies on transparent material:* For the insurance of each copy on transparent material, the minimum fee is \$10 plus twice the commercial cost for printing transparent material, plus ten times the commercial cost for printing a non transparent copy from the same document.

42-o

DÉCISION 1296, 21 février 1973
Rég. 73-101, 1 mars 1973

LOI DES PRODUITS LAITIERS ET
DE LEURS SUCCÉDANÉS
(L.Q., 1969, ch. 45)

Accréditation des syndicats professionnels

Règlement abrogeant le règlement No 8 concernant l'accréditation de syndicat professionnel.

Avis est par les présentes donné que par décision 1296 du 21 février 1973, la Régie des marchés agricoles du Québec a abrogé son Règlement No 8 concernant l'accréditation de syndicat professionnel, tel que publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 19 septembre 1964.

Régie des marchés agricoles du Québec.

Le secrétaire,
Me GILLES LE BLANC.

46-o

DECISION 1296, 21 February 1973
Reg. 73-101, 1 March 1973

DAIRY PRODUCTS AND DAIRY
PRODUCTS SUBSTITUTES ACT
(S.Q. 1969, ch. 45)

Certification of professional syndicates

Regulation to revoke Regulation No 8 respecting the certification of professional syndicates.

Notice is hereby given that decision 1296 dated 21 February 1973, the Québec Agricultural Marketing Board revoked its Regulation No. 8 respecting the certification of professional syndicates, published in the *québec Official Gazette* on 19 September 1964.

Québec Agricultural Marketing Board.

GILLES LE BLANC, *advocate,*
Secretary.

46-o



A.C. 597-73, 28 février 1973
Rég. 73-102, 2 mars 1973

CODE DE LA ROUTE
(S.R.Q. 1964, ch. 231)

Immatriculation

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'immatriculation à prix réduit d'autobus, propriété de Colonial Coach Lines Limited et de Eastern Greyhound Lines Limited.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 82, paragraphe 1, sous-paragraphe a du Code de la route, le lieutenant-gouverneur en conseil peut modifier les honoraires payables en vertu de la présente loi au sujet des licences, des permis et de l'immatriculation, changer la base des taux, établir de nouveaux taux, établir le prix des plaques d'immatriculation et faire des règlements nouveaux à leur sujet;

ATTENDU QU'il y a lieu de faciliter le plus possible le mouvement touristique entre différentes parties des États-Unis, de l'Ontario et du Québec;

ATTENDU QUE Colonial Coach Lines Limited de même que Eastern Greyhound Lines Limited, toutes deux détentrices d'un permis de la Régie des transports, doivent être en mesure de faire face, à certaines périodes de l'année, à un accroissement considérable dans le nombre de passagers, et pour ceci, avoir toujours disponibles des véhicules dûment immatriculés au Québec;

ATTENDU QU'un très grand nombre de véhicules, propriété de ces compagnies, ne circuleront en définitive sur les routes du Québec qu'en de très rares occasions, soit comme remplacement du matériel en réparation ou pour les seules périodes de pointe;

ATTENDU QUE par le passé, ces compagnies de transport ont obtenu l'autorisation d'immatriculer, à prix réduit, un certain nombre de véhicules et que cette décision a permis au Trésor provincial de percevoir des sommes appréciables, tenant compte de la distance en milles limitée parcourue sur les routes du Québec par lesdits véhicules;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des transports:

QU'il soit accordé à la compagnie Colonial Coach Lines Limited et à Eastern Greyhound Lines Limited, les conditions spéciales ci-après indiquées relativement à l'immatriculation de certains véhicules leur appartenant:

Colonial Coach Lines Limited

20 unités à plein prix;

93 unités à 50% du prix régulier;

O.C. 597-73, 28 February 1973
Reg. 73-102, 2 March 1973

HIGHWAY CODE
(R.S.Q. 1964, ch. 231)

Registration

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the registration at a reduced price of autobuses owned by Colonial Coach Lines Limited and Eastern Greyhound Lines Limited.

WHEREAS under subparagraph a of subsection 1 of section 82 of the Highway Code, the Lieutenant-Governor in Council may alter the fees payable under this act in connection with licenses, permits and registrations, change the basis of the rates, establish new rates, establish the price of the registration markers, and make new regulations with respect thereto;

WHEREAS it is expedient to facilitate, as much as possible, tourist travel between various parts of the United States, Ontario and Québec;

WHEREAS Colonial Coach Lines Limited and Eastern Greyhound Lines Limited, both holders of a Transportation Board license, must be able to cope, at certain periods of the year, with a considerable increase in the number of passengers, and for such reason, must have readily available vehicles duly registered in Québec;

WHEREAS a great number of vehicles owned by the said companies will operate permanently on Québec highways only under exceptional circumstances, either to replace other vehicles under repair or during peak periods;

WHEREAS in the past, the said transport companies were authorized to register a certain number of vehicles at a reduced price and such decision enabled the Provincial Treasury to collect considerable amounts, account being taken of the limited distance in miles covered on Québec highways by the said vehicles;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT the companies Colonial Coach Lines Limited and Eastern Greyhound Lines Limited be granted the following special terms and conditions respecting the registration of certain vehicles owned thereby:

Colonial Coach Lines Limited

20 units at full price;

93 units at 50% of the regular price;

Eastern Greyhound Lines Limited

20 unités à plein prix;

92 unités à 50% du prix régulier;

(Ces 92 unités incluent 12 véhicules en provenance de Chicago mais qui sont sous le contrôle exclusif de Colonial Coach Lines Ltd. dès leur entrée au Canada et jusqu'à Montréal.)

QUE lesdits avantages soient accordés à la condition expresse que tous les droits payables à la Régie des transports soient acquittés intégralement sur chaque unité; les présents avantages sont accordés sur une base annuelle découlant de la périodicité des plaques d'immatriculation.

Le greffier du Conseil exécutif,

JULIEN CHOUINARD.

39-o

Eastern Greyhound Lines Limited

20 units at full price;

92 units at 50% of the regular price;

(The said 92 units include 12 vehicles travelling from Chicago but which are under the exclusive management of Colonial Coach Lines Ltd. upon their entry into Canada and as far as Montreal.)

THAT the said benefits be granted on the explicit condition that all fees payable to the Transportation Board for each unit be fully paid: these benefits are granted annually based on the frequency of issuance of registration markers.

JULIEN CHOUINARD,

Clerk of the Executive Council.

39-o

A.C. 631-73, 28 février 1973
Rég. 73-103, 2 mars 1973

LOI DES HEURES D'AFFAIRE DES
ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX
(L.Q. 1969, ch. 60)

Oka

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le territoire de la municipalité d'Oka, comté
Deux-Montagnes.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 5 de la Loi des heures
d'affaires des établissements commerciaux (L.Q. 1969, ch.
60), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour les fins
de cette loi, déclarer certains endroits comme étant des
endroits touristiques, soustrayant ainsi les établissements
qui y sont situés à l'application de ladite loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de déclarer endroit touristique
le territoire de la municipalité d'Oka, comté Deux-
Montagnes, pour la période s'étendant du 1er juin au 15
septembre 1973, pour soustraire les établissements commer-
ciaux qui y sont situés à l'application de la Loi des heures
d'affaires des établissements commerciaux;

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'indus-
trie et du commerce:

QUE soit déclaré endroit touristique le territoire de la
municipalité d'Oka, comté Deux-Montagnes pour la période
s'étendant du 1er juin 1973 au 15 septembre 1973, pour
soustraire les établissements commerciaux qui y sont situés
à l'application de la Loi des heures d'affaires des établis-
sements commerciaux.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

44-o

O.C. 631-73, 28 February 1973
Reg. 73-103, 2 March 1973

COMMERCIAL ESTABLISHMENTS
BUSINESS HOURS ACT
(S.Q. 1969, ch. 60)

Oka

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the territory of the Municipality of Oka,
County of Deux-Montagnes.

WHEREAS under section 5 of the Commercial Establish-
ment Business Hours Act (S.Q. 1969, ch. 60), the
Lieutenant-Governor in Council, for the purposes of the
said Act, may declare certain places to be tourist areas,
there-by exempting the establishments located therein from
the application of the said Act;

WHEREAS it is deemed expedient to declare the territory
of the Municipality of Oka, County of Deux-Montagnes,
to be a tourist area for the period extending from 1 June,
1972 to 15 September, 1973 for the purpose of exempting
the commercial establishments Business Hours Act;

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister
of Industry and Commerce:

THAT the territory of the Municipality of Oka, County
of Deux-Montagnes, be declared a tourist area for the period
extending from 1 June, 1973 to 15 September 1973, for
the purpose of exempting the commercial establishments
located therein from the application of the Commercial
Establishments Business Hours Act.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

44-o



A.C. 632-73, 28 février 1973
Rég. 73-104, 2 mars 1973

LOI DES HEURES D'AFFAIRES
DES ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX
(L.Q. 1969, ch. 60)

Sainte-Adèle en Bas

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le territoire de la municipalité de Sainte-Adèle-en-Bas, comté de Terrebonne

ATTENDU QU'en vertu de l'article 5 de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux (L.Q. 1969, ch. 60), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour les fins de cette loi, déclarer certains endroits touristiques ainsi que les catégories d'établissements auxquels elle s'applique, soustrayant ainsi ces établissements à l'application de ladite loi;

ATTENDU QUE pour les fins de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux il y a lieu de déclarer endroit touristique le territoire de la municipalité de Sainte-Adèle-en-Bas, comté de Terrebonne, pour l'année 1973, pour toutes les catégories d'établissements commerciaux autres que les magasins de draperies, de meubles, de matériaux de construction, les quincailleries et les librairies;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de l'industrie et du commerce:

QUE pour les fins de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux soit déclaré endroit touristique le territoire de la municipalité de Sainte-Adèle-en-Bas, comté de Terrebonne, pour l'année 1973, pour toutes les catégories d'établissements commerciaux autres que les magasins de draperies, de meubles, de matériaux de construction, les quincailleries et les librairies.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

44-o

O.C. 632-73, 28 February 1973
Reg. 73-104, 2 March 1973

COMMERCIAL ESTABLISHMENTS
BUSINESS HOURS ACT
(S.Q. 1969, ch. 60)

Sainte-Adèle-en-Bas

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the territory of the Municipality of Sainte-Adèle-en-Bas, county of Terrebonne.

WHEREAS under section 5 of the Commercial Establishments Business Hours Act (S.Q. 1969, ch. 60), the Lieutenant-Governor in Council, for the purposes of the said Act, may declare certain places to be tourist areas, thereby exempting the establishments located therein from the application of the said Act;

WHEREAS it is deemed expedient to declare the territory of the Municipality of Sainte-Adèle-en-Bas, County of Terrebonne, to be a tourist area for the 1973 year for the purpose of exempting the commercial establishments Business Hours Act;

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Industry and Commerce:

THAT the territory of the Municipality of Sainte-Adèle-en-Bas, County of Terrebonne, be declared a tourist area for the 1973 year for the purpose of exempting the commercial establishments located therein from the application of the Commercial Establishments Business Hours Act.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

44-o



A.C. 667-73, 28 février 1973
Rég. 73-105, 2 mars 1973

LOI DES DÉCRETS
 DE CONVENTION COLLECTIVE
 (S.R.Q. 1964, ch. 143)

Salariés de garage

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux salaires de garages dans l'Île de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux salariés de garages dans l'Île de Montréal, rendue obligatoire par le décret 184 du 8 février 1950 et amendements, ont présenté au ministre du travail et de la main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec* du 5 août 1972;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi:

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le décret 184 soit modifié de la façon suivante:

«4.01 Les taux minimaux de salaires sont les suivants:

A) Section: Réparations:

1. Compagnon:	
1re classe	\$ 3.50
2e classe	3.35
3e classe	3.10
2. Apprenti:	
1er semestre	\$ 1.75
2e semestre	2.10
2e année	2.45
3e année	2.80
3. Préposé à l'alignement et à la suspension et mécanicien en transmission automatique:	
1re année	\$ 3.15
2e année	3.30

O.C. 667-73, 28 February 1973
Reg. 73-105, 2 March 1973

COLLECTIVE AGREEMENT
 DECREES ACT
 (R.S.Q. 1964, ch. 143)

Garage employees

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting Garage Employees in the Island of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, ch. 143 and am.), the contracting parties to the collective labour agreement respecting Garage Employees in the Island of Montreal, rendered obligatory by Decree 184 of February 8, 1950 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said decree:

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of August 5, 1972:

WHEREAS, in conformity with the Act, the objections brought forth have been duly considered:

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT Decree 184 be amended as follows:

“4.01 Minimum wage rates are as follows:

(A) Section: Repairs:

1. Journeyman:	
1st class	\$ 3.50
2nd class	\$ 3.35
3rd class	\$3.10
2. Apprentice:	
1st semester	\$ 1.75
2nd semester	2.10
2nd year	2.45
3rd year	2.80
3. Alignment and suspension man and automatic transmission mechanic:	
1st year	\$ 3.15
2nd year	3.30

4. Mécanicien en freins	2.55	4. Brakes mechanic	2.55
5. Démonteur	1.75	5. Wrecking mechanic	1.75

B) *Section service:*

1. Pompiste	\$ 1.75
2. Homme de service:	
Homme de service temporaire	1.75
Homme de service débutant jusqu'à 12 mois incl. d'expérience	1.75
Homme de service de 12 mois à 24 mois incl. d'ex- périence	2.00
Homme de service ayant 24 mois et plus d'expé- rience	2.15
3. Chasseur et gardien:	
Débutant à 6 mois de service	\$ 1.75
6 mois et plus de service	1.95
4. Laveur	1.65

C) *Pièces et accessoires:*

1. Préposé au comptoir:	
Classe A	\$ 2.90
Classe B	2.50
Classe C	2.00
2. Receveur et expéditeur:	
Classe A	\$ 2.30
Classe B	2.10
3. Chauffeur de camion et livreur:	
1er année de service	\$ 2.00
2e année de service	2.20
4. Commis-aide général	1.90
5. Commis stagiaire	1.80

D) *Section: Atelier de mécanique:*

Ouvriers spécialisés:

1. Préposé à l'assemblage complet du moteur ou à son parachèvement et à l'essai final	\$ 2.95
2. Préposé à la vérification, au classement et à l'assemblage des pièces du moteur, de la trans- mission ou des deux	\$ 2.55
3. Aléseur — perceur	\$ 2.55
4. Rectificateur de piston d'axes et de bielles	\$ 2.55
5. Rectificateur du collecteur, du volant moteur, etc	\$ 2.15
6. Aléseur de tambour de frein, poseur de garnitures de mâchoire de frein et d'embrayage	\$ 2.15
7. Préposé à divers travaux, au démontage, au net- toyage, au lavage de pièces et de moteurs	\$ 2.00
8. Durant la période de formation (12 mois) .	\$ 1.90.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

(B) *Service Section:*

1. Pump attendant	\$ 1.75
2. Serviceman:	
Temporary serviceman	1.75
Beginner serviceman up to and including the 12th month of experience	1.75
Serviceman from 12 months up to and including 24 months' experience	2.00
Serviceman having 24 or more months expe- rience	2.15
3. Car jockey and watchman:	
Beginner up to 6 months of experience	\$ 1.75
Six (6) months and more of service	1.95
4. Washer	1.65

(C) *Parts and accessories:*

1. Counterman:	
Class A	\$ 2.90
Class B	2.50
Class C	2.00
2. Shipper and receiver:	
Class A	\$ 2.30
Class B	2.10
3. Truck driver and delivery man:	
1st year	\$ 2.00
2nd year	2.20
4. General helper	1.90
5. Trainee	1.80

(D) *Machine shop section:*

Special operators:

1. Employees whose work is concerned with the complete assembling or with the completing of motor assembling and with the final testing of the motor	2.95
2. Employees whose work is concerned with the verifying, classifying and assembling of parts on the motor, of transmission or both	\$ 2.55
3. Reboring and honing machine operator	\$ 2.55
4. Piston finishing, pin fitting and rod bearing machine operator	\$ 2.55
5. Manifold, flywheel, etc., grinding machine operator	\$ 2.15
6. Brake drum grinder operator, brakes shoes and clutch rebuilders	\$ 2.15.
7. Employees whose work is concerned with various duties, dismantling, cleaning, washing of parts of the motor	\$ 2.00
8. During training period (12 months)	1.90''

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

A.C. 683-73, 28 février 1973
 Rég. 73-106, 2 mars 1973

LOI DES AGENCES D'INVESTIGATION
 OU DE SÉCURITÉ
 (S.R.Q. 1964, ch. 42)

Agences d'investigation ou de sécurité

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement numéro 2 relatif à la Loi des agences d'investigation ou de sécurité.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de la justice:

QUE sous l'autorité de l'article 11 de la Loi des agences d'investigation ou de sécurité, (S.R.Q., 1964, ch. 42), le règlement numéro 2 relatif à la Loi des agences d'investigation ou de sécurité dont copie est annexée, soit adopté et entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*;

QUE soient abrogés, à compter de l'entrée en vigueur dudit règlement numéro 2 relatif à la Loi des agences d'investigation ou de sécurité:

1. Le règlement numéro 1 adopté en vertu de l'arrêté en conseil 409, du 19 mars 1963;
2. Les modifications au règlement numéro 1 adoptées en vertu de l'arrêté en conseil 552 du 3 avril 1963.

Le greffier du Conseil exécutif,
 JULIEN CHOUINARD.

Règlement numéro 2 concernant la Loi des agences d'investigation ou de sécurité

Section I DÉFINITIONS

- I.** Dans le présent règlement:
- (a) «agence d'investigation» désigne toute personne qui, moyennant rémunération, agit comme détective privé, fait la recherche d'infractions, recueille ou fournit des renseignements sur le caractère ou la conduite d'autrui;
 - (b) «agence de sécurité» désigne toute personne qui, moyennant rémunération, fournit des services d'agents de sécurité;
 - (c) «agent d'investigation» désigne toute personne qui, pour le compte ou par l'entremise d'une agence d'investigation, agit comme détective privé, fait la recherche d'infractions, recueille ou fournit des renseignements sur le caractère ou la conduite d'autrui;

O.C. 683-73, 28 February 1973
 Reg. 73-106, 2 March 1973

DETECTIVE OR SECURITY AGENCIES ACT
 (R.S.Q. 1964, ch. 42)

Detective or security agencies

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING Regulation 2 concerning the Detective or Security Agencies Act.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Justice:

THAT pursuant to section 11 of the Detective or Security Agencies Act (R.S.Q., 1964, ch. 42), Regulation 2 respecting the Detective or Security Agencies Act, a copy of which is annexed hereto, be approved and come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*;

THAT, upon the coming into force of the said Regulation 2 respecting the Detective or Security Agencies Act, the following be revoked:

1. Regulation 1 made under Order in Council 409 dated 19 March 1963;
2. The amendments to Regulation 1 made under Order in Council 552 dated 3 April 1963.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation 2 respecting the Detective or Security Agencies Act

Division I DEFINITIONS

- I.** In this Regulation,
- (a) «detective agency» means any person who, for remuneration, acts as a detective, investigates offences, gathers or supplies information on the character or behavior of others;
 - (b) «security agency» means any person who, for remuneration, provides security guard services;
 - (c) «private investigator» means any person who acts as a detective, investigates offences, or gathers or supplies information on the character or behavior of others, for or on behalf of a detective agency;

d) «agent de sécurité» désigne toute personne qui, pour le compte ou par l'entremise d'une agence de sécurité, agit comme gardien ou surveillant.

2. Les employés d'une agence d'investigation ou de sécurité qui détiennent un permis en vertu de la Loi des agences d'investigation ou de sécurité (S.R.Q., 1964, ch. 42), ne possèdent pas les pouvoirs d'un agent de la paix.

Section II

PERMIS D'AGENTS D'INVESTIGATION OU DE SÉCURITÉ

3. Toute personne qui sollicite un permis d'agent d'investigation ou de sécurité doit avoir les qualités suivantes:

- a)** être citoyen canadien;
- b)** être âgé, lors de sa demande, d'au moins 18 ans et d'au plus de 70 ans;
- c)** n'avoir jamais été déclaré coupable ni s'être avoué coupable d'une infraction au Code criminel sur une poursuite intentée au moyen d'un acte d'accusation;
- d)** au cours des 5 années précédant sa demande ne jamais avoir été déclaré coupable ni s'être avoué coupable d'une infraction au Code criminel punissable ou qui aurait pu l'être sur déclaration sommaire de culpabilité. Compte tenu des circonstances et de la gravité de l'offense ce délai pourra être réduit, mais, ne pourra en aucun temps être inférieur à un an;
- e)** jouir d'une bonne réputation; et
- f)** avoir les qualités morales compatibles avec la fonction d'un agent d'investigation ou de sécurité.

4. Toute personne qui sollicite un permis d'agent d'investigation ou de sécurité doit joindre à sa demande les documents suivants:

- a)** un certificat de naissance récent;
- b)** un certificat de citoyenneté canadienne, si elle a obtenu sa citoyenneté autrement que par le fait de la naissance;
- c)** sur demande, un certificat médical attestant que le requérant est physiquement et mentalement apte à agir comme agent d'investigation ou de sécurité; et
- d)** un droit au montant de \$5 en monnaie légale ou sous forme de mandat postal ou chèque certifié, non remboursable.

5. Un permis d'agent d'investigation ou de sécurité est renouvelable 15 jours avant son expiration moyennant le paiement d'un droit de \$5.

6. Tout permis d'agent d'investigation ou de sécurité perdu ou détérioré peut être remplacé sur versement d'un droit au montant de \$5.

(d) « security guard » means any person who acts as a guard or watchman for or on behalf of a security agency.

2. Employees of a detective or security agency who hold a permit by virtue of the Detective or Security Agencies Act (R.S.Q., 1964, ch. 42), do not have the powers of a peace officer.

Division II

PRIVATE INVESTIGATOR OR SECURITY GUARD PERMITS

3. Every person who applies for a private investigator or security guard permit shall,

- (a)** be a Canadian citizen;
- (b)** be not less than 18 and not more than 70 years of age at the time of his application;
- (c)** have never been convicted of or pleaded guilty to an offence under the Criminal Code prosecuted by indictment;
- (d)** have not been convicted of or pleaded guilty, during the 5 years prior to his application, to an offence under the Criminal Code punishable on summary conviction. This period may be reduced depending on the circumstances and the seriousness of the offence but shall, in no case, be less than one year;
- (e)** have a good reputation;
- (f)** have moral qualities in keeping with the role of private investigator or security guard.

4. Every person who applies for a private investigator or security guard permit shall forward the following documents with his application:

- (a)** a recent birth certificate;
- (b)** a Canadian citizenship certificate where the applicant acquired his citizenship other than by birth;
- (c)** upon request, a medical certificate attesting that the applicant is physically and mentally capable of acting as private investigator or security guard; and
- (d)** a non-refundable fee of \$5 in legal currency or by money order or certified cheque.

5. A private investigator or security guard permit may be renewed 15 days before the expiry thereof, upon payment of a \$5 fee.

6. Every private investigator or security guard permit that has been lost or damaged may be replaced upon payment of a \$5 fee.

Section III

PERMIS D'AGENCE D'INVESTIGATION
OU DE SÉCURITÉ

7. Toute personne, qui sollicite pour elle-même ou pour une société ou une corporation un permis d'agence d'investigation ou de sécurité doit posséder les qualités suivantes:

- a) être citoyen canadien;
- b) être âgé d'au moins 21 ans;
- c) avoir une expérience pertinente d'au moins 5 ans dans le domaine de l'investigation ou de la sécurité, à quelque titre que ce soit, ou dans un corps policier reconnu;
- d) avoir un bureau d'affaires au Québec;
- e) ne pas s'être prévalu au cours des 10 années précédant sa demande de permis des dispositions du Code de procédure civile relatives au dépôt volontaire (art. 652 ss. C.P.C.) à titre de débiteur;
- f) être solvable;
- g) ne pas avoir été failli selon la Loi sur la faillite au cours des 10 années précédant sa demande;
- h) n'avoir jamais été déclaré coupable ni s'être avoué coupable d'une infraction au Code criminel sur une poursuite intentée au moyen d'un acte d'accusation;
- i) au cours des 5 années précédant sa demande, ne jamais avoir été déclaré coupable ni s'être avoué coupable d'une infraction au Code criminel punissable ou qui aurait pu l'être sur déclaration sommaire de culpabilité; et
- j) être détenteur d'un permis d'agent d'investigation ou de sécurité.

8. Toute personne, qui sollicite pour elle-même ou pour une société ou une corporation un permis d'agence d'investigation ou de sécurité doit fournir les documents suivants:

- a) un certificat de naissance récent;
- b) sur demande, un certificat médical attestant que le requérant est physiquement et mentalement apte à gérer une agence d'investigation ou de sécurité;
- c) un certificat de citoyenneté canadienne, si elle a obtenu sa citoyenneté autrement que par le fait de la naissance;
- d) un chèque certifié, un mandat personnel ou un mandat postal au montant de \$200 et payable à l'ordre du ministre des finances. Ce montant couvre les frais d'enquête et est non remboursable. Cependant, si la demande est acceptée, ce montant sera déduit du coût du permis;
- e) s'il s'agit d'une corporation, une copie de sa charte, accompagnée d'un certificat émis par le protonotaire de la Cour supérieure du district où elle fait affaires at-

Division III

DETECTIVE OR SECURITY AGENCY
PERMITS

7. Every person who applies for a detective or security agency permit, on his own behalf or on behalf of a firm or corporation, shall

- (a) be a Canadian citizen;
- (b) be not less than 21 years of age;
- (c) have at least 5 years of pertinent experience in the field of investigation or security, in whatever capacity, or in a recognized police force;
- (d) have a place of business in Québec;
- (e) not have availed himself as debtor, during the 10 years prior to his application, of the provisions in the Code of Civil Procedure relative to voluntary deposits (Art. 652 seq. C.C.P.);
- (f) be solvent;
- (g) not have been adjudged bankrupt in accordance with the Bankruptcy Act during the 10 years prior to his application;
- (h) have never been convicted of or pleaded guilty to an offence under the Criminal Code prosecuted by indictment;
- (i) have not been convicted of or pleaded guilty, during the 5 years prior to his application, to an offence under the Criminal Code punishable on summary conviction; and
- (j) be the holder of a private investigator or security guard permit.

8. Every person who applies for a detective or security agency permit, on his own behalf or on behalf of a firm or corporation, shall furnish the following documents:

- (a) a recent birth certificate;
- (b) upon request, a medical certificate attesting that the applicant is physically and mentally capable of managing a detective or security agency;
- (c) a Canadian citizenship certificate, where the applicant acquired his citizenship other than by birth;
- (d) a certified cheque, personal draft or money order in the amount of \$200 payable to Minister of Finance. This amount shall cover the investigation costs and is not refundable; however, where the application is acknowledged, such amount shall be deducted from the cost of the permit;
- (e) in the case of a corporation, a copy of its charter, with a certificate issued by the Prothonotary of the Superior Court for the district where such business is

tant qu'elle s'est conformée à la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés (S.R.Q., 1964, ch. 272 et am.);

- f) s'il s'agit d'une ou plusieurs personnes faisant affaires sous une raison sociale, une copie de la déclaration produite entre les mains du protonotaire de la Cour supérieure du district où elles font affaires, conformément à la Loi des déclarations des compagnies et sociétés;
- g) s'il s'agit d'une demande de permis d'agence d'investigation, le requérant doit fournir les documents additionnels suivants:
- i) une demande faite en double par écrit suivant la formule 1 annexée au présent règlement;
 - ii) un cautionnement au montant de \$5,000;
- h) s'il s'agit d'une demande de permis d'agence de sécurité, le requérant doit fournir les documents additionnels suivants:
- i) une demande faite en double par écrit suivant la formule 2 annexée au présent règlement;
 - ii) un cautionnement au montant de \$10,000; et
- i) une police d'assurance, au montant de \$100,000, contre la responsabilité civile découlant des délits ou des quasi-délits commis par l'agence ou par ses préposés.

9. Les permis d'agence d'investigation ou de sécurité sont délivrés pour une période d'un an expirant le 31 mars de chaque année et sont renouvelables d'année en année.

Ces permis sont délivrés sur paiement d'un droit annuel:

- a) de \$400 dans le cas d'une agence d'investigation;
- b) de \$800 dans le cas d'une agence de sécurité; et
- c) de \$1,200 dans le cas d'une agence d'investigation et de sécurité.

Si un permis est émis après le 30 septembre, les droits exigibles, pour la balance de l'année, seront:

- a) de \$200 dans le cas d'une agence d'investigation;
- b) de \$400 dans le cas d'une agence de sécurité; et
- c) de \$600 dans le cas d'une agence d'investigation et de sécurité.

10. Les cautionnements mentionnés à l'article 8 doivent être transmis au procureur général du Québec et subséquemment transférés par ce dernier en fidéicommiss au ministre des finances.

11. Les cautionnements dont il est fait mention au présent règlement doivent être faits par nantissement ou par police de garantie conformément à l'article 12 de la Loi des employés publics (S.R.Q., 1964, ch. 12 et am.).

12. Le cautionnement par police de garantie doit se faire au moyen de la formule annexée au présent règlement.

carried on, attesting that it complies with the Companies and Partnerships Declaration Act;

- (g) in the case of an application for a detective agency permit, the applicant shall, in addition, furnish the following documents:
- (i) a written application in duplicate, on Form 1 of this Regulation;
 - (ii) a security for the amount of \$5,000;
- (h) in the case of an application for a security agency permit, the applicant shall, in addition, furnish the following documents:
- (i) a written application in duplicate, on Form 2 of this Regulation;
 - (ii) a security for the amount of \$10,000; and
- (i) an insurance policy for an amount of \$100,000 for civil liability resulting from offences or quasi-offences committed by the agency or its agents.

9. Detective or security agency permits are issued for a one-year period expiring on 31 March of each year and are renewable annually.

These permits are issued upon payment of an annual fee of

- (a) \$400 in the case of a detective agency;
- (b) \$800 in the case of a security agency; and
- (c) \$1,200 in the case of a detective and security agency.

Where a permit is issued after 30 September, the fees payable for the remainder of the year shall be:

- (a) \$200 in the case of a detective agency;
- (b) \$400 in the case of a security agency; and
- (c) \$600 in the case of a detective and security agency.

10. The securities prescribed in section 8 shall be forwarded to the Attorney-General of Québec and subsequently forwarded by the latter by trusteeship to the Minister of Finance.

11. The securities mentioned in this Regulation shall be in the form of a pledge or by guarantee policy in accordance with section 12 of the Public Officers Act (R.S.Q. 1964, ch. 12 and am.).

12. The security by guarantee policy shall be made on the form annexed to this Regulation.

13. Le représentant d'une agence d'investigation ou de sécurité, ainsi que les personnes qui agissent comme employés ou gardiens en vertu des dispositions de la loi précitée ne sont pas tenus de fournir les cautionnements mentionnés au présent règlement, mais doivent payer un droit annuel de \$5.

14. Toute personne qui sollicite un renouvellement d'un permis d'agence doit:

- a) fournir une liste des personnes directement ou indirectement intéressées dans l'opération de l'agence;
- b) informer sans délai le procureur général de tout changement dans l'opération de l'agence;
- c) fournir un bilan financier à la fin de chaque année d'opération sauf si la personne qui sollicite un renouvellement est déjà détentrice ou devient détentrice d'une police de cautionnement émise par une compagnie d'assurances; et
- d) démontrer qu'elle continue à remplir les conditions mentionnées aux paragraphes *d, e, f, g, h, i et j* de l'article 7.

Section IV REGISTRES

15. Toute agence doit tenir un registre ouvert à l'inspection de tout représentant autorisé du procureur général.

16. Chaque registre doit être tenu de la façon suivante: on doit y inscrire

- a) le nom et l'adresse de chaque employé;
- b) son numéro de permis;
- c) la date d'expiration du permis;
- d) la date d'engagement; et
- e) la date de la cessation d'emploi.

17. Chaque registre doit être divisé en deux parties distinctes:

- a) dans la première partie, on doit y inscrire le nom de tous les employés permanents;
- b) dans la seconde partie, on doit y inscrire le nom de tous les employés temporaires ou surnuméraires.

18. Le registre doit être tenu au bureau d'affaires de l'agence situé au Québec. Dans le cas où une agence a en plus de sa place d'affaires principale, plusieurs succursales, chaque succursale doit tenir un registre distinct qui lui est propre.

19. Tout registre doit être continuellement mis à jour et révisé mensuellement.

13. The representative of a detective or security agency as well as the persons acting as employees or guardians under the provisions of the aforementioned Act shall not be bond to furnish the securities prescribed in this Regulation, but they shall pay an annual fee of \$5.

14. Every person who applies for renewal of an agency permit shall

- (a) furnish a list of the persons who are directly or indirectly interested in the management of the agency;
- (b) inform without delay the Attorney-General of all changes in the operation of the agency;
- (c) furnish a financial statement at the end of each operating year, except where the person requesting such renewal is already the holder or shall become the holder of a security policy issued by an insurance company; and
- (d) show that he continues to fulfill the conditions set forth in paragraphs *d, e, f, g, h, i and j* of section 7.

Division IV REGISTERS

15. Every agency shall keep a register ready for inspection by any authorized representative of the Attorney-General.

16. Every register shall contain the following information:

- (a) the name and address of each employee;
- (b) his permit number;
- (c) the expiry date of such permit;
- (d) the date of engagement; and
- (e) the date of termination of employment.

17. Each register shall be divided in two distinct parts:

- (a) the first part shall contain the name of all permanent employees;
- (b) the second part shall contain the name of all temporary or supernumerary employees.

18. The register shall be kept at the agency's place of business in Québec. Where an agency has several branches in addition to its principal place of business, each branch shall keep a separate and distinct register.

19. Registers shall be continually updated and revised every month.

du Québec, à titre de créancier, ci-après appelé le créancier, pour la somme dedollars, (\$.....), monnaie légale du Canada, au paiement de laquelle nous nous engageons conjointement et solidairement, par les présentes, ainsi que nos héritiers, nos exécuteurs, administrateurs, successeurs et ayants-droit respectifs à dûment payer audit créancier.

Signé et daté cejour de19.....

ATTENDU QUE le débiteur principal a soumis une demande au Procureur général du Québec pour obtenir un permis l'autorisant à agir comme

ATTENDU QUE le débiteur principal doit fournir entre les mains du Procureur général un cautionnement au montant dedollars (\$.....) tel que prévu par le règlement numéro 2, adopté conformément à la Loi des agences d'investigation ou de sécurité (S.R.Q. 1964, ch. 42) dans le but de garantir l'exécution fidèle et complète des obligations imposées non seulement au débiteur principal mais aussi à ses agents et employés en vertu de ladite loi, de ses amendements et des règlements s'y rapportant.

EN CONSÉQUENCE, la condition expresse de cet engagement est telle que si le débiteur principal acquitte lui-même le montant de tous dommages-intérêts ainsi que tout dédommagement résultant de ou se rapportant à l'opération d'une agence dedont il pourrait devenir responsable en raison d'une opération malhonnête ou d'un détournement injustifié de fonds ou d'autres biens confiés à ou acceptés en dépôt par le débiteur principal pendant la durée du permis d'agence détenu par le débiteur principal en vertu de ladite loi, et ce à compter de la date ci-dessus mentionnée, alors cet engagement sera nul mais, dans toutes autres circonstances, ledit engagement sera et demeurera en vigueur et gardera tous ses effets.

Il est entendu et convenu que ce cautionnement expirera le 31 mars 19...mais qu'il pourra toutefois être renouvelé d'année en année, au gré de la caution, et tel que constaté par un certificat de continuation.

NÉANMOINS la responsabilité totale du débiteur principal ou de la caution en vertu de ce cautionnement ou de tout renouvellement d'icelui sera limitée au montant mentionné ci-dessus ou à tout autre montant qui y serait substitué au moyen d'un avenant ou d'un certificat de continuation.

DE PLUS, si la caution, en tout temps, donne par écrit un avis de 2 mois de calendrier du Procureur général du Québec à l'effet qu'elle a l'intention de mettre fin au cautionnement souscrit par les présentes, alors ce cautionnement, ainsi que toute responsabilité de la caution découlant d'icelui, cessera d'exister, à l'expiration de délai prévu dans l'avis, en ce qui concerne tout acte ou omission du débiteur principal après que ledit cautionnement aura pris fin; mais autrement ce cautionnement demeurera en vigueur en ce qui concerne tout acte ou omission non seulement du débiteur

hereinafter called the Obligee in the sum ofdollars (\$.....) of lawful money of Canada for which payment well and truly to be made, have jointly and severally bound ourselves and each of us, our heirs, executors, administrators, successors and assigns, firmly by these presents.

Signed and dated thisday of the month of19.....

WHEREAS the said Principal has applied to the Attorney General of Québec in order to obtain a permit to operate as

WHEREAS under regulation 2 enacted according to the Detective or Security Agencies Act (R.S.Q. 1964, ch. 42), the said Principal must supply to the Attorney General a bond in the sum ofdollars (\$.....) to guarantee in all circumstances, not only for himself but also for his agents and employees, the perfect honest and legal accomplishment of their incumbent duties in virtue of the law, by-laws and regulations made under its jurisdiction.

THEREFORE, the condition of the above written obligation is such that, if the said Principal pays all damages and compensation for which the said Principal becomes liable to any person as the result of or in connection with any transaction undertaken in his or its capacity as, by reason of a wrongful or dishonest dealing or the misappropriation or wrongful conversion of money or other property entrusted to or received as a deposit by the said Principal during the term of any agency permit held by the said Principal under the Act, from the date mentioned above, then this obligation shall be void, but otherwise it shall be and remain in full force, virtue and effect.

It is understood and agreed that this Bond will expire on 31 March 19...subject to renewal annually thereafter, at the option of the Surety, by the issuance of a continuation certificate.

PROVIDED that the total liability imposed upon the Principal or the Surety by this Bond or any renewal thereof shall in no event exceed the sum mentioned above or the amount substituted for such sum by any subsequent endorsement or continuation certificate.

FURTHER PROVIDED that if the Surety at any time gives a written notice of two calendar months to the Attorney General of Québec of its intention to terminate the obligation hereby undertaken, then this obligation and all liability on the part of the Surety hereunder shall cease at the expiry of the period prescribed in the notice insofar as any act or omission on the part of the Principal subsequent to the termination of the obligation hereby undertaken is concerned, but otherwise it shall remain in full force, virtue and effect with respect to any act or omission not only

principal mais aussi de ses agents et employés depuis la date des présentes jusqu'à la date de la fin du présent cautionnement. Un avis de toute réclamation en vertu de ce cautionnement devra être donné à la caution dans les 2 années qui suivront la date à laquelle ce cautionnement a pris fin.

EN FOI DE QUOI, le débiteur principal a signé les présentes, et la caution y a apposé son sceau corporatif dûment reconnu par la signature de ses officiers accrédités les jour et an ci-dessus mentionnés.

Témoïn

Débiteur principal

Caution

FORMULE 1

RENSEIGNEMENT REQUIS D'UNE PERSONNE,
SOCIÉTÉ OU CORPORATION POUR TENIR
UNE AGENCE D'INVESTIGATION
(S.R.Q. 1964 ch. 42)

1. Le requérant est-il une personne, une société ou une corporation ?

2. Le requérant ou la société ou corporation qu'il représente s'occupe-t-il, au Québec ou en dehors, de la perception de dettes dues à autrui ?

3. Depuis combien de temps faites-vous affaires comme investigateur au Québec ?

4. Un permis pour agir comme investigateur a-t-il été refusé ou révoqué soit à vous-même ou à votre société ou corporation dans quelque pays ou municipalité et, dans l'affirmative, à quelle date et pour quelle raison ?

5. S'il s'agit d'une personne:

- a) annexer à la présente une copie certifiée par le protonotaire de la Cour supérieure du district où vous faites affaires de la déclaration produite en vertu de la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés (S.R.Q. 1964, ch. 272);

on the part of the said Principal but also on the part of his agents and employees from the date hereof to the date of such termination. Notice of any claim made by virtue of this obligation shall be given to the Surety within two years following the date of termination of such obligation.

IN WITNESS WHEREOF, the said Principal has signed and the Surety has caused these presents to be sealed with its corporate seal attested to by the signature of its duly authorized officers, the day and year mentioned above.

Witness

Principal

Surety

FORM 1

INFORMATION REQUIRED FROM ANY PERSON,
PARTNERSHIP OR CORPORATION WHO INTENDS
TO OPERATE A DETECTIVE AGENCY
(R.S.Q. 1964, ch. 42)

1. Is the petitioner a person, partnership or corporation ?

2. Does the petitioner or the partnership or corporation which he represents, engage in the collection of other people's debts, within or outside Québec ?

3. How long have you been carrying on business as an investigator in Québec ?

4. Has a permit to act as a private investigator ever been refused, either to you or to your partnership or corporation in any country or municipality, and, if so, when and why ?

5. In the case of a person:

- (a) annex to these presents, a copy certified by the prothonotary of the Superior Court in the district where you carry on business, of the declaration produced under the Companies and Partnerships Declaration Act (R.S.Q., 1964, ch. 272);

b) indiquer votre occupation, votre âge, l'endroit de votre naissance et votre adresse au complet.

6. S'il s'agit d'une société:

a) annexer une copie certifiée par le protonotaire de la Cour supérieure du district où vous faites affaires de la déclaration exigible en vertu de la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés (S.R.Q. 1964, ch. 272);

b) indiquer le nom de chaque associé, son occupation, son âge, l'endroit de sa naissance et son adresse au complet;

c) mentionner l'adresse du ou des bureaux d'affaires de la société au Québec;

d) indiquer le nom du représentant de la société, tel que requis par l'article 5 de la Loi des agences d'investigation ou de sécurité, son occupation, son âge, l'endroit de sa naissance et son adresse au complet;

7. S'il s'agit d'une corporation:

a) annexer une copie de la charte de cette corporation et un certificat du protonotaire de la Cour supérieure du district où cette corporation fait affaires, attestant qu'elle s'est conformée à la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés;

b) indiquer l'adresse du ou des bureaux d'affaires de la corporation dans la province;

(b) state your occupation, age, place of birth and address in full.

6. In the case of an partnership:

(a) annex a copy certified by the prothonotary of the Superior Court in the district where you carry on business of the declaration exigible under the Companies and Partnerships Declaration Act (R.S.Q., 1964, ch. 272);

(b) give the name of each associate, his occupation, age, place of birth and address in full.

(c) give the address of the business office(s) of the partnership in Québec;

(d) indicate the name of the representative of the partnership, as required by section 5 of the Detective or Security Agencies Act, his occupation, age, place of birth and address in full;

7. In the case of a corporation:

(a) annex a copy of the charter of this corporation and a copy certified by the Prothonotary of the Superior Court in the district where this corporation carries on its business, attesting that it has complied with the Companies and Partnerships Declaration Act;

(b) give the address of the business office(s) of the corporation in Québec;

c) mentionner le nom du représentant de la corporation, tel que requis par l'article 5 de la Loi des agences d'investigation ou de sécurité, son occupation, son âge, l'endroit de sa naissance et son adresse au complet;

d) indiquer si la corporation est subsidiaire ou affiliée à quelque personne, société ou compagnie agissant comme détective particulier dans quelque autre partie du Canada ou à l'étranger; dans l'affirmative, donner le nom et l'adresse au complet de cette personne, société ou compagnie;

*Déclaration solennelle à être faite par
 le requérant ou le représentant de la
 société ou corporation requérante*

Je, soussigné, _____

déclare solennellement que je suis le _____

Qu'au meilleur de ma connaissance les informations contenues ci-dessus sont exactes.

Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie, sachant qu'elle a la même valeur et le même effet que si elle était faite sous serment, en vertu de la Loi sur la preuve du Canada.

Déclaré solennellement devant moi,

à _____

ce _____ jour

de _____ 19..

Signature

*Notaire, commissaire
 à l'assermentation
 ou juge de paix*

(c) give the name of the representative of the corporation as required by section 5 of the Detective or Security Agencies Act, his occupation, age, place of birth and address in full:

(d) state whether the corporation is a subsidiary or is affiliated with any person, partnership or company acting as a private investigator in any other part of Canada or on foreign soil; if so, give the name and address in full of this person, firm or company:

*Solemn Declaration to be made by the petitioner or
 representative of the petitioning
 partnership or corporation*

I, the undersigned _____

solemnly declare that I am the _____

That, to the best of my knowledge, the information given above is true.

And I make this declaration conscientiously believing it to be true and knowing that it has the same force and effect as if made under oath, under the Canada Evidence Act.

Solemnly declared before me,

at _____

this _____ day

of _____ 19..

Signature

*Notary, Commissioner for
 Oath or Justice of the
 Peace.*

FORMULE 2

FORM 2

RENSEIGNEMENTS REQUIS D'UNE PERSONNE,
SOCIÉTÉ OU CORPORATION POUR TENIR
UNE AGENCE DE SÉCURITÉ
(S.R.Q., 1964, ch. 42)

INFORMATION REQUIRED FROM ANY PERSON,
PARTNERSHIP OR CORPORATION WHO INTENDS
TO OPERATE A SECURITY AGENCY
(R.S.Q. 1964, ch. 42)

1. Le requérant est-il une personne, une société ou une corporation?

1. Is the petitioner a person, partnership or corporation ?

2. Le requérant ou la société ou corporation qu'il représente s'occupe-t-il, au Québec ou en dehors, de la perception de dettes dues à autrui?

2. Does the petitioner or the partnership or corporation which he represents, engage in the collection of other people's debts, within or outside Québec ?

3. S'il s'agit d'une personne:

3. In the case of a person:

a) annexer à la présente une copie certifiée par le protonotaire de la Cour supérieure du district où vous faites affaires de la déclaration produite en vertu de la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés (S.R.Q. 1964, ch. 272);

(a) annex to these presents a copy certified by the prothonotary of the Superior Court in the district where you carry on business of the declaration produced under the Companies and Partnerships Declaration Act (R.S.Q. 1964, ch. 272);

b) indiquer votre occupation, votre âge, l'endroit de votre naissance et votre adresse au complet;

(b) state your occupation, age, place of birth and address in full;

4. Sil s'agit d'une société:

4. In the case of a partnership:

a) annexer une copie certifiée par le protonotaire de la Cour supérieure du district où vous faites affaires de la déclaration exigible en vertu de la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés (S.R.Q. 1964, ch. 272);

(a) annex a copy certified by the prothonotary of the Superior Court in the district where you carry on business of the declaration exigible under the Companies and Partnerships Declaration Act (R.S.Q., 1964, ch. 272);

b) indiquer le nom de chaque associé, son occupation, son âge, l'endroit de sa naissance et son adresse au complet;

(b) give the name of each associate, his occupation, age, place of birth and address in full:

c) mentionner l'adresse du ou des bureaux d'affaires de la société au Québec;

(c) give the address of the business office(s) of the partnership in Québec;

d) indiquer le nom du représentant de la société, tel que requis par l'article 5 de la Loi des agences d'investigation ou de sécurité, son occupation, son âge, l'endroit de sa naissance et son adresse au complet;

5. S'il s'agit d'une corporation:

a) annexer une copie de la charte de cette corporation et un certificat du protonotaire de la Cour supérieure du district où cette corporation fait affaires, attestant qu'elle s'est conformée à la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés (S.R.Q., 1964, ch. 272);

b) indiquer l'adresse du ou des bureaux d'affaires de la corporation au Québec;

c) mentionner le nom du représentant de la corporation, tel que requis par l'article 5 de la Loi des agences d'investigation ou de sécurité, son occupation, son âge, l'endroit de sa naissance et son adresse au complet;

d) indiquer si la corporation est subsidiaire ou affiliée à quelque personne, société ou compagnie agissant comme détective particulier dans quelque autre partie du Canada ou à l'étranger; dans l'affirmative, donner le nom et l'adresse au complet de cette personne, société ou compagnie;

*Déclaration solennelle à être faite par le
requérant ou le représentant de la
société ou corporation requérante*

Je, soussigné, _____

déclare solennellement que je suis le _____

(d) indicate the name of the representative of the partnership, as required by section 5 of the Detective or Security Agencies Act, his occupation, age, place of birth and address in full;

5. In the case of a corporation:

(a) annex a copy of the charter of this corporation and a certificate of the prothonotary of the Superior Court in the district where this corporation carries on its business, attesting that it has complied with the Companies and Partnerships Declaration Act (R.S.Q., 1964, ch. 272);

(b) give the address of the business office(s) of the corporation in Québec;

(c) give the name of the representative of the corporation, as required by section 5 of the Detective or Security Agencies Act, his occupation, age, place of birth and address in full;

(d) state whether the corporation is a subsidiary or is affiliated with any person, firm or company acting as a private detective in any other part of Canada or on foreign soil; if so, give the name and address in full of this person, partnership or company;

*Solemn Declaration to be made by the petitioner or
representative of the petitioning
partnership or corporation*

I, the undersigned _____

solemnly declare that I am the _____

Qu'au meilleur de ma connaissance les informations contenues ci-dessus sont exactes.

Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie, sachant qu'elle a la même valeur et le même effet que si elle était faite sous serment, en vertu de la Loi sur la preuve du Canada.

Déclaré solennellement devant moi

à _____

ce _____ jour

de _____ 19__

Signature

*Notaire, commissaire
à l'assermentation
ou juge de paix*

That, to the best of my knowledge, the information given above is true.

And I make this declaration conscientiously believing it to be true and knowing that it has the same force and effect as if made under oath, under the Canada Evidence Act.

Solemnly declared before me,

at _____

this _____ day

of _____ 19__

Signature

*Notary, Commissioner for
Oath or Justice of the
Peace.*



A.C. 3790-72, 13 décembre 1972
 Rég. 73-107, 2 mars 1973

LOI DES DÉCRETS
 DE CONVENTION COLLECTIVE
 (S.R.Q. 1964, ch. 143)

Commerce au détail de fourrure (prélèvement)

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement de prélèvement numéro 1 du Comité paritaire du Commerce de détail de la fourrure de Montréal et du district.

ATTENDU QUE le Comité paritaire du Commerce de détail de la fourrure de Montréal et du district, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 643 du 29 mai 1953, et ses modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil de lui accorder le droit de prélever des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, les sommes nécessaires à son bon fonctionnement;

ATTENDU QUE la requête dudit comité paritaire est conforme au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, ch. 143 et am.);

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder le droit de prélèvement demandé pour l'année civile 1973;

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le règlement de prélèvement du Comité paritaire du Commerce de détail de la fourrure de Montréal et du district dont copie est annexée, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
 JULIEN CHOUINARD.

RÈGLEMENT NUMÉRO 1

Prélèvement

Conformément au paragraphe *i* de l'article 20, de la Loi des décrets de convention collective (S.Q.R. 1964, ch. 143 et am.), le comité paritaire du Commerce de détail de la fourrure de Montréal et du district, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 643 du 29 mai 1953 et ses modifications ultérieures, a décidé à une assemblée tenue le 26 septembre 1972, de prier le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le présent règlement lui accordant le droit de prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, selon les conditions décrites ci-après.

1. *Prélèvement*: Le droit de prélèvement est valable pour la période comprise entre le 1er janvier 1973 et le 31 décembre 1973 et il est exercé de la façon suivante:

O.C. 3790-72, December 13, 1972
 Reg. 73-107, March 2, 1973

COLLECTIVE AGREEMENT
 DECREES ACT
 (R.S.Q. 1964, ch. 143)

Retail fur trade (Levy)

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of the levy regulation (Number 1) of the *Comité paritaire du Commerce de détail de la fourrure de Montréal*.

WHEREAS the *Comité paritaire du Commerce de détail de la fourrure de Montréal* commissioned to ensure the supervision and observance of Decree 643 of May 29, 1953, including all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to grant it the right to levy those sums necessary for its operations from the professional employers, artisans and employees governed by the said decree;

WHEREAS the Parity Committee concerned has complied with the provisions of subsection *i* of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.);

WHEREAS there is reason to grant the levy requested for the calendar year 1973;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the levy regulation for the *Comité paritaire du Commerce de détail de la fourrure de Montréal* be approved.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

REGULATION NUMBER I

Levy

Pursuant to the provisions of subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, ch. 143 and am.), the *Comité paritaire du Commerce de détail de la fourrure de Montréal* entrusted with the supervision and enforcement of Decree 643 of May 29, 1953 and all further amendments, has decided at a meeting held on September 26, 1972, to petition the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from professional employers, artisans and employees governed by the said decree, according to the conditions hereinafter described.

1. *Levy*: The levy is exigible for the period extending from January 1, 1973 to December 31, 1973; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

a) les employeurs professionnels assujettis au décret 643 du 29 mai 1953 et ses modifications ultérieures, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leur liste de paie pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

b) les salariés assujettis audit décret 643 du 29 mai 1953 et ses modifications ultérieures, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

c) les artisans assujettis audit décret 643 du 29 mai 1953 et ses modifications ultérieures, doivent verser au comité paritaire un montant fixe de \$0.75 par semaine.

2. *Perception et remise:* L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paye, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit remettre au comité paritaire les sommes payables par lui-même et par ses salariés, en même temps qu'il produit son rapport mensuel au comité.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement au comité paritaire par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

3. *Prévisions budgétaires:* Est annexé au présent règlement l'estimé des recettes et des déboursés du comité paritaire pour la période du 1er janvier 1973 au 31 décembre 1973.

(a) all professional employers governed by Decree 643 of May 29, 1953 and all further amendments, shall pay the Committee by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree, an amount equal to 1/2% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentage, commissions, allowance or bonuses);

(b) all employees governed by Decree 643 of May 29, 1953 and all further amendments, shall remit to the Parity Committee an amount equal to 1/2% of their wages (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

(c) artisans governed by the said decree 643 of May 29, 1953 and previous amendments, shall pay the Parity Committee the amount of \$0.75 per week.

2. *Collection and remittance:* The professional employer shall collect for each pay period, in the name of the Committee, the levy imposable on his employees, by means of a check-off from the wages of the said employees.

Professional employers shall remit to the Parity Committee all amounts payable by themselves and by their employees when submitting their monthly report to the Committee.

The levy imposed by this regulations is payable each month to the Committee by the professional employer, artisan and employee without previous formal notice.

3. *Estimate of revenue and expenditure:* An estimate of the revenue and expenditure of the Parity Committee for the period extending from January 1, 1973, to December 31, 1973, is attached to this Regulation.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL
DE LA FOURRURE DE MONTRÉAL

*Prévisions budgétaires
pour la période*

du 1er janvier 1973 au 31 décembre 1973

Revenus:

Cotisations patronales	\$ 8,500.
Cotisations ouvrières	\$ 8,500.
Cotisations artisanales	\$ 2,666.
Pourcentage sur réclamations	\$ 300.
Intérêts sur placements comptabilité générale	\$ 160.
Total des revenus prévus	\$ 20,126.

Comptes dépenses administration générale:

Salaires administration générale	\$ 5,148.
Frais judiciaires	\$ 300.
Téléphones et télégrammes	\$ 400.
Frais postaux	\$ 175.
Intérêts et frais de banque	\$ 200.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL
DE LA FOURRURE DE MONTRÉAL

*Estimate of revenue and expenditure
for the period extending*

from January 1, 1973 to December 31, 1973

Revenue:

Employers' dues	\$ 8,500.
Employees' dues	\$ 8,500.
Artisans' dues	\$ 2,666.
Percentage on claims	\$ 300.
Interest on investments general accounting	\$ 160.
Estimated total revenue	\$ 20,126.

General administration expensive:

Salaries, general administration	\$ 5,148.
Legal fees	\$ 300.
Telephone and telegrams	\$ 400.
Postage	\$ 175.
Banking, interest and costs	\$ 200.

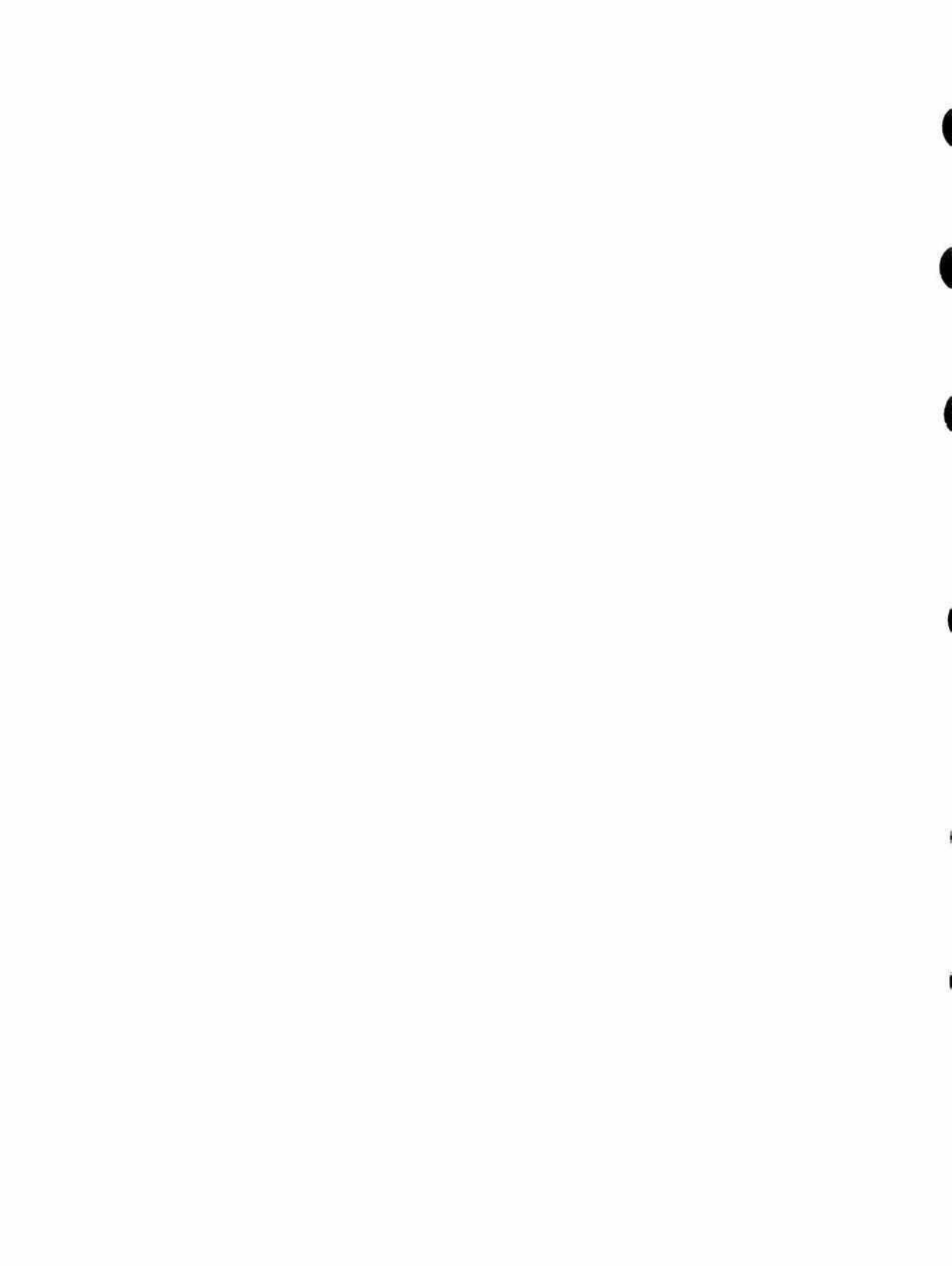
Remboursement de dépenses autorisées	\$ 100.	Reimbursement of authorized expenses	\$ 100.
Assurance fidéjussion	\$ 20.	Fidelity bond	\$ 20.
Vérificateur	\$ 480.	Auditor's fees	\$ 480.
Total dépenses, administration générale prévues	\$ 6,823.	Estimated total, general administration expenses	\$ 6,823.
<i>Comptes dépenses administration inspection-vérification:</i>		<i>Inspection-auditing administration expenses:</i>	
Salaires des inspecteurs	\$ 8,631.	Inspectors' salaries	\$ 8,631.
Assurance-chômage (part du comité)	\$ 120.	Unemployment Insurance (Committee's share)	\$ 120.
Régime Rentes du Québec (part du comité)	\$ 88.	Québec Pension Plan (Committee's share)	\$ 88.
Assurance maladie du Québec (part du comité)	\$ 86.	Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	\$ 86.
Assurances collectives (part du comité)	\$ 215.	Group Insurance (Committee's share)	\$ 215.
Commission des Accidents du Travail	\$ 20.	Workmen's Compensation Commission	\$ 20.
Papeterie et accessoires de bureau	\$ 200.	Stationary and office equipment	\$ 200.
Allocations automobiles	\$ 1,500.	Automobile allowance	\$ 1,500.
Gasoline	\$ 300.	Gasoline	\$ 300.
Total dépenses, administration inspecteurs	\$ 11,160.	Estimated total, inspection-auditing administration expenses	\$ 11,160.
<i>Comptes dépenses administration projeté:</i>		<i>Expenses for administration of premises:</i>	
Loyer	\$ 1,200.	Rent	\$ 1,200.
Total dépenses, administration propriété prévues	\$ 1,200.	Estimated total, expenses for administration of premises	\$ 1,200.
<i>Comptes dépenses membres du comité:</i>		<i>Expenses — Committee members:</i>	
Assemblées régulières jetons de présences	\$ 240.	Regular meetings, attendance fees	\$ 240.
Assemblées régulières frais déplacements	\$ 720.	Regular meetings, travelling expenses	\$ 720.
Total dépenses, membres du comité prévues	\$ 960.	Estimated total expenses committee members	\$ 960.
Total reporté des revenus prévus	\$ 20,126.	Estimated total revenue carried forward	\$ 20,126.
<i>Dépenses:</i>		<i>Expenditure:</i>	
Comptes de dépenses administration générale	\$ 6,823.	General administration expenses	\$ 6,823.
Comptes de dépenses administration inspection-vérification	\$ 11,160.	Inspection-auditing administration expenses	\$ 11,160.
Comptes de dépenses administration propriété	\$ 1,200.	Expenses for administration of premises	\$ 1,200.
Comptes de dépenses, membres du Comité	\$ 960.	Expenses, Committee members	\$ 960.
Total des dépenses prévues	\$ 20,143.	Estimated total expenses	\$ 20,143.
Déficit prévu, avant immobilisations	\$ 17.	Estimated deficit, before capitalisation	\$ 17.

N.B. Cette publication remplace celle qui a été faite le 23 décembre 1972, G.O. p. 11543.

41-o

N.B. This publication replaces the publication of December 23, 1972 O.G. p. 11543

41-o



A.C. 738-73, 7 mars 1973
Rég. 73-116, 8 mars 1973

LOI FAVORISANT LE CRÉDIT
 À LA PRODUCTION AGRICOLE
 (L.Q. 1972, ch. 38)

Credit spécial

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement concernant la Loi favorisant le crédit à la production agricole.

ATTENDU QUE le 1er octobre 1972 sont entrés en vigueur, d'une part, la Loi favorisant le crédit à la production agricole (L.Q. 1972, ch. 38) et, d'autre part, le Règlement concernant la Loi favorisant le crédit à la production agricole ainsi que le formulaire s'y rapportant, approuvés par l'arrêté en conseil 2785-72 du 20 septembre 1972.

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 2 de l'article 7 du règlement précité, celui qui demande un prêt doit soumettre sa demande au prêteur «avant ou dans les 30 jours de la date des dépenses» pour le paiement desquelles un prêt peut être obtenu;

ATTENDU QUE, par suite de délais incontrôlables attribuables notamment à l'impression des formules nécessaires aux prêteurs pour consentir des prêts en vertu de ladite loi, les agriculteurs ne peuvent contracter des emprunts que depuis février 1973, alors que, sans ces délais, ils auraient pu le faire dès le mois d'octobre 1972.

ATTENDU QUE si ladite loi et ledit règlement avaient été mis en application dès le 1er octobre 1972 tel que prévu, les agriculteurs auraient pu, grâce aux prêts obtenus, payer des dépenses admissibles faites depuis le début de septembre 1972, alors que, par suite des délais ci-dessus mentionnés, seules des dépenses admissibles faites après le 1er janvier 1973 pourront être payées au moyen des prêts obtenus, privant ainsi un bon nombre d'agriculteurs d'un crédit auquel ils auraient eu droit;

ATTENDU QU'il importe de ne pas pénaliser les agriculteurs pour des délais dus à des circonstances incontrôlables et qui ne leur sont pas imputables;

ATTENDU QUE, pour faire réellement bénéficier les agriculteurs du crédit qu'avait pour but de leur procurer ladite loi dès son entrée en vigueur, il est opportun de modifier le paragraphe 2 de l'article 7 dudit règlement;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de l'agriculture et de la colonisation:

QUE le Règlement concernant la Loi favorisant le crédit à la production agricole, approuvé par l'arrêté en conseil 2785-72 du 20 septembre 1972, soit modifié par le Règle-

O.C. 738-73, 7 March 1973
Reg. 73-116, 8 March 1973

AN ACT TO PROMOTE CREDIT TO
 FARM PRODUCERS
 (S.Q., 1972, ch. 38)

Special credit

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the Regulation under the Act to promote credit to farm producers.

WHEREAS the Act to Promote Credit to Farm Producers (S.Q., 1972, ch. 38) came into force on 1 October 1972, and the Regulation under the Act to Promote Credit to Farm Producers together with the forms pertaining thereto, approved by Order in Council 2785-72 dated 20 September 1972, also came into force on the said date;

WHEREAS, under subsection 2 of section 7 of the above-mentioned regulation, every person who applies for a loan shall submit his application to the lender "before or within 30 days of the date of the expenses" for which payment a loan may be granted;

WHEREAS, as a result of an unavoidable delay particularly attributable to the printing of forms necessary for the granting of loans by lenders in virtue of the Act, farmers have been able to contract loans only since February 1973, where otherwise, they would have been able to do so from October 1972;

WHEREAS if the Act and Regulation had become applicable on 1 October 1972 as prescribed, farmers could have, with the aid of loans, paid certain admissible expenses incurred since the beginning of September 1972 but, because of the delay mentioned above, they will, with the aid of such loans, be able to pay only admissible expenses incurred after 1 January 1973, thus depriving a good number of farmers of the credit to which they were entitled;

WHEREAS it is expedient not to penalize farmers for the delay attributable to unavoidable circumstances and for which they are not responsible;

WHEREAS it is expedient to amend subsection 2 of section 7 of the said regulation, so that the farmers may in fact benefit from the credit provided for in the said Act immediately upon the coming into force thereof;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Agriculture and Colonization:

THAT the Regulation under the Act to Promote Credit to Farm Producers, approved by Order in Council 2785-72 dated 20 September 1972, be amended by the Regulation

ment adopté par l'Office du crédit agricole du Québec, le 1er mars 1973 et reproduit en annexe au présent arrêté en conseil, lequel entrera en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement modifiant le règlement concernant la Loi favorisant le crédit à la production agricole

L'article 7 du Règlement concernant la Loi favorisant le crédit à la production agricole, adopté par l'Office du crédit agricole du Québec le 14 septembre 1972 et approuvé par l'arrêté en conseil 2785-72 du 20 septembre 1972, est modifié en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant;

«2) La demande de prêt prévue au paragraphe 1 du présent article doit être soumise au prêteur avant ou dans les 30 jours de la date.

a) des dépenses courantes se rapportant à la production de récoltes destinées à l'alimentation d'animaux de ferme;

b) de l'achat d'animaux de ferme destinés exclusivement à la production de viande ou d'oeufs;

c) des dépenses courantes se rapportant à l'élevage d'animaux de ferme.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, toute demande de prêt soumise au prêteur le ou avant le 30 avril 1973 peut l'être après plus de 30 jours de la date des dépenses et achat mentionnés audit alinéa pourvu que cette date ne soit pas antérieure au premier jour de septembre 1972..».

47-o

made by the Québec Farm Credit Bureau, on 1 March 1973 and annexed to this Order in Council, the latter being effective from and upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation to amend the regulation under the Act to Promote Credit to Farm Producers

Section 7 of the Regulation under the Act to Promote Credit to Farm Producers, made by the Québec Farm Credit Bureau on 14 September 1972 and approved by Order in Council 2785-72 of 20 September 1972, is amended by replacing subsection 2 by the following:

“(2) The loan application prescribed in subsection 1 of this section shall be submitted to the lender before or within 30 days of the date of

(a) the current expenses relating to the production of crops intended for feeding livestock;

(b) the purchase of livestock intended exclusively to produce meat or eggs;

(c) the current expenses relating to the raising of livestock.

Notwithstanding the provisions of the preceding paragraph, every loan application submitted to the lender on or before 30 April 1973 may be submitted after more than 30 days from the date of the expenses and purchase prescribed in the said paragraph, provided that such date be not prior to 1 September 1972.”

47-o

A.C. 783-73, 7 mars 1973
Rég. 73-118, 8 mars 1973

LOI DU SALAIRE MINIMUM
 (S.R.Q. 1964, ch. 144)

Alimentation

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation de l'ordonnance numéro 14-1973 « Commerce de détail de l'alimentation » de la Commission du salaire minimum.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE l'ordonnance numéro 14-1973, « Commerce de détail de l'alimentation », adoptée par la Commission du salaire minimum à sa séance du 20 février 1973 et dont copie est annexée à la proposition susdite, soit approuvée et entre en vigueur à compter de la date de la parution dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
 JULIEN CHOUINARD.

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1964, ch. 144 et am.).

Décète par la présente ordonnance désignée sous le nom de Ordonnance No 14, 1973, ce qui suit:

Section I
INTERPRÉTATION

I. Définition: Dans la présente ordonnance, les mots suivants signifient:

- a) « semaine »: période de 7 jours s'étendant de minuit un jour donné à la fin du septième jour suivant;
- b) « semaine normale »: nombre d'heures de travail en une semaine au-delà duquel le temps de travail doit être payé à taux majoré;
- c) « pourboire »: gratification en espèces donnée volontairement et directement au salarié par le client;
- d) « gardien »: celui qui fait la garde de la propriété de son employeur;
- e) « caissier-caissière »: salarié dont la principale fonction consiste à percevoir l'argent provenant des ventes et à exécuter tout autre travail qui est fait quotidiennement par un caissier ou une caissière;
- f) « commis »: salarié préposé à la réception, à l'étalage, à l'étiquetage, au déballage ou à l'emballage, à l'entreposage, à la vente ou à l'expédition de marchandises mises en vente.

O.C. 783-73, 7 March 1973
Reg. 73-118, 8 March 1973

MINIMUM WAGE ACT
 (R.S.Q. 1964, ch. 144 and am.)

Retail Food Trade

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the approval of Ordinance No. 14-1973 of the Minimum Wage Commission entitled "Retail Food Trade".

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT Ordinance No. 14-1973 entitled "Retail Food Trade", made by the Minimum Wage Commission at its meeting of 20 February 1973 and a copy of which is annexed to the aforementioned recommendation, be approved and come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q. 1964, ch. 144, and am.), the Minimum Wage Commission,

By this ordinance, which is entitled Ordinance No. 14, 1973, decrees the following:

Division I
INTERPRETATION

I. Definitions: In this Ordinance, the following words mean:

- (a) "week": a 7-day period extending from midnight on a given day until the end of the seventh following day;
- (b) "standard workweek": the number of working hours in one week beyond which any time worked must be paid for at overtime rates;
- (c) "tip": a cash gratuity which a customer voluntarily and directly gives to an employee;
- (d) "watchman": the employee who guards his employer's property;
- (e) "cashier": any employee whose principal duties are to collect the money derived from sales and to do any other work a cashier does every day;
- (f) "clerk": any employee whose duties consist in receiving, displaying, labelling or marking, unpacking or packaging, storing, selling or shipping goods offered for sale.

Cependant, le mot « commis » ne désigne pas le salarié qui travaille au comptoir-caisse, qui fait la mise en sac de la marchandise du client, ni le salarié qui livre la marchandise à bicyclette;

However, the word "clerk" does not mean the employee whose work is performed at the cash counter and consists in placing, in bags or boxes, the goods purchased by customers, nor does it mean the employee who delivers goods with a bicycle;

g) « commis aux viandes »: salarié dont la principale fonction est de vendre la viande coupée auparavant par le boucher; il peut faire de simples coupes dans l'apprêt des viandes pour la vente ou exécuter tout travail qui est normalement fait par un commis aux viandes;

(g) "meat clerk": any employee whose main work is selling meat which has been cut previously by a butcher; he may effect simple cuts in preparing meat for sale or carry out any work ordinarily performed by a meat clerk;

h) « boucher »: salarié qui coupe la viande à même les carcasses entières ou partiellement coupées pour l'étalage ou à la grosseur désirée par le client et qui utilise des scies, couteaux, couperets, ou autres outils à cette fin; il peut vider ou habiller le poisson et la volaille ou il peut aussi peser et envelopper les paquets, faire les factures, percevoir le paiement d'une commande et effectuer tout autre travail normalement fait par un boucher;

(h) "butcher": any employee who cuts from whole or partly cut carcasses any meat for display purposes or to size according to the customer's wish, and who, in order to do so, uses saws, knives, cleavers or other tools; he may clean or dress fish and poultry or he may also weigh and wrap packages, write out invoices, collect payment of orders and perform any other work ordinarily carried out by a butcher;

i) « commerce de détail de l'alimentation »: établissement dont l'activité principale, selon la Commission, est la vente au détail de produits alimentaires aux fins de consommation en dehors de l'établissement.

(i) "retail food trade establishment": any establishment whose main activity, according to the Commission, is the retail sale of foods tuffs for consumption off the premises;

Cependant, les mots « commerce de détail de l'alimentation » ne désignent pas les établissements qui se limitent à la vente de produits laitiers, de pâtisseries, de biscuits, de bonbons et chocolats, de la charcuterie;

However, the words "retail food trade establishment" do not mean establishments restricted to the sale of dairy products, pastry, biscuits, candy and chocolate, and coldcuts;

j) « année de référence »: période pendant laquelle un salarié acquiert progressivement le droit aux congés payés et jours chômés. Cette période de 12 mois consécutifs commence:

(j) "qualifying year": the period during which an employee progressively acquires the right to a vacation with pay and to paid holidays. This period consists of 12 consecutive months and begins:

i) le jour d'entrée en fonctions d'un salarié dans une entreprise;

(i) on the day on which an employee begins working in an undertaking; or

ii) ou tout autre jour fixé par convention, contrat ou usage, qui accorde à un salarié des conditions au moins aussi favorables en matière de congés payés et de jours chômés que celles que prescrit la présente ordonnance;

(ii) on any other date determined by agreement, contract or usage that grants an employee conditions regarding an annual vacation with pay and paid holidays which are at least as advantageous as those set forth in this Ordinance;

k) « service continu »: durée du service continu comprend les jours de maladie, les jours de fermeture, les périodes de congé, les périodes de grève, les absences autorisées et les absences pour accident du travail;

(k) "continuous service": the duration of continuous service includes days of absence through illness, days on which the establishment remains closed, annual vacations, strike periods, authorized absences, and absences due to work accidents;

l) « Région I »: l'Île de Montréal, l'Île Jésus, l'Île Perrot, l'Île Bizard, l'Île Saint-Paul, l'Île Bigras, l'Île des Soeurs et les municipalités situées dans un rayon de 10 milles des limites de l'Île de Montréal;

(l) "Region I": the Island of Montreal, Île Jésus, Île Perrot, Île Bizard, Île Saint-Paul, Île Bigras, Île des Soeurs and the municipalities located within a ten-mile radius of the limits of the Island of Montreal;

L'Assomption, l'Épiphanie, Saint-Paul-l'Ermite, Repentigny, Charlemagne, Saint-Charles-de-Lachenaie, Saint-Maurice, Bois-des-Filion, Rosemère

L'Assomption, l'Épiphanie, Saint-Paul-l'Ermite, Repentigny, Charlemagne, Saint-Charles-de-Lachenaie, Saint-Maurice, Bois-des-Filion, Rosemère, Lorraine,

re, Lorraine, Saint-Eustache, Dorion, Vaudreuil, Pointe-des-Cascades, la Réserve indienne, Verchères, Varennes, Boucherville, Longueuil, Saint-Lambert, Greenfield Park, Brossard, Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, Saint-Hubert, Saint-Bruno, Chambly, Lemoine, La Prairie, Candiac, Châteauguay, Châteauguay-Centre, Saint-Isidore, Saint-Constant, Léry, Maple Grove, Beauharnois, Melocheville, - Terbonne, Sainte-Thérèse, Sainte-Thérèse-Ouest, Mercier, Deux-Montagnes, Delson, Mascouche, Pincourt, Oka, Saint-Joseph-du-Lac, Pointe-Calumet et Sainte-Marthe-sur-le-Lac;

- m) «Région II»: les cités et villes de Chicoutimi, Chicoutimi-Nord, Saint-Jean-Eudes, Rivière-du-Moulin, Port-Alfred, Bagotville et le territoire compris dans un rayon de 10 milles de leurs limites.

Et les cités et villes de Jonquière, Kénogami, Arvida et un rayon de 5 milles de leurs limites.

Section II CHAMP D'APPLICATION

2. Salariés régis: La présente ordonnance régit les salariés auxquels s'applique la Loi du salaire minimum et leurs employeurs dans les établissements de commerce de détail de l'alimentation des régions I et II.

3. Salariés non régis: La présente ordonnance ne régit pas le conjoint de l'employeur et ses enfants.

4. Exclusions:

- 1) Les articles 6, 8 et 14 de la présente ordonnance ne s'appliquent pas:
 - a) aux salariés à qui la Commission a délivré un permis en vertu de l'article 15 de la Loi du salaire minimum;
 - b) aux étudiants qui travaillent au cours de l'année scolaire dans des établissements choisis par la direction d'un établissement scolaire et en vertu d'un programme d'initiation au travail approuvé par le ministre de l'éducation; et
 - c) aux patients non libérés d'hôpitaux lorsqu'ils sont placés, avec l'approbation des fonctionnaires du ministère des affaires sociales, chez des employeurs en vue de leur réadaptation dans la société.
- 2) L'article 15 ne s'applique pas aux gardiens.

Section III DISPOSITIONS GÉNÉRALES

5. Semaine normale: La semaine normale de travail des salariés régis par la présente ordonnance est de 40 heures.

Saint-Eustache, Dorion, Vaudreuil, Pointe-des-Cascades, the Indian Reservation, Verchères, Varennes, Boucherville, Longueuil, Saint-Lambert, Greenfield Park, Brossard, Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, Saint-Hubert, Saint-Bruneau, Chambly, Lemoine, La Prairie, Candiac, Châteauguay, Châteauguay-Centre, Saint-Isidore, Saint-Constant, Léry, Maple, Grovve, Beauharnois, Melocheville, Terbonne, Sainte-Thérèse, Sainte-Thérèse-Ouest, Mercier, Deux-Montagnes, Delson, Mascouche, Pincourt, Oka, Saint-Joseph-du-Lac, Pointe-Calumet and Sainte-Marthe-sur-le-Lac;

- (m) "Region II": the cities and towns of Chicoutimi, Chicoutimi-Nord, Saint-Jean-Eudes, Rivière-du-Moulin, Port-Alfred, Bagotville and the area within a ten-mile radius of their limits;

the cities and towns of Jonquière, Kénogami, Arvida and a five-mile radius of their limits.

Division II JURISDICTION

2. Employee governed: This ordinance governs employees subject to the Minimum Wage Act and their employers in all retail food trade establishments in Regions I and II.

3. Employees not governed: This Ordinance does not govern the employer's spouse and children.

4. Exclusions:

- (1) Sections 6, 8 and 14 of the present Ordinance do not apply to:
 - (a) employees to whom a permit has been issued by the Commission under section 15 of the Minimum Wage Act;
 - (b) students who, during the school year, work in establishments selected by school authorities in pursuance of an occupational training programme approved by the Minister of Education;
 - (c) patients not yet released from hospital but who, with the approval of the officers of the Social Affairs Department, have been placed in the employ of an employer for social rehabilitation purposes.
- (2) Section 15 does not apply to watchmen.

Division III GENERAL PROVISIONS

5. Standard workweek: The standard workweek of the employees governed by this Ordinance consists of 40 hours.

6. Période d'attente: Le salarié est réputé être à son travail lorsqu'il est à la disposition de son employeur et obligé d'attendre qu'on lui donne du travail.

7. Pause-café: Dans l'établissement où il y a pause-café, le salarié est réputé être à son travail durant cette pause.

8. Indemnité de présence: Le salarié qui se présente au lieu du travail à la demande de son employeur et qui travaille moins de 3 heures par jour, a droit à une indemnité égale à 3 heures de salaire au taux minimum, sauf s'il s'agit d'un étudiant qui travaille à temps partiel durant l'année scolaire.

9. Repos hebdomadaire: Tout salarié a droit à un repos hebdomadaire d'une durée minimale de 24 heures consécutives.

10. Retenue de salaire: Nulle retenue ne peut être faite sur le salaire minimum payable à un salarié, sauf celle imposée par une disposition législative, celle décrétée par ordre d'un tribunal et celle autorisée par décision de la Commission.

11. Uniforme: Lorsque le port d'un uniforme est obligatoire, aucune déduction ne doit être faite du salaire fixé par la présente ordonnance pour l'achat, l'usage ou l'entretien de cet uniforme.

12. Chambre et pension: Lorsqu'un salarié reçoit de son employeur la chambre et la pension ou l'une ou l'autre, il est interdit à l'employeur de déduire du salaire fixé par la présente ordonnance plus que les taux suivants:

pour un repas	\$ 0.75
pour la chambre par semaine	\$ 6.00
pour la chambre et la pension par semaine	\$21.00

13. Pourboire: Le pourboire est la propriété exclusive du salarié; l'employeur ne peut le retenir ni s'en servir comme partie du salaire à être versé, même avec le consentement du salarié.

Section IV

TAUX MAXIMA DE SALAIRE

14. Les salariés régis par la présente ordonnance ont droit aux taux horaires suivants:

À compter de la date de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle du Québec*:

	Région I	Région II
Boucher	\$ 2.35	\$ 2.10
Commis aux viandes	\$ 2.00	\$ 1.80
Caissier, commis	\$ 1.85	\$ 1.75
Autre salarié	\$ 1.75	\$ 1.70
Salarié âgé de moins de 18 ans	\$ 1.65	\$ 1.60

6. Waiting period: The employee is considered at his work when he is at his employer's disposal and obliged to wait for work to be given him.

7. Coffee-break: In an establishment where there is a coffee-break, the employee taking his coffee-break is deemed at work during the said break.

8. Call-in pay: The employee who reports in to work at his employer's request and who works less than 3 hours per day is entitled to 3 hours' wages at the minimum rate; however, this does not apply to students working part time during the school year.

9. Weekly rest period: Every employee is entitled to a weekly rest period of at least 24 consecutive hours.

10. Deductions from wages: No deduction may be made from the minimum wage payable to an employee, except those provided by a legislative provision, those decreed by a court order, and those authorized by a decision of the Commission.

11. Uniform: When the wearing of a uniform is compulsory, no deduction may be made from the wages set forth by this Ordinance for the purchase, use or upkeep of such uniform.

12. Room and board: When an employer provides his employee with room or board, or both, he may not deduct more than the following rates from the wages established by this ordinance:

One meal	\$ 0.75
Room, per week	\$ 6.00
Room and board, per week	\$ 21.00

13. Tips: Tips are the exclusive property of the employee. The employer may not withhold them, nor use them as part of the wages to be paid, even with the employee's consent.

Division IV

MINIMUM WAGE RATES

14. The employees governed by this Ordinance are entitled to the following hourly rates:

From the publication date of this Ordinance in the *Québec Official Gazette*:

	Region I	Region II
Butcher	\$ 2.35	\$ 2.10
Meat clerk	\$ 2.00	\$ 1.80
Cashier, clerk	\$ 1.85	\$ 1.75
Other employees	\$ 1.75	\$ 1.70
Employees under age 18	\$ 1.65	\$ 1.60

À compter du 1er mai 1973:

Boucher	\$ 2.45	\$ 2.20
Commis aux viandes	\$ 2.10	\$ 1.90
Caissier, commis	\$ 1.95	\$ 1.80
Autre salarié	\$ 1.80	\$ 1.75
Salarié âgé de moins de 18 ans	\$ 1.70	\$ 1.65

À compter du 1er novembre 1973:

Boucher	\$ 2.55	\$ 2.30
Commis aux viandes	\$ 2.20	\$ 2.00
Caissier, commis	\$ 2.05	\$ 1.90
Autre salarié	\$ 1.90	\$ 1.85
Salarié âgé de moins de 18 ans	\$ 1.80	\$ 1.75

À compter du 1er mai 1974:

Boucher	\$ 2.70	\$ 2.40
Commis aux viandes	\$ 2.30	\$ 2.10
Caissier, commis	\$ 2.15	\$ 2.00
Autre salarié	\$ 2.00	\$ 1.95
Salarié âgé de moins de 18 ans	\$ 1.90	\$ 1.85

À compter du 1er novembre 1974:

Boucher	\$ 2.85	\$ 2.55
Commis aux viandes	\$ 2.45	\$ 2.20
Caissier, commis	\$ 2.25	\$ 2.10
Autre salarié	\$ 2.10	\$ 2.05
Salarié âgé de moins de 18 ans	\$ 2.00	\$ 1.95

15. Heures supplémentaires: Lorsqu'un salarié doit travailler plus de 40 heures en une semaine, il a droit aux taux horaires majorés indiqués ci-dessous.

Cependant, si dans une semaine, le salarié bénéficie d'un jour chômé payé, il a droit aux taux majorés après 32 heures, ou après 36 heures s'il bénéficie d'un demi-jour chômé payé seulement.

À compter de la date de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle du Québec*:

	Région I	Région II
Boucher	\$ 3.53	\$ 3.15
Commis aux viandes	\$ 3.00	\$ 2.70
Caissier, commis	\$ 2.78	\$ 2.63
Autre salarié	\$ 2.63	\$ 2.55
Salarié âgé de moins de 18 ans	\$ 2.48	\$ 2.40

À compter du 1er mai 1973:

Boucher	\$ 3.68	\$ 3.30
Commis aux viandes	\$ 3.15	\$ 2.85
Caissier, commis	\$ 2.93	\$ 2.70
Autre salarié	\$ 2.70	\$ 2.63
Salarié âgé de moins de 18 ans	\$ 2.55	\$ 2.48

À compter du 1er novembre 1973:

Boucher	\$ 3.83	\$ 3.45
Commis aux viandes	\$ 3.30	\$ 3.00
Caissier, commis	\$ 3.08	\$ 2.85
Autre salarié	\$ 2.85	\$ 2.78
Salarié âgé de moins de 18 ans	\$ 2.70	\$ 2.63

From May 1, 1973:

Butcher	\$ 2.45	\$ 2.20
Meat clerk	\$ 2.10	\$ 1.90
Cashier, clerk	\$ 1.95	\$ 1.80
Other employees	\$ 1.80	\$ 1.75
Employees under age 18	\$ 1.70	\$ 1.65

From November 1, 1973:

Butcher	\$ 2.55	\$ 2.30
Meat clerk	\$ 2.20	\$ 2.00
Cashier, clerk	\$ 2.05	\$ 1.90
Other employees	\$ 1.90	\$ 1.85
Employees under age 18	\$ 1.80	\$ 1.75

From May 1, 1974:

Butcher	\$ 2.70	\$ 2.40
Meat clerk	\$ 2.30	\$ 2.10
Cashier, clerk	\$ 2.15	\$ 2.00
Other employees	\$ 2.00	\$ 1.95
Employees under age 18	\$ 1.90	\$ 1.85

From November 1, 1974:

Butcher	\$ 2.85	\$ 2.55
Meat clerk	\$ 2.45	\$ 2.20
Cashier, clerk	\$ 2.25	\$ 2.10
Other employees	\$ 2.10	\$ 2.05
Employees under age 18	\$ 2.00	\$ 1.95

15. Overtime: Any employee required to work more than 40 hours in any week is entitled to the overtime hourly rates specified hereinbelow.

However, if in any week the employee is entitled to a paid holiday, he shall receive overtime pay after 32 hours, or after 36 hours if he is entitled to only one-half (1/2) day's paid holiday.

From the date of the publication of this Ordinance in the *Québec Official Gazette*:

	Region I	Region II
Butcher	\$ 3.53	\$ 3.15
Meat clerk	\$ 3.00	\$ 2.70
Cashier, clerk	\$ 2.78	\$ 2.63
Other employees	\$ 2.63	\$ 2.55
Employees under age 18	\$ 2.48	\$ 2.40

From May 1, 1973:

Butcher	\$ 3.68	\$ 3.30
Meat clerk	\$ 3.15	\$ 2.85
Cashier, clerk	\$ 2.93	\$ 2.70
Other employees	\$ 2.70	\$ 2.63
Employees under age 18	\$ 2.55	\$ 2.48

From November 1, 1973:

Butcher	\$ 3.83	\$ 3.45
Meat clerk	\$ 3.30	\$ 3.00
Cashier, clerk	\$ 3.08	\$ 2.85
Other employees	\$ 2.85	\$ 2.78
Employees under age 18	\$ 2.70	\$ 2.63

À compter du 1er mai 1974:

Boucher	\$ 4.05	\$ 3.60
Commis aux viandes	\$ 3.45	\$ 3.15
Caissier, commis	\$ 3.23	\$ 3.00
Autre salarié	\$ 3.00	\$ 2.93
Salarié âgé de moins de 18 ans	\$ 2.85	\$ 2.78

À compter du 1er novembre 1974:

Boucher	\$ 4.28	\$ 3.83
Commis aux viandes	\$ 3.68	\$ 3.30
Caissier, commis	\$ 3.38	\$ 3.15
Autre salarié	\$ 3.15	\$ 3.08
Salarié âgé de moins de 18 ans	\$ 3.00	\$ 2.93

From May 1, 1974:

Butcher	\$ 4.05	\$ 3.60
Meat clerk	\$ 3.45	\$ 3.15
Cashier, clerk	\$ 3.23	\$ 3.00
Other employees	\$ 3.00	\$ 2.93
Employees under age 18	\$ 2.85	\$ 2.78

From November 1, 1974:

Butcher	\$ 4.28	\$ 3.83
Meat clerk	\$ 3.68	\$ 3.30
Cashier, clerk	\$ 3.38	\$ 3.15
Other employees	\$ 3.15	\$ 3.08
Employees under age 18	\$ 3.00	\$ 2.93

Section V

JOURS CHÔMÉS ET CONGÉS PAYÉS

16. Droit aux jours chômés et payés: Les jours suivants sont des jours chômés et payés:

- le 1er janvier;
- le 2 janvier, avant 13 h;
- le lendemain du jour de Pâques;
- le 24 juin, ou le 25 juin si le 24 tombe un dimanche;
- le 1er juillet, ou le 2 juillet si le 1er tombe un dimanche;
- le premier lundi de septembre;
- le deuxième lundi d'octobre;
- le 25 décembre; et
- le 26 décembre, avant 13 h.

Cependant, si un salarié doit travailler l'un des jours chômés indiqués ci-dessus, ou si l'un de ces jours coïncide avec la journée de congé prévue d'un salarié, celui-ci a droit à un congé compensateur dans les 3 semaines précédant ou suivant ce jour chômé.

Pour bénéficier d'un jour chômé, le salarié doit être présent le jour ouvrable précédent et celui suivant ce jour chômé, sauf s'il est absent du consentement de l'employeur.

17. Indemnité de jours chômés et payés: Le salarié a droit à une indemnité égale à .004 du salaire gagné durant l'année de référence pour chaque jour chômé, ou à .002 pour chaque demi-jour chômé, ou au salaire qu'il aurait normalement reçu s'il avait travaillé cette journée.

18. Date du paiement: Le salarié doit recevoir l'indemnité afférente à un jour chômé et payé en même temps que la paye pour la période qui renferme ce jour chômé.

19. Droit aux congés payés: Tout salarié régi par la présente ordonnance a droit:

- a) pour un an de service continu chez le même employeur pendant l'année de référence, à un congé payé continu d'une durée minimale de 2 semaines;

Division V

PAID HOLIDAYS AND VACATION WITH PAY

16. Entitlement to paid holidays: The following days shall be paid holidays:

- January 1st;
- January 2nd, until 1:00 p.m.;
- The day after Easter;
- June 24th, or June 25th if the 24th falls on a Sunday;
- July 1st, or July 2nd if the 1st falls on a Sunday;
- The first Monday of September;
- The second Monday of October;
- December 25th;
- December 26th, until 1:00 p.m.

However, if any employee is required to work on any of the above-mentioned paid holidays, or if any of the said paid holidays falls on the said employee's scheduled day off, that employee is entitled to take a compensatory day off within the 3 weeks which precede or follow the said paid holiday.

To be entitled to a paid holiday, the employee must be present on the working day immediately before and on the one immediately after the paid holiday, except when the employer has agreed to his absence.

17. Paid holiday allowance: The employee is entitled to an allowance equal to .004 of his earnings during the qualifying year for each paid holiday, or to .002 for each one-half day's paid holiday, or to the wages he would have ordinarily received if he had worked on that day.

18. Date of payment: The employee shall receive the allowance for any paid holiday at the same time as he receives his pay for the period comprising the said paid holiday.

19. Entitlement to vacation with pay: Every employee governed by this Ordinance is entitled:

- (a) for one year's continuous service with the same employer during the qualifying year, to at least 2 week's continuous vacation with pay;

- b) pour 10 ans de service continu chez le même employeur, à un congé payé d'une durée minimale de 3 semaines dont 2 semaines continues;
- c) s'il a moins d'un an de service continu chez le même employeur pendant une année de référence, à un congé payé continu dont la durée est déterminée à raison d'un jour par mois de travail sans que la durée totale du congé exigible excède 2 semaines.

20. Indemnité de congé: Le salarié a droit pour son congé à un indemnité égale à 4% du salaire gagné durant la période de référence.

Le salarié qui a plus de 10 ans de service continu chez le même employeur, a droit à une indemnité égale à 6% du salaire gagné durant la période de référence.

Cependant, le salarié engagé et payé à la semaine ou pour une plus longue période et dont le salaire n'est pas en fonction du nombre d'heures effectuées, a droit au salaire qu'il aurait reçu s'il avait travaillé durant ses congés payés.

21. Date du paiement: Au moment de son départ en vacances, le salarié doit recevoir en un seul versement l'indemnité afférente à la période de congé.

22. Période des congés: Chaque congé doit être pris dans les 12 mois qui suivent la fin de l'année de référence.

23. Fractionnement du congé: Un employeur peut fractionner le congé de son salarié en 2 périodes d'une semaine chacune si l'intéressé en fait la demande. Le congé qui ne dépasse pas une semaine ne peut être fractionné.

24. Préavis: Le salarié a le droit de connaître au moins 16 jours à l'avance, la période de son congé.

25. Indemnité compensatrice de congé: Le salarié doit recevoir lors de la résiliation de son contrat de travail une indemnité compensatrice de congé égale:

- a) au montant qui lui est dû en vertu de l'article 20, s'il n'a pu bénéficier du congé auquel il avait droit en vertu de l'article 19.
- b) i) à 4% du salaire gagné depuis la fin de l'année de référence précédant la date de son départ s'il s'agit d'un salarié visé au premier alinéa de l'article 20;
- ii) à 6% du salaire gagné depuis la fin de l'année de référence précédant la date de son départ s'il s'agit d'un salarié visé au deuxième alinéa de l'article 20.

Section VI

DISPOSITIONS DIVERSES

26. Modalités et périodicité du paiement: Le salaire doit être versé en espèces sous enveloppe scellée ou par chèque à intervalles réguliers d'au plus 16 jours.

(b) for 10 years' continuous service with the same employer, to at least 3 weeks' vacation with pay, two weeks of which to be continuous;

(c) if he has less than one year's continuous service with the same employer during a qualifying year, to a continuous vacation with pay of one day's duration for each month worked, the total duration of the vacation exigible not to exceed 2 weeks.

20. Vacation allowance: For his vacation, the employee is entitled to an allowance equal to 4% of his earnings for the qualifying period.

The employee who has more than 10 years' continuous service with the same employer is entitled to an allowance equal to 6% of his earnings for the qualifying period.

However, the employee hired and paid by the week or for a longer period, and whose salary is not calculated in terms of the number of hours worked, is entitled to the wages he would have received if he had worked during his vacation with pay.

21. Date of payment: When he leaves on vacation, the employee must receive, in a single payment, the allowance attaching to the vacation period.

22. Vacation period: Each vacation must be taken within the 12 months which follow the end of the qualifying year.

23. Splitting of vacation: The employer may divide his employee's vacation into 2 periods of one week each, if the employee so requests. Vacations that do not last longer than one week may not be divided.

24. Previous notice: The employee is entitled to know the period of his vacation at least 16 days in advance.

25. Compensatory vacation allowance: Upon termination of his labour contract, the employee shall receive a compensatory vacation allowance equal to:

- (a) the amount due to him under section 20, if he has been unable to take the vacation to which he was entitled under section 19.
- (b) (i) 4% of his earnings since the end of the qualifying year preceding the date of his departure, if he is an employee contemplated in the first paragraph of section 20.
- (ii) 6% of his earnings since the end of the qualifying year preceding the date of his departure, if he is an employee contemplated in the second paragraph of section 20.

Division VI

MISCELLANEOUS PROVISIONS

26. Methods and frequency of payment: Wages shall be paid in cash in a sealed envelope or by cheque at regular intervals not exceeding 16 days.

Avant d'adopter un autre mode de paiement, tout employeur doit obtenir de la Commission une autorisation à cet effet.

Tout employeur doit remettre au salarié, avec sa paie, un bulletin contenant les mentions suivantes:

- a) les nom et prénoms du salarié;
- b) la période de paie;
- c) le nombre d'heures de travail;
- d) le nombre d'heures supplémentaires;
- e) le taux de salaire;
- f) l'indemnité de congés payés;
- g) l'indemnité de jours chômés et payés;
- h) le montant brut du salaire;
- i) le montant des déductions opérées;
- j) le montant net versé.

27. Système d'enregistrement du travail: Tout employeur doit tenir un système d'enregistrement où sont indiqués à l'encre, au crayon indélébile, par impression ou par perforation, pour chaque période de travail et pour chacun de ses salariés les mentions suivantes:

- a) les nom, prénoms, adresse et numéro d'assurance sociale et la date de naissance du salarié s'il est âgé de moins de 18 ans;
- b) la fonction occupée;
- c) la date d'entrée au service de l'employeur;
- d) la période de paie;
- e) le nombre d'heures de travail;
- f) le nombre d'heures de travail par jour;
- g) les heures supplémentaires;
- h) le taux de salaire;
- i) le salaire brut;
- j) les déductions opérées;
- k) le montant net versé au salarié;
- l) la date du paiement et le montant de l'indemnité touchée par le salarié pour la durée de ses congés payés;
- m) la durée des congés payés;
- n) la date du départ en vacances;
- o) la date du paiement et le montant de l'indemnité touchée par le salarié pour la durée de ses jours chômés et payés;
- p) la date où le salarié a bénéficié du jour chômé;
- q) l'année de référence;
- r) tous les autres renseignements exigés par ordonnances ou règlement de la Commission.

Before adopting any other method of payment, the employer must first obtain the Commission's permission to do so.

The employer shall give the employee, together with his wages, a pay statement listing:

- (a) the employee's family name and given names;
- (b) the pay period;
- (c) the number of hours worked;
- (d) the number of overtime hours worked;
- (e) the wage rate;
- (f) the vacation with pay allowance;
- (g) the paid holiday allowance;
- (h) the gross amount of wages;
- (i) the amount of the deductions made;
- (j) the net amount paid.

27. Work record: For each work period and for each of his employees, the employer shall keep a record in which shall be recorded, either in ink or with an indelible pencil or in print or with perforations, each of the following particulars:

- (a) the employee's family name, given names, address and social insurance number, and his date of birth if he is under 18 years of age;
- (b) his occupation;
- (c) the date on which he entered into the employer's service;
- (d) the day period;
- (e) the number of hours he worked;
- (f) the number of hours he worked per day;
- (g) the number of overtime hours he worked;
- (h) his wage rate;
- (i) his gross wages;
- (j) the deductions made;
- (k) the net amount paid to the said employee;
- (l) the date of payment and amount of the allowance given to the employee for the duration of his vacation with pay;
- (m) the duration of his vacation with pay;
- (n) the date of his departure on vacation;
- (o) the date of payment and amount of the allowance given to the employee for the duration of his paid holidays;
- (p) the date on which the employee took the paid holiday;
- (q) the qualifying year;
- (r) all other information required by ordinance or regulation of the Commission.

28. Tenue et conservation du système d'enregistrement: Tout employeur doit conserver un système d'enregistrement à son établissement au Québec.

Dans le cas de multiples établissements, il doit y avoir un système d'enregistrement pour chaque établissement.

Cependant, lorsque le traitement de la paie se fait au bureau principal de l'employeur ou par mécanographie, la Commission peut accorder par résolution une dérogation et en fixer elle-même les modalités.

Le système d'enregistrement pour une année doit être conservé durant une période de 3 ans.

29. Rapport écrit: Tout employeur doit transmettre à la Commission, sur demande, un rapport écrit donnant les renseignements qui doivent être consignés au système d'enregistrement.

30. Affichage: Tout employeur doit afficher en permanence dans un endroit bien à la vue des salariés, tous règlements, résolutions, ordonnances ou documents qui lui sont transmis à cette fin par la Commission.

31. Entrée en vigueur: L'ordonnance entre en vigueur conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q. 1964, ch. 144).

41-o

28. Keeping and conserving of records: Every employer shall keep records in his establishment in Québec.

When the employer operates several establishments, he must keep a separate record in each establishment.

However, when the payroll is prepared at the employer's head office or by computer, the Commission may grant an exemption on conditions which it determines by resolution.

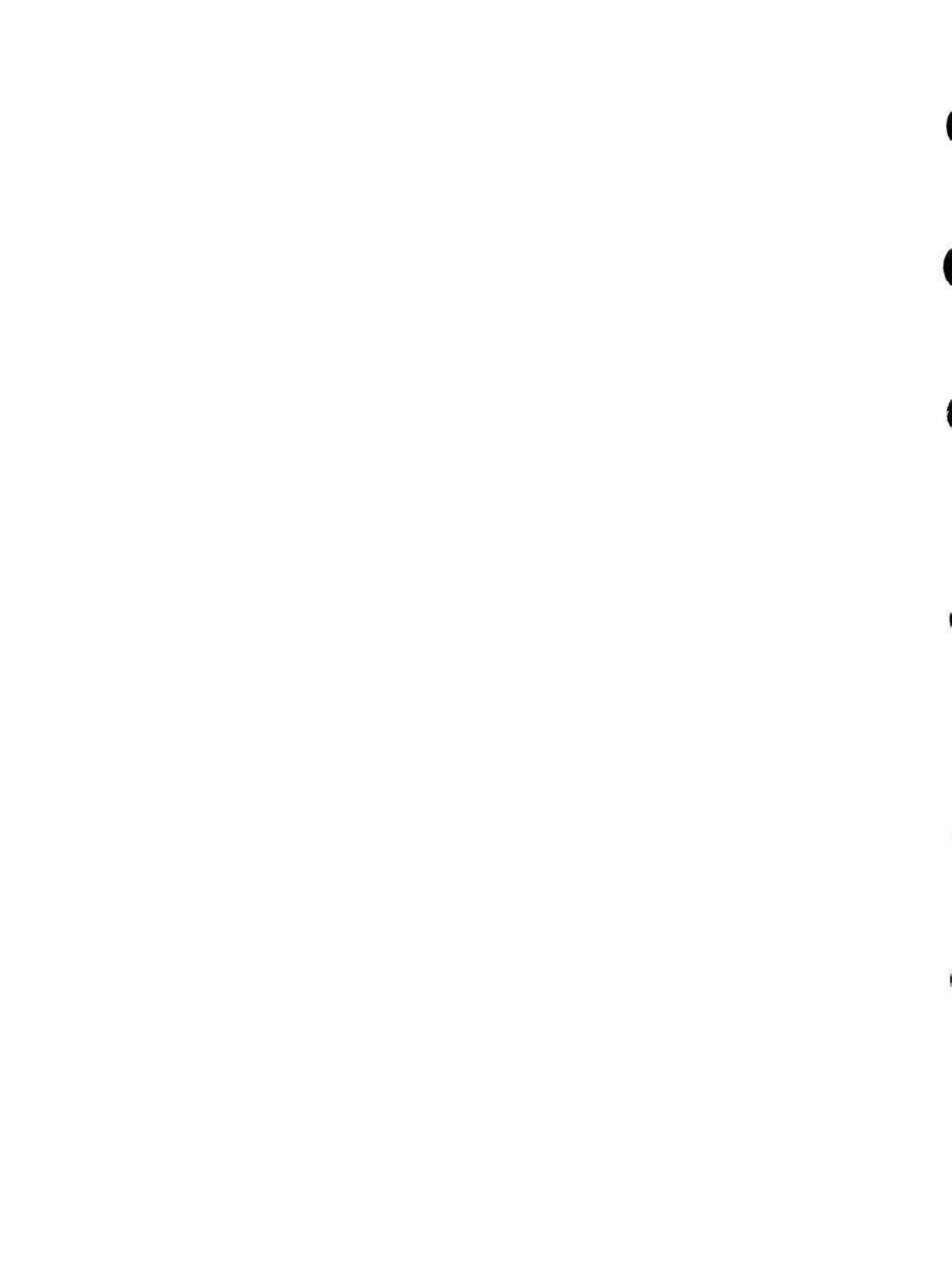
The records covering any given year must be kept for a 3 year period.

29. Written report: Every employer must, upon request, furnish the Commission with a written report containing the particulars to be kept on record.

30. Posting: Every employer must post and keep posted in a conspicuous place, and plainly visible to his employees, all regulations, resolutions, ordinances or documents given to him for that purpose by the Commission.

31. Effective date: This Ordinance shall come into force in accordance with the Minimum Wage Act (R.S.Q. 1964, ch. 144).

41-o



Projet de règlement

Regulation draft

LOI DES DÉCRETS
DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q. 1964, ch. 143 et am)COLLECTIVE AGREEMENT
DECREE ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 143)Garage—Rimouski
*Projet de modification*Garage — Rimouski
Amendment Draft

Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre, monsieur Jean Cournoyer, donne avis par les présentes conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de l'automobile de la région de Rimouski, rendue obligatoire par le décret 720 du 24 février 1970, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

Pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), Mr. Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective agreement respecting the Automobile Industry in the Rimouski region, rendered obligatory by Decree 720 of February 24, 1970 have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision, the following amendments to the said decree:

Remplacer les articles 1 à 13 inclusivement par les suivants:

Sections 1 to 13 inclusively, shall be replaced by the following:

Section I

Division I

DÉFINITIONS

DEFINITIONS

1.01 Aux fins du présent décret, les mots et termes suivants signifient:

1.01 For the purposes of this decree, the following words and terms mean:

- a) « apprenti »: toute personne qui apprend l'un des métiers de l'industrie de l'automobile régis par le décret;
- b) « artisan »: toute personne faisant seule ou en société un travail régi par le décret pour son propre bénéfice. Il désigne aussi tout employeur ou employeur professionnel lorsqu'il fait pareil travail. Toute personne considérée comme artisan doit posséder un certificat de compétence pour le métier exercé dans son établissement et subir, s'il y a lieu, les examens requis à cette fin par le comité paritaire;
- c) « atelier de mécanique »: tout établissement où l'on remet en état, répare, règle ou travaille des moteurs et diverses autres parties ou pièces de véhicules à moteur sans en faire le montage sur le véhicule même;
- d) « commissionnaire »: tout salarié dont le principal travail est de faire la livraison ou le transport des pièces ou accessoires avec un véhicule à moteur dont il a la charge, et aide les employés du département des pièces dans le but seulement d'apprendre le métier;
- e) « compagnon »: tout salarié qui a terminé l'apprentissage de l'un des métiers régis par le décret et qui possède la compétence requise pour le pratiquer. Toutefois, pour avoir droit aux conditions de travail et au salaire stipulés au décret, il faut qu'il accomplisse à temps plein ou à temps partiel une partie du travail correspondant à son métier dans un établissement assujéti;

- (a) "apprentice": anyone learning one of the automobile industry trades governed by this decree;
- (b) "artisan": any person who, alone or in partnership, carries out work governed by the decree for his own profit. It also means any employer or professional employer when he carries out similar work. Any person who is considered an artisan shall have a competency certificate for the plying of a trade in his establishment and, if necessary, go through the examinations required for this purpose by the parity committee;
- (c) "machine shop": any establishment where engines and different parts or pieces of motor vehicles are reconditioned, repaired, adjusted or worked upon without assembling them on the vehicle;
- (d) "messenger": any employee whose work consists mainly in delivering and transporting parts or accessories by a motor vehicle in his charge; he also helps employees in the parts department for the sole purpose of learning the trade;
- (e) "journeyman": anyone who has completed his apprenticeship in any of the trades governed by the decree and who has the required competency to ply his trade. However, to be granted the working conditions and wages stipulated in the decree, he must carry out part of the work related to his trade, on a full or part-time basis in a governed establishment;

- f)** «débit d'essence»: tout établissement fixe ou mobile où l'on fait exclusivement la vente d'essence ou de lubrifiant pour l'usage des véhicules à moteur que cet établissement soit exploité par un propriétaire, un locataire ou toute personne travaillant à commission sur les ventes comme établissement principal ou comme annexe d'un établissement principal;
- g)** «employeur»: toute personne, société, firme ou corporation, qui fait exécuter un travail par un salarié faisant l'objet du présent décret;
- h)** «garage»: tout endroit où l'on fait tout travail et tout commerce qui se rapporte aux véhicules à moteur ou à l'une de leurs pièces, et en particulier tout endroit où l'on remise, modifie, répare ou démonte lesdits véhicules;
- i)** «homme de service» ou «préposé au service»: tout salarié qui vend de l'essence ou des lubrifiants, graisse, lave et conduit des véhicules à moteur, fait le nettoyage ou le chauffage de l'établissement, change ou répare les chambres à air ou les pneus, change les accumulateurs, la courroie de ventilateur ou de dynamo, les boyaux, les essuie-glace, les phares, les filtres, et autres pièces semblables. Il fait aussi la vente de ces mêmes pièces, fait les services d'urgence, de dépannage ou de remorquage, et fait aussi l'entretien du terrain, va reconduire ou chercher toute personne avec un véhicule à moteur;
- j)** «mécanicien de véhicules légers»: tout salarié qui est affecté à l'entretien et à la réparation des motocyclettes, des motoneiges, des maisons mobiles;
- k)** «pompeur»: tout salarié qui vend de l'essence, des lubrifiants ou en ajoute aux véhicules à moteur, lave lesdits véhicules, les graisse et fait la réparation des pneus mais ne doit pas exécuter le travail généralement fait dans un garage;
- l)** «préposé aux pièces de rechange»: tout commis vendeur de pièces et d'accessoires de véhicule à moteur qui travaille à l'intérieur de l'établissement, le commis à la réception, à l'expédition et à la classification de la marchandise, le commis aux registres, à l'inventaire ou à la correspondance du rayon des pièces ou accessoires, dans un établissement assujéti au décret. Cependant, un salarié affecté aux registres, à l'inventaire ou à la correspondance du service des pièces, et qui ne manipule aucune de ces pièces, soit pour les placer dans les rayons, soit pour les servir à la clientèle ou aux autres salariés du garage, n'est pas assujéti à ce décret;
- m)** «salarié»: tout apprenti, ouvrier qualifié ou compagnon, tout manoeuvre ou ouvrier non qualifié, artisan ou employé qui travaille seul, en équipe ou en société;
- n)** «station-service»: tout endroit où l'on fait la vente de l'essence, de lubrifiant, de l'antigel, le graissage, le
- (f)** "gasoline station": any mobile or stationary establishment where exclusively motor vehicle gasolines or lubricants are sold; the said establishment shall be operated by an owner, a tenant or any other person working on commission on sales, as the main establishment or as an annex of the main establishment;
- (g)** "employer": any person, company, firm or corporation that has an employee perform work covered by this decree;
- (h)** "garage": any place where any work or trade related to motor vehicles or parts is performed, especially any place where the said vehicles are reconditioned, altered, repaired or disassembled;
- (i)** "serviceman" or "service attendant": any employee who sells gasoline or lubricants, lubricates, washes and drives motor vehicles, cleans or heats the establishment, changes or repairs tubeless tires, changes batteries, the ventilator or the dynamo belt, the pipes, windshield wipers, head-lights, filters and other similar parts. He also sells the said parts, performs the emergency jobs, including road repairs or towing; he also sees to the maintenance of the yard, and drives back any person;
- (j)** "light weight vehicle mechanic": any employee who does the maintenance and the repairs on motorcycles, snowmobiles, and mobile houses;
- (k)** "pump attendant": any employee who sells gasoline and lubricants; adds gasoline and lubricants to motor vehicles; washes and lubricates the said vehicles; repairs tires but may not perform any work usually done in a garage;
- (l)** "parts man": any clerk, selling motor vehicle parts and accessories, who works inside the establishment; the receiving, shipping and classifying clerk; record, stock-keeping or parts department correspondence clerk, in an establishment governed by the decree. However, any employee assigned to records, stock-keeping or parts department correspondence who does not handle any parts, either to place them on the shelves or to hand them to customers or other garage employees, is not governed by this decree;
- (m)** "employee": any apprentice, skilled workman or journeyman, labourer or unskilled workman, artisan or employee who works alone, in a crew or in partnership;
- (n)** "service station": any place where gasoline lubricants and anti-freeze are sold; where greasing, washing and

lavage, le montage et la réparation de pneus, les changements de courroie du ventilateur et de la dynamo, d'accumulateur, des essuie-glace, de boyaux, des phares des filtres et d'autres pièces semblables secondaires ainsi que la vente de ces mêmes pièces et où l'on fait aussi le service de dépannage ou remorquage de véhicules à moteur;

- o) «terrain de démolition»: tout endroit où les véhicules à moteur ou certaines de leurs pièces sont démontés pour être emmagasinés ou réparés ou vendus comme ferraille ou pour être utilisés sur d'autres véhicules à moteur;
- p) «terrain de stationnement»: tout endroit réservé au stationnement et au remisage de véhicules à moteur. Toutefois, les établissements qui ne donnent aucun service sur les véhicules à moteur sont exclus;
- q) «vulcanisateur» ou «rechapeur»: tout salarié dont le principal travail est de vulcaniser ou de réparer les pneus, en tout ou en partie, dans un atelier de vulcanisation ou autre;
- r) «véhicule à moteur»: tout véhicule ou toute machine mue par une force autre que la force musculaire et adaptée soit à la traction, soit au transport des personnes ou des choses. Sans restreindre la portée générale de cette définition, ce terme comprend particulièrement en outre, de tout véhicule qui circule sur les chemins publics, la grue mécanique, le tracteur et tout type motorisé de machinerie industrielle ou agricole.

tire assembly and repairs are done; and dynamo belts, batteries, windshield wipers, pipes, head-lights, filters and other similar secondary parts are changed, it is also a place where the said parts are sold and where road repairs or the towing of motor vehicles is performed;

- (o) "scrap yard": any place where motor vehicles or certain parts are disassembled to be stored or repaired or sold as scrap or to be used for other motor vehicles;
- (p) "parking lot": any place reserved for the parking and storing of motor vehicles. However, places which do not give any services for motor vehicles are excluded;
- (q) "vulcanizer" or "retreader": any employee whose work consists mainly in vulcanizing or repairing tires, in whole or in part in a vulcanizing shop or other shop;
- (r) "motor vehicle": any vehicle or any machine moved by a force other than muscular force and that is adapted either to traction or to the transportation of persons or things. Without limiting the general significance of this definition, it also means, particularly any vehicle that circulates on public highways, mechanical cranes, tractors and any industrial or agricultural motorised machinery.

Section II

CHAMPS D'APPLICATION

2.01 Champ d'application professionnel: Sont assujettis à ce décret, tous les employeurs professionnels, les artisans et les salariés des garages, des débits d'essence, des stations-service, terrains de stationnement ou de démolition, ateliers de mécanique ou des établissements où l'on fait la vente de parties ou d'accessoires d'automobile et de motoneige, l'équipement industriel et agricole.

2.02 Est également assujetti tout établissement qui fait de la mécanique automobile telle que débossage, peinture, réparation, ajustement, entretien ou reconditionnement des véhicules à moteur.

2.03 Exemptions: Ce décret ne s'applique pas aux établissements industriels exploitant de façon accessoire un garage, un atelier de mécanique, une station-service ou un débit d'essence en autant qu'ils limitent exclusivement leurs services à leurs propres besoins et qu'ils n'accomplissent aucun travail pour la clientèle publique.

2.04 Champ d'application territorial: Le champ d'application territorial du décret comprend la ville de Rimouski et un rayon de 8 milles à l'extérieur de ses limites.

Division II

JURIDICTION

2.01 Industrial jurisdiction: All professional employers, artisans and employees in garages, gasoline stations, service stations, parking lots, scrap yards, machine shops or establishments where automobile and snowmobile accessories or parts, industrial and agricultural equipment are sold.

2.02 Every establishment doing mechanical work such as body work, painting, tune-ups, maintenance or reconditioning of motor vehicles.

2.03 Exceptions: This decree does not apply to industrial establishments operating a garage, machine shop, service station or gasoline station as an accessory thereto, provided that services be restricted to their own needs and that no work be done for public customers.

2.04 Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of this decree encompasses the city of Rimouski and a radius of 8 miles outside its limits.

Section III

HEURES DE TRAVAIL

3.01 Pour tous les salariés, sauf pour les salariés des stations-service et débits d'essence, la semaine de travail régulière sera de 45 heures. Le 1er août 1974, la semaine de travail sera réduite à 42½ heures.

3.02 Les heures régulières de travail seront de 8 h à 18 h, du lundi au vendredi inclusivement et le temps normal de repas sera entre 12 h et 13 h. Cependant, pour les commis aux pièces, ils auront une heure pour dîner entre 11 h 30 et 13 h 30. Au 1er août 1974, les heures de travail seront de 8 h à 17 h 30 pour tous les salariés. Les salariés auront une heure pour dîner entre 12 h et 13 h. Pour les commis aux pièces, ils auront une heure pour dîner entre 11 h 30 et 13 h 30.

3.03 Pour les préposés aux stations-service et débits d'essence, la semaine régulière de travail sera de 45 heures réparties suivant les besoins de l'entreprise, mais entre 7 h et 23 h, du lundi au samedi inclusivement, avec un maximum de 9 heures dans une même journée. Cependant, la cédule de travail des salariés des stations-service et des débits d'essence devra être agencée de façon telle que chaque salarié ait 2 jours de congé consécutifs par semaine. Une heure sera allouée au salarié pour chaque repas. Il est entendu que l'un des 2 jours de congé coïncidera avec un samedi ou un dimanche.

3.04 Avantages supérieurs au décret: Tout salarié qui bénéficie de taux de salaire ou de conditions de travail supérieurs à ceux prévus au décret ne verra pas ses avantages diminués ou enlevés au moment de l'entrée en vigueur du décret ou pendant sa durée.

3.05 Il est interdit, en convenant d'un salaire plus élevé que celui fixé dans le présent décret de stipuler que le supplément peut servir à acquitter tout montant dû par l'employeur pour du travail supplémentaire.

3.06 Le pourboire est la propriété du salarié. L'employeur ne peut le retenir ou s'en servir même avec le consentement du salarié, comme partie du salaire. L'employeur ne peut non plus congédier ou suspendre un salarié qui accepte un pourboire.

Section IV

TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRE

4.01 1) Tout travail supplémentaire en dehors des heures régulières de travail sera rémunéré au taux régulier majoré de 50%, sauf les 15 premières minutes, ce après quoi, le temps supplémentaire s'appliquera.

Division III

HOURS OF WORK

3.01 For all employees, except for service stations and gasoline station employees, the standard workweek shall consist of 45 hours. On August 1, 1974, the workweek shall be reduced to 42½ hours.

3.02 The standard working hours shall be from 8:00 hours to 18:00 hours from Monday through Friday inclusively and the standard mealtime shall be from 12:00 noon to 13:00 hours. However, the parts men shall have one hour for lunch between 11:30 hours and 13:00 hours. On August 1, 1974, the working hours shall be from 8:00 hours to 17:30 hours for all employees. The employees shall have one hour for lunch between 12:00 noon and 13:00 hours. Parts men shall have one hour for lunch between 11:30 and 13:30 hours.

3.03 For service station and gasoline station attendants, the standard workweek shall consist of 45 hours, scheduled from 7:00 hours to 23:00 hours, Monday through Saturday inclusively, according to the needs of the enterprise without exceeding 9:00 hours a day. However, the service station and gasoline station employees' work schedule shall be so arranged that each employee shall have 2 consecutive days' vacation a week. The employee shall be granted one hour for each meal. It is understood that one of the 2 vacation days shall coincide with a Saturday or a Sunday.

3.04 Conditions superior to the decree: Any employee who enjoys wage rates or employment conditions superior to those provided for in the decree shall not have these conditions diminished or taken away at the moment of the coming into force of the decree or during its duration.

3.05 It is forbidden to make any agreement for higher wage rates than those provided for in this decree in order to compensate for overtime.

3.06 Tips belong to the employee. Even with the employee's consent, no employer may keep or use them as a portion of the wages. No employer may dismiss or lay off an employee who accepts tips.

Division IV

OVERTIME

4.01 (1) Time and one half shall be paid for all work performed outside the standard working hours, except the first 15 minutes, after which overtime shall apply.

2) Le taux double sera payé pour tout travail excédant 4 heures de temps supplémentaire. Ce taux double s'appliquera tant et aussi longtemps qu'un tel salarié n'aura pas eu 8 heures consécutives de repos.

4.02 Répartition du temps supplémentaire: Le temps supplémentaire est volontaire. Par contre, les salariés devront donner leur collaboration. Dans la mesure du possible, il doit être offert équitablement à tous les salariés capables de faire la catégorie de travail dont il s'agit.

Si un travail doit être poursuivi en dehors des heures régulières, il devra être offert en priorité aux salariés qui l'ont déjà commencé.

4.03 1) Cependant, le travail exécuté de minuit à 8 h, du lundi au samedi inclusivement, doit être rémunéré à raison du salaire double, ainsi que de midi à minuit le samedi.

2) Nonobstant le paragraphe 1, l'employeur pourra convenir d'un travail à temps et demi avec ses employés, de midi à 17 h, le samedi, pour la réparation d'articles de sport.

3) Un salarié qui serait obligé de rentrer au travail sur demande de l'employeur sans avoir reçu 8 heures de repos entre 2 périodes de travail sera payé à taux double pour la période complétant son 8 heures de repos.

4) Tout travail supplémentaire exécuté le dimanche et les jours de fêtes chômés sera rémunéré au taux double pour le temps durant lequel il aura travaillé.

4.04 Stations-service: Dans les stations-service et les débits d'essence, tout travail exécuté en dehors et en plus des heures mentionnées devra être rémunéré à raison de salaire et demi.

4.05 Un salarié rappelé par l'employeur pour exécuter du travail après les heures normales de travail ne devra exécuter que tel travail et être assuré d'un minimum de 2 heures de paie au taux régulier, plus une allocation de \$3.00.

Pour les commis aux pièces, l'allocation de déplacement sera de \$3.00. Le salarié devra être payé pour le temps fait au taux régulier. Cependant, le salarié devra produire une facture signée ou non sur laquelle le \$3.00 sera chargé.

Section V

JOUR CHÔMÉS ET PAYÉS

5.01 Les jours suivants sont reconnus comme congés statutaires, s'ils coïncident avec un jour ouvrable: l'après-midi de la veille du jour de l'An, le jour de l'An, le lundi de Pâques, la Saint-Jean-Baptiste, l'après-midi de la veille de Noël, le jour de Noël, le 26 décembre, l'Action de Grâce, la Confédération, la fête du Travail, le 2 janvier.

(2) Double time shall be paid for all work exceeding 4 hours of overtime. The said double time shall apply as long as such employee shall not have had a rest period of 8 consecutive hours.

4.02 Division of overtime: Overtime is done voluntarily. However, the employees must collaborate. As far as possible, it must be offered fairly to all employees capable of doing the category of work in question.

Employees who have already started work which must be continued after standard hours, shall have priority in being chosen to perform the said work.

4.03 (1) However, double time shall be paid for hours worked from midnight to 8:00 hours, from Monday through Saturday inclusively, and between 12:00 noon to midnight on Saturday.

(2) Notwithstanding subsection 1, the employer shall be entitled to make an agreement with his employees to pay time and one half, on Saturday, from noon to 17:00 hours, for the repair of sporting goods.

(3) Whenever an employee is called back to work by his employer without having been able to take an 8-hour rest period between two work periods, he shall be paid double time for that portion of his 8-hour rest period that he was unable to take.

(4) Double time shall be paid for all hours worked on Sunday and general holidays.

4.04 Service stations: In service stations and gasoline stations, time and one half shall be paid for all work performed over and above the standard working hours herein mentioned.

4.05 Whenever an employee is called in by his employer to perform work after the standard hours, he shall perform the said work only, and shall be assured of a minimum of 2 hours pay at the regular rate plus a \$3 allowance.

Parts men shall be paid \$3 for travelling expenses. The employee shall be paid at the regular rate for time worked. However, the employee shall produce a signed or unsigned bill on which the \$3 shall be charged.

Division V

HOLIDAYS WITH PAY

5.01 The following days are recognized as statutory holidays, if they fall on a working day: the afternoon of December 31, New Year's Day, Easter Monday, St. John the Baptist Day, the afternoon of December 24, Christmas Day, December 26, Thanksgiving Day, Canada Day, Labour Day, January 2.

5.02 Il est convenu que chaque salarié aura droit à son nombre d'heures normales de travail, multiplié par son taux horaire régulier à chacun des congés précités, pourvu qu'il ait rempli les conditions suivantes:

- a) avoir travaillé son jour de travail ou fraction de jour précédant le congé statutaire et son jour de travail qui suit le congé statutaire sauf si son absence pendant l'un ou l'autre jour a été autorisée ou approuvée par l'employeur. Cependant, pour l'après-midi de la veille de Noël et du jour de l'An, si ces 2 fêtes coïncident avec un jour ouvrable, les salariés devront travailler l'avant-midi;
- b) avoir été à l'emploi de l'employeur pour une période de 30 jours précédant ce congé.

Le salarié absent pour une période de 30 jours ouvrables et plus précédant la fête, ne sera pas sujet au paiement de cette fête.

5.03 Les salariés qui seront requis de travailler lors d'un congé statutaire et, si à la propre demande du salarié, il n'aura pas reçu de congé de durée égale au lieu de ce congé statutaire, lui sera payé le nombre d'heures normales multiplié par leur taux horaire régulier. De plus, il leur sera payé taux double pour toutes les heures effectivement travaillées lors de ce congé.

5.04 Si un congé statutaire survient durant la période de vacances d'un salarié, il aura le choix entre:

- a) recevoir une journée de paie additionnelle au lieu de ce congé statutaire; ou
- b) recevoir une journée additionnelle de vacances avec paie.

5.05 Un salarié qui prendra le deuxième choix devra l'indiquer à son employeur au moment où il sera avisé de sa période de vacances.

5.06 1) Un congé statutaire qui écherra un mardi, un mercredi ou un jeudi, pourra être reporté au lundi ou au vendredi après entente entre les parties.

- 2) Si un des jours fériés mentionnés à l'article 5.01 est substitué par ordonnance, soit d'ordre fédéral, soit d'ordre provincial ou municipal, il sera reporté au jour mentionné dans l'ordonnance.

Section VI

CONGÉS ANNUELS PAYÉS

6.01 1) Moins d'un an de service: Tout salarié qui, au 1er mai de l'année, aura moins d'un an de service continu, bénéficiera à titre de congés annuels, d'un congé d'une durée minimale équivalente à autant de journées qu'il a de mois de service continu dans les 12 mois précédant le 1er mai mais n'excédant pas 2 semaines de calendrier, Ordonnance No 3.

5.02 It is understood that every employee shall be entitled to his standard working hours, multiplied by his regular hourly rate for each aforesaid holiday, provided he has fulfilled the following conditions:

- (a) has worked his day's work or part of the day preceding the statutory holiday and his working day following the statutory holiday except if his absence during one or the other of the said days was authorized or approved by the employer. However, for the afternoon of December 24 and of December 31, if these two holidays fall on a working day, the employee shall be obliged to work in the morning;
- (b) has been in the employ of the employer for a 30-day period preceding the said holiday.

Any employee who is absent for a period of 30 working days prior to the holiday shall not receive the holiday pay.

5.03 Whenever an employee is called in to work during a statutory holiday and, if upon request of the said employee he has not received holiday time equal to the aforesaid statutory holiday, he shall be paid the standard hours multiplied by his regular hourly rate. Moreover, double time shall be paid for every hour worked during the said holiday.

5.04 If a statutory holiday falls during an employee's holiday period, he shall have the choice between:

- (a) receiving additional pay instead of the said statutory holiday; or
- (b) receiving an additional vacation day with pay.

5.05 An employee who takes the second choice shall indicate the choice to his employer when he is informed as to his vacation time.

5.06 (1) a statutory holiday that falls on a Tuesday, Wednesday or Thursday, shall be transferred to a Monday or Friday after agreement between the parties.

- (2) Whenever one of the said general holidays mentioned in section 5.01 is substituted by ordinance, either a federal, provincial or municipal order, it shall be transferred to the day mentioned in the ordinance.

Division VI

ANNUAL VACATION WITH PAY

6.01 (1) Less than one year's service: Any employee who, on May 1 of the current year, has one year of continuous service shall have a minimum annual vacation equivalent to as many days as his months of continuous service during the 12 months prior to May 1, but the said vacation shall not exceed 2 calendar weeks — Ordinance No. 3.

- 2) Un salarié ayant 1 an et plus, mais moins de 8 ans de service au 1^{er} mai de chaque année, recevra 2 semaines de congés annuels rémunérés à 4% de ses gains des 12 mois précédant le 1^{er} mai de chaque année.
- 3) Tout salarié ayant plus de 8 ans de service mais moins de 15 ans, aura droit à 3 semaines de congés annuels rémunérés à 6% de ses gains des 12 mois précédant le 1^{er} mai de chaque année. Au 1^{er} mai 1974, les salariés ayant plus de 7 ans mais moins de 15 ans de service continu au 1^{er} mai de chaque année, auront droit à 3 semaines de congés annuels rémunérés à 6% de leurs gains des 12 mois précédant le 1^{er} mai de chaque année.
- 4) Un salarié qui aura 15 ans et plus de service continu au 1^{er} mai de chaque année aura droit à 3 semaines de congés annuels rémunérés à 6% des gains des 12 mois précédant le 1^{er} mai de chaque année plus un boni de \$5.00 par année de service.
- (2) An employee having 1 year or more, but less than 8 years of Service on May 1 of each year shall receive 2 weeks' annual vacation remunerated at 4% of his earnings during the 12 months preceding May 1 of each year.
- (3) An employee having more than 8 years but less than 15 years of service shall be entitled to 3 weeks' annual vacation remunerated at 6% of his earnings during the 12 months preceding May 1 of each year. On May 1, 1974, employees having more than 7 years but less than 15 years of continuous service on May 1 of each year shall be entitled to 3 weeks' annual vacations remunerated at 6% of their earnings during the 12 months preceding May 1 of each year.
- (4) An employee having 15 years or more of continuous service on May 1 of each year shall be entitled to 3 weeks' annual vacations remunerated at 6% of their earnings during the 12 months preceding May 1 of each year plus a \$5.00 bonus per year of service.

6.02 1) Paiement du congé annuel: Se référant à l'article 6.01, la période de paie du congé annuel se calculera du 1^{er} mai au 30 avril précédant la période où le salarié prendra ses vacances. Le montant accumulé devra lui être remis au moment de son congé annuel et payé au taux de sa classification. La paie devra être sur un chèque séparé n'incluant que les vacances.

6.02 (1) Payment of annual vacation: According to section 6.01, payment of the annual vacation shall be calculated from May 1 to April 30 preceding the period during which the employee shall take his holidays. Vacation pay credits accumulated shall be remitted to the employee at vacation time and shall be paid at the rate stipulated for his classification.

The pay shall be on a separate cheque for vacations only.

Employees shall be paid a \$30 gratuity per week over and above their annual vacation.

2) **Période congé annuel:** Les périodes de congé annuel idéales seront formées comme suit: du 1^{er} mai au 31 octobre pour chaque année.

(2) **Annual vacation period:** Each year, the ideal vacation period shall run from May 1 to October 31.

Durant cette période, les salariés pourront prendre un maximum de 2 semaines de congé annuel consécutives ou séparées, cela au choix de l'employé et par ordre d'ancienneté pour ceux qui ont droit à plus de 2 semaines, ils pourront les prendre consécutivement aux 2 semaines mentionnées plus haut, à condition qu'il existe des périodes libres au cours de la période idéale et que son ancienneté lui permette une telle préférence. Un salarié qui prendra 2 semaines de congé annuel au commencement ou à la fin de la période idéale, pourra prendre une troisième semaine de congé s'il y a droit, immédiatement avant ou après cette période, selon le cas, afin de lui donner 3 semaines de congé consécutives. Il est entendu qu'un salarié aura le droit de prendre tous les congés qui lui reviennent en dehors des périodes idéales sans interruption, pourvu que son ancienneté lui permette une telle préférence.

During such period, employees shall take a maximum of 2 weeks' annual vacation either consecutively or separately; vacation dates shall be chosen according to the employee's choice or to seniority for employees who are entitled to more than 2 weeks' vacation. These weeks may be taken consecutively during the 2 weeks mentioned above, provided that there be vacant periods during such ideal vacation time and that their seniority allow them to make such a choice. Any employee who takes 2 weeks' annual vacation at the beginning or at the end of the ideal vacation period shall be able to take a third week's vacation, if he is entitled thereto, either immediately before or after such period, as the case may be, so as to give him 3 consecutive weeks' vacation. It is understood that an employee shall have the right to take his full vacation without interruption outside the ideal vacation period, provided that his seniority allows him such a choice.

6.03 Congés supplémentaires: Une semaine additionnelle et payée sera accordée si les congés annuels sont pris entre le 31 octobre et le 30 avril à la demande de l'employeur.

6.04 Indemnité au départ: Tout salarié qui quitte volontairement son emploi ou qui est congédié pour cause, reçoit au moment de son départ, la rémunération de congés prévue au paragraphe précédent selon ses années de service.

Section VII

COSTUMES

7.01 L'employeur s'engage à fournir et à nettoyer à raison de 1 par semaine, les costumes et uniformes spéciaux ou salopettes, ces vêtements demeurant la propriété de l'employeur.

Section VIII

CONGÉS SPÉCIAUX

8.01 1) Tout salarié, lors du décès de son conjoint ou d'un enfant, recevra un congé avec solde de 5 jours ouvrables comprenant la journée des funérailles.

2) Tout salarié, lors du décès de son père, de sa mère, de son frère, ou de sa soeur, bénéficiera d'un congé de 3 jours avec solde, comprenant la journée des funérailles.

3) Tout salarié, lors du décès de son beau-père, de sa belle-mère, du frère ou de la soeur du conjoint, bénéficiera d'un congé d'une journée avec solde, comprenant la journée des funérailles.

4) Lors de la naissance d'un enfant, le salarié aura droit à un permis d'absence d'une journée avec solde.

5) Le salarié bénéficiera de ces journées en autant qu'il aura été normalement requis de travailler durant les journées mentionnées ci-dessus.

8.02 1) Tout salarié bénéficiera d'une journée ouvrable par mois de congé maladie sans dépasser 12 jours accumulés.

2) Le paiement des journées maladie se fera de la façon suivante: le salarié, pour la première journée de maladie aura droit à 50% de son salaire régulier et s'il est malade 3 jours et plus, il sera remboursé de l'autre 50%.

3) Il est entendu que dans l'application de cette clause, il ne devra pas y avoir double compensation entre les jours de maladie et l'assurance-salaire.

4) Lorsque le salarié bénéficiera de ses journées de maladie accumulées, celles-ci seront rémunérées au taux qu'il détenait avant son absence multiplié par le nombre d'heures de sa journée régulière.

6.03 Extra vacation: An additional week's vacation with pay shall be granted to any employee who is requested by his employer to take his annual vacation between October 31 and April 30.

6.04 Indemnity at time of departure: Every employee who quits his job or is dismissed for a just reason shall be paid vacation pay provided for in the previous subsection according to the time served.

Division VII

UNIFORMS

7.01 The employer agrees to furnish and clean uniforms and special uniforms or overalls at least once a week; the said garments remain the employer's property.

Division VIII

SPECIAL LEAVE

8.01 (1) In the event of the death of his spouse or child an employee shall be granted 5 working days with pay, including the day of the funeral.

(2) In the event of the death of his father, mother, brother or his sister, any employee shall be given 3 days with pay, including the day of the funeral.

(3) In the event of the death of his father-in-law, mother-in-law, the spouse's brother or sister, an employee shall be given one day with pay, including the day of the funeral.

(4) In the event of the birth of a child, the employee is entitled to one day's leave of absence with pay.

(5) The employee shall be granted the aforesaid days provided he shall have been normally requested to work during the days mentioned above.

8.02 (1) Every employee shall be entitled to one working day per month of sick-leave up to a maximum of 12 accumulated days.

(2) Payment of sick-leave shall be as follows: For the first sick-day, the employee shall be entitled to 50% of his regular wage and if he is sick for 3 days or more, he shall receive the other 50%.

(3) In the application of this clause, it is understood that there shall not be double compensation between the sick-days and the salary insurance.

(4) Whenever the employee shall take his accumulated sick-days, such days shall be remunerated at the wage rate he was receiving before his absence, multiplied by the number of hours in a regular day.

8.03 L'employeur s'engage à contribuer à 66²/₃% du coût total de la prime d'assurance collective afin de couvrir les bénéfices d'assurance-vie, d'assurance-salaire, d'assurance-maladie. Ce plan devra couvrir le paiement de la chambre semi-privée et les frais de chiropraticien.

8.04 Advenant le cas où l'employeur exige un certificat médical, celui-ci sera à la charge de l'employeur et le salarié ne subira aucune perte de salaire par suite de cet examen.

8.03 The employer shall agree to contribute 66²/₃% of the total cost of the group insurance premium in order to cover the benefits of life-insurance, salary insurance, and health insurance. This plan shall cover the payment for a semi-private room or a chiropractor's charges.

8.04 In the event of an employer requiring a medical certificate, the said employer shall bear the expenses and the employee shall not suffer any loss of salary because of this medical examination.

Section IX

DISPOSITIONS SPÉCIALES

9.01 Garantie des heures de travail: Tout salarié recevra une rémunération hebdomadaire minimum équivalente à sa semaine régulière de travail. Toutefois, les absences du salarié durant la semaine réduiront d'autant cette garantie hebdomadaire excepté si l'absence est demandée par l'employeur.

9.02 Outils: L'employeur s'engage à fournir aux salariés les outils suivants: outils essentiels du fabricant, outils électriques, outils pneumatiques, ceux qui nécessitent un affûtage, les extracteurs, les limes, les «dies» et les «taps».

9.03 Conditions de la pratique du métier:

- 1) Il est interdit à un salarié travaillant déjà pour le compte d'un employeur de l'industrie de l'automobile d'exécuter du travail ou quelque partie de l'un des métiers de l'industrie de l'automobile, pour le compte de toute autre personne autre que son employeur, que cette personne soit un employeur professionnel, un employeur ou un client au sens de la Loi des décrets de convention collective.
- 2) Nonobstant le paragraphe 1, un salarié peut faire l'entretien et la réparation de sa propre automobile dans ses moments libres.
- 3) Le salarié pourra faire travailler son véhicule durant les heures régulières et il bénéficiera d'un taux horaire de 65% du taux horaire chargé au client et il bénéficiera pour les pièces, du prix du Trade. Pour les autres pièces dont son employeur n'a pas l'agence, il bénéficiera du prix coûtant plus 10%. Il est entendu que cette clause est applicable lors d'accident.

9.04 Collation: l'employeur mettra à la disposition des salariés, des machines distributrices, tels que machine à gâteaux, liqueur, café, ou un service de cantine, au choix de l'employeur.

9.05 Paie:

- 1) Le salaire de tout salarié doit être payé toutes les semaines, au plus tard le jeudi midi, dans une enveloppe scellée, sur laquelle doivent être inscrits:

Division IX

SPECIAL PROVISIONS

9.01 Guaranteed hours of work: Every employee shall be paid a minimum weekly salary equivalent to one standard working week's pay. However, the employee's absences during the week shall proportionately decrease such weekly guarantee except when the absence is required by the employer.

9.02 Tools: The employer shall agree to furnish the following tools to the employees: the manufacturer's essential tools, electric tools, pneumatic tools, those necessitating sharpening, extractors, files, dies and taps.

9.03 Conditions for plying a trade:

- (1) For an employee already working for an employer in the Automobile Industry, it is forbidden to perform work or any part of the trades in the Automobile Industry for a person other than his regular employer, whether the said person is a professional employer, an employer or a client as understood by the Collective Agreement Decrees Act.
- (2) Notwithstanding subsection 1, an employee may do maintenance work or repairs on his own car in his leisure time.
- (3) The employee shall be allowed to have his car worked on during standard hours and shall enjoy hourly rates of 65% of the hourly rate charged to the client and benefit from the trade price for the parts. For other parts that are not standard garage equipment, he shall be entitled to the cost price plus 10%. It is understood that this clause applies in the case of an accident.

9.04 Snacks: Vending machines such as coke, soft drinks and coffee machines or a canteen service, chosen at the employer's discretion, shall be at the disposal of the employees.

9.05 Payment of wages:

- (1) Employee's wages shall be paid weekly, by Thursday noon at the latest, in a sealed envelope on which shall be listed:

- a) les nom et prénom du salarié,
 b) la date de la période de paie,
 c) le taux de salaire,
 d) le temps supplémentaire,
 e) les déductions faites,
 f) le montant payé.
- 2) Sous réserve du paragraphe 1, est également légale la paie faite au moyen de chèque, pourvu que tel chèque ait un talon détachable donnant tous les détails qui doivent être inscrits sur les enveloppes de paie.
- 3) Tout salarié appelé à changer de classification par un manque de travail dans une même entreprise et qu'il accepte, ne doit pas voir le montant total de sa paie hebdomadaire diminué pour une période de 2 semaines.
- 4) Tout salarié appelé à changer de département, à la demande de l'employeur, ne doit pas voir le montant total de sa paie hebdomadaire diminué pour la durée de ce changement, s'il y a encore du travail dans son ancienne occupation.
- 9.06 Attestation:** Tout employeur est tenu de donner à un salarié qui le quitte et qui en fait la demande, une lettre attestant la nature et la durée de son travail à son service.

- (a) employee's family name and first name,
 (b) payment date,
 (c) wage rate,
 (d) overtime,
 (e) deductions made,
 (f) take-home pay.
- (2) Subject to subsection 1, payment by means of a cheque is also legal, provided such cheque has a detachable stub listing all the particulars that are required on the pay envelope.
- (3) Any employee called on to change classifications as a result of lack of work in the same establishment and he accepts, shall not have his weekly pay reduced for a 2-week period.
- (4) Any employee assigned to another department at the employer's request shall not have his weekly pay reduced for the term of transfer if there is still work to be carried out in his former occupation.

9.06 References: Whenever an employee quits his employer's service, the employer shall give him, if he so requests, a letter stating the occupation held and time spent in his service.

Section X

APPRENTISSAGE

10.01 Tout employeur professionnel doit faire connaître mensuellement au comité paritaire la classification de chacun de ses salariés.

10.02 Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionnel à la moitié de la durée de leurs études et résultant de leurs examens.

10.03 Le salarié qui exécute plus d'une fonction ou genre de travail faisant l'objet du décret, doit recevoir le salaire déterminé pour l'occupation la mieux rémunérée.

10.04 Un comité conjoint sera formé 2 mois après la signature de ce décret, pour établir des normes qui seront suivies dans les examens qui permettront aux salariés de se classer à une occupation supérieure. Pour ce travail, le comité se servira des références qui lui auront été fournies par le comité paritaire à cet effet.

10.05 Ce programme d'avancement des hommes de métier après qu'il aura été établi, fera partie intégrante de ce décret.

Division X

APPRENTICESHIP

10.01 Every professional employer shall submit to the parity committee a monthly report on the classification of each employee.

10.02 Apprentices who have attended a school governed by the Specialized Schools Act shall be granted credits proportionate to one-half the length of their studies and to their examination results.

10.03 Every employee who holds more than one occupation or performs more than one type of work covered by this decree, shall be paid the wage rate of the better paying occupation.

10.04 Two months following the signature of this decree, a joint committee shall be formed to establish standards which will be followed in examinations allowing employees to classify themselves in a superior occupation. For such work, the committee shall use references furnished to this effect by the parity committee.

10.05 After being established, this promotion program shall be part of this decree.

10.06 Advenant la mise en vigueur en vertu du bill 49, d'un règlementation concernant les salariés de garage, les salariés actuels ne seront pas déplacés et ne perdront pas de salaire.

10.07 Dans l'établissement assujetti au décret, il ne pourra y avoir plus d'un apprenti par 2 compagnons dans la même classification.

Section XI

PRÉAVIS

11.01 Le salarié qui veut quitter son emploi, devra aviser son employeur 1 semaine à l'avance et devra, si son employeur le désire, travailler durant cette semaine.

11.02 L'employeur qui voudra mettre fin au service de son salarié ou le suspendre, pour une période de 5 jours ou plus, devra aviser ce salarié 1 semaine à l'avance et devra lui fournir du travail durant cette semaine, ou lui payer l'équivalent de 1 semaine de travail. Cette clause ne s'applique pas pour le salarié qui est en disponibilité et qui est rappelé d'une façon temporaire ne devant pas dépasser 5 jours consécutifs.

Section XII

ACCIDENT DE TRAVAIL

12.01 L'employeur paiera à tout salarié accidenté au travail:

- a) le salaire perdu lors de la journée même de l'accident;
- b) les heures prises durant ses journées de travail s'il doit quitter l'atelier pour des visites faites et exigées par l'employeur ou le médecin et pour lesquelles la Commission des accidents du travail ne verse aucune compensation.

Section XIII

DURÉE

13.01 Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication et le demeure jusqu'au 31 juillet 1975 ».

10.06 In the event of the coming into force of a regulation concerning garage employees by virtue of Bill 49, present employees shall not be moved and shall not lose their wages.

10.07 In an establishment governed by the decree, there shall not be more than one apprentice per 2 journeymen in the same classification.

Division XI

NOTICE

11.01 When an employee wishes to quit his job, he shall give his employer one week's notice and shall work the said week if his employer so requires.

11.02 When an employer shall wish to dismiss his employee or suspend him for 5 days or more, he shall advise the employee 1 week in advance, shall supply him with work during such week or pay him the equivalent of 1 week's work. This does not apply to an employee who stands ready to work and is called in on a temporary basis for not more than 5 consecutive days.

Division XII

WORKMEN'S COMPENSATION

12.01 The employer shall pay to any employee injured on the job:

- (a) the wages lost on the day of the accident;
- (b) hours taken during his working days if he is obliged to leave the shop for visits required by the employer or doctor, and for which the Workmen's Compensation Commission gives no remuneration.

Division XIII

TERM

13.01 This decree shall become effective on the date it is published and shall remain in force until July 31, 1975."

«Annexe A / Appendix A

Taux horaires minimaux / Minimum Hourly Rates

	Taux actuel <i>Actual rate</i>	Taux demandé <i>Rate asked</i>	1er août 1973 <i>Aug. 1,</i>	1er août 1974 <i>Aug. 1,</i>	1er mai 1975 <i>May 1,</i>
Compagnon: les mécaniciens, les ajusteurs, les machinistes, les électriciens, les soudeurs, les peintres, les débosseurs / <i>Journeyman: mechanics, adjusters, machinists, electricians, welders, painters, body workers.</i>					
Classe A / <i>Class A</i>	\$2.95	\$3.55	\$3.85	\$4.35	\$4.40
Classe B / <i>Class B</i>	2.76	3.36	3.66	4.16	4.21
Classe C / <i>Class C</i>	2.50	3.10	3.40	3.90	3.95
Augmentation / Increase		0.60	0.30	0.50	0.05
Apprentis / <i>Apprentices:</i>					
4e année / <i>4th year</i>	1.90	2.40	2.65	3.05	3.10
3e année / <i>3rd year</i>	1.79	2.29	2.54	2.94	2.99
2e année / <i>2nd year</i>	1.63	2.13	2.38	2.78	
1re, année / <i>1st year</i>	1.52	2.02	2.27	2.67	2.72
Augmentation / Increase		0.50	0.25	0.40	0.05
Préposé au service / <i>Service attendant:</i>					
2e année / <i>2nd year</i>	1.63	2.13	2.38	2.78	2.83
1re année / <i>1st year</i>	1.52	2.02	2.27	2.67	2.72
Homme de service / <i>Service man</i>	1.79	2.29	2.54	2.94	2.99
Augmentation / Increase		0.50	0.25	0.40	0.05
Pompiste / <i>Pump attendant</i>					
	1.52	2.02	2.27	2.67	2.72
Augmentation / Increase		0.50	0.25	0.40	0.05
Vulcanisateur / <i>Vulcanizer:</i>					
5e année / <i>5th year</i>		3.25	3.50	3.90	3.95
4e année / <i>4th year</i>		2.85	3.10	3.50	3.55
3e année / <i>3rd year</i>		2.45	2.70	3.10	3.15
2e année / <i>2nd year</i>		2.05	2.30	2.70	2.75
1re année / <i>1st year</i>		1.95	2.20	2.60	2.65
Augmentation / Increase		0.50	0.25	0.40	0.05
Mécaniciens véhicules légers et maisons mobiles: <i>Light weight vehicle and mobile house mechanics</i>					
		3.00	3.25	3.65	3.70
Apprentis / <i>Apprentice:</i>					
2e année / <i>2nd year</i>		2.13	2.38	2.78	2.83
1re année / <i>1st year</i>		2.02	2.27	2.67	2.72
Commissionnaires / <i>Messengers</i>					
		2.02	2.27	2.67	2.72
Augmentation / Increase		0.50	0.25	0.40	0.05
Préposé aux pièces / <i>Parts man:</i>					
Classe A / <i>Class A</i>		3.15	3.45	3.95	4.00
Classe B / <i>Class B</i>		2.80	3.10	3.60	3.65
Classe C / <i>Class C</i>		2.50	2.80	3.30	3.35
Augmentation / Increase		0.60	0.30	0.50	0.05

	Taux actuel <i>Actual rate</i>	Taux demandé <i>Rate asked</i>	1er août 1973 <i>Aug. 1,</i>	1er août 1974 <i>Aug. 1,</i>	1er mai 1975 <i>May 1,</i>
Apprentis / Apprentice:					
3e année / 3rd year		2.30	2.55	2.95	3.00
2e année / 2nd year		2.13	2.38	2.78	2.83
1re année / 1st year		2.02	2.27	2.67	2.72
Augmentation / Increase		0.50	0.25	0.40	0.05
Augmentation minimum sur taux réellement payé pour ceux qui-ont plus que l'échelle actuellement: <i>Minimum increase of wage rates actually paid for those who earn more than the present scale.....</i>					
		0.50	0.25	0.40	0.05

Nonobstant les taux de salaire du décret, l'employeur pourra, pour la période s'étendant entre le 1er juin et le 15 septembre et les fins de semaine, embaucher des étudiants aux taux convenus entre lui et ceux-ci mais à la condition qu'aucun salarié ne soit mis à pied pendant cette période, de tels employés n'étant pas assujettis au décret.»

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les 30 jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du travail et de la main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT, C.R.I.

41-o

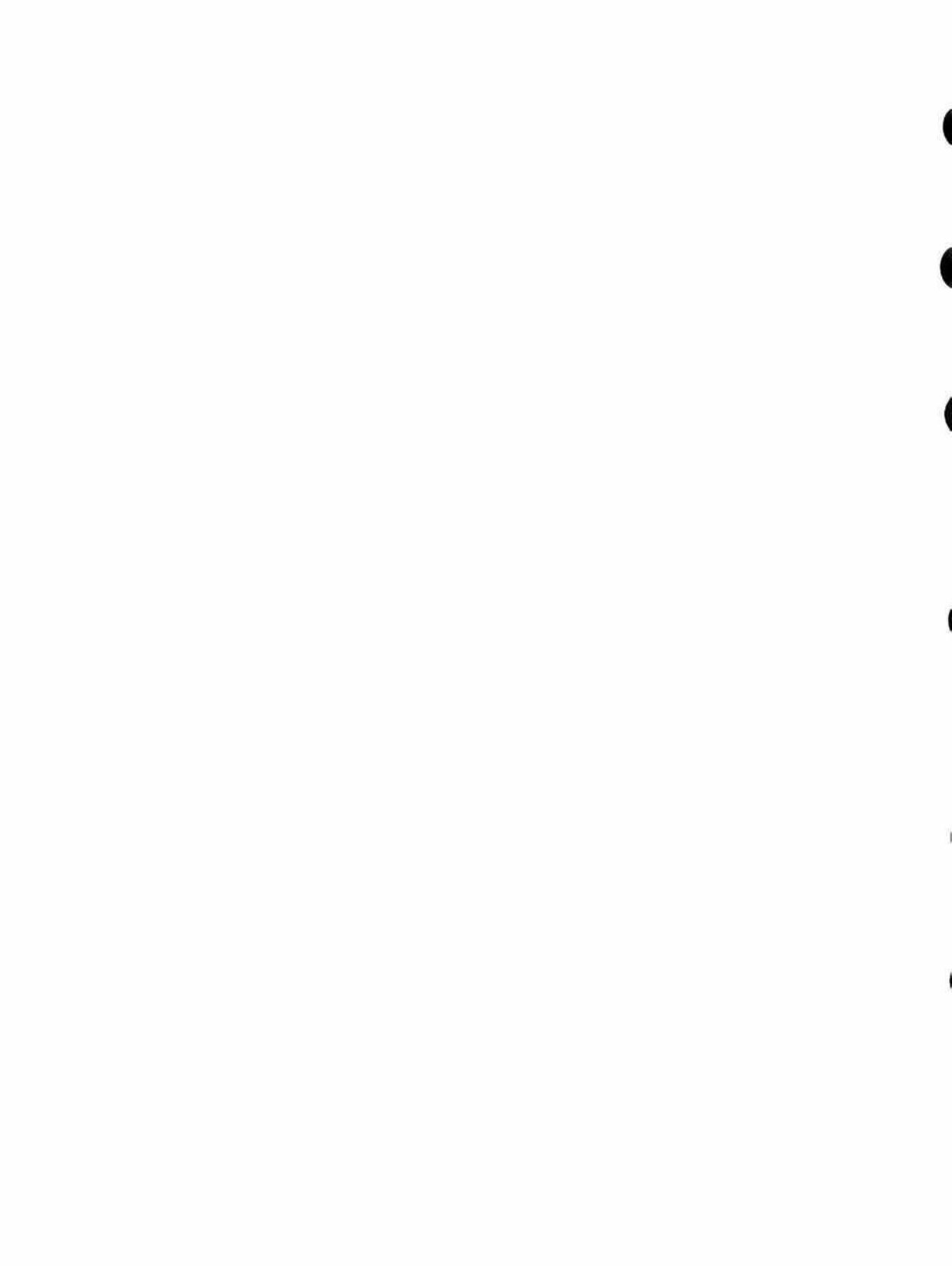
Notwithstanding the wage rates of the decree, for the period extending from June 1 to September 15 and for weekends, the employer may hire students at rates agreed upon by him and the said students, providing no employee be laid off during the said periods, such employees not being subject to the decree.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the 30 days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT, C.I.R.,
Deputy Minister.

41-o



Proclamation

Canada
Province de
Québec.
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi de la protection de la santé publique (chapitre 42 des lois de 1972) a été sanctionnée le 21 décembre 1972;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 68 de la Loi de la protection de la santé publique (chapitre 42 des lois de 1972), les dispositions de ladite loi, à l'exception de l'article 56, doivent entrer en vigueur à la date ou aux dates qui seront fixées par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu que l'entrée en vigueur de la Loi de la protection de la santé publique (chapitre 42 des lois de 1972), à l'exception de l'article 56 et des articles 25 à 35, soit fixée au 28 février 1973;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimés dans un décret portant le numéro 601-73, du 28 février 1973, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des affaires sociales:

QUE l'entrée en vigueur de la Loi de la protection de la santé publique (chapitre 42 des lois de 1972), soit fixée au 28 février 1973, à l'exception de l'article 56 de la même loi qui est entré en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de la Loi de la qualité de l'environnement et des articles 25 à 35.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Proclamation

Canada
Province of
Québec.
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS The Public Health Protection Act (Chapter 42 of the Statutes of 1972) was assented to on December 21, 1972;

WHEREAS under section 68 of the Public Health Protection Act (Chapter 42 of the Statutes of 1972), the provisions of the said Act, with the exception of section 56, must come into force on the date or dates to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient that February 28, 1973 be fixed as the date of the coming into force of the Public Health Protection Act (Chapter 42 of the Statutes of 1972), with the exception of section 56 and of sections 25 to 35;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in a decree numbered 601-73, dated February 28, 1973, We have decreed and ordered and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT the coming into force of the Public Health Protection Act (Chapter 42 of the Statutes of 1972) be fixed for February 28, 1973, with the exception of section 56 of the said Act, which came into force on the day of the coming into force of the Environment Quality Act, and of sections 25 to 35.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-huitième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-treize de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-deuxième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
JEAN ALARIE,

Libro: 501
Folio: 82
45-o

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-eight day of February, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-three and in the twenty-second year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 501
Folio: 82
45-o

Erratum

Gazette officielle du Québec, Partie II, Vol. 105, No 3, 14 février 1973, A.C. 325-73 du 31 janvier 1973, institutions religieuses (Saint-Hyacinthe).

Le paragraphe *s* de l'article 27 doit se lire comme suit:
«s) *Préposé à l'entretien, classe II* \$ 110.00»

38

Erratum

Québec Official Gazette, Part II, Vol. 104, No. 51, O.C. 3766-72 (Amendment to the General Regulation under the Consumer Protection Act), at page 11521.

The following correction should be made:

New section 2.06 A, paragraph *b*, in the second line, delete the word "purchase" and substitute therefore the word "purpose".

38-o

Erratum

Gazette officielle du Québec, Partie II vol. 104 p. 10138, A.C. 3357-72 du 8 novembre 1972 (Gaz et sécurité publique).

L'article O de la Première partie se lit comme suit:

« Dans cette première partie du règlement, lorsque le mot « gaz » est employé seul, il désigne « gaz canalisé ». « Gaz canalisé »: le gaz naturel, le gaz manufacturé, toute variété ou tout mélange de l'un ou de l'autre, les gaz de pétrole liquéfiés ou tout mélange de gaz de pétrole liquéfiés et d'air, transportés ou distribués par canalisation ».

38-o

Errata

A.C. 3402-72 du 15 novembre 1972.

À la liste de médicaments, publiée dans la *Gazette officielle du Québec* (Vol. 104, No 45A) en date du 17 novembre 1972, il faudrait apporter les corrections suivantes:

1. Dans la classe thérapeutique 68:20.08. à la page 10375, le prix de la TOLBUTAMIDE, sous forme de comprimés dosés à 500mg et répondant à la marque de commerce ORINASE, est changé de \$6.39 à \$5.68.
2. Dans la classe 92:00, à la page 10431, les inscriptions relatives aux extraits aqueux d'allergènes ainsi qu'aux extraits d'allergènes précipités à l'alun ont été corrigées.

En conséquence, les pages 10375 et 10431 sont remplacées par les suivantes.

38-o

Errata

O.C. 3402-72, November 15, 1972.

The following corrections are to be made to the Drug List published in the *Québec Official Gazette* (Vol. 104, No. 45A) on November 17, 1972:

1. In the therapeutic category 68:20.08, on page 10375, the price of TOLBUTAMIDE in the form of 500mg. tablets sold under the brand name ORINASE, is changed from \$6.39 to \$5.68.
- 2: In the therapeutic category 92:00, on page 10431, the information related to aqueous and alum-precipitated extracts of allergens has been changed.

Consequently, pages 10375 and 10431 are replaced by the pages given hereafter.

38-o

Classe Thérapeutique Therapeutic Category	Dénomination Commune / Generic Name Forme Pharmaceutique - Teneur / Pharmaceutical Dosage Form Marque de Commerce / Brand Name	Fabricant Manufacturer	Format Pkg. Size	Prix Price
68:20.08	METFORMINE (CHLORHYDRATE DE)	METFORMINE HYDROCHLORIDE		
	Co. 500 mg	Tab.		
	<i>Diabexyl</i> <i>Glucophage</i>	Bristol Franca	100 100	5.34 6.00
68:20.08	PHENFORMINE (CHLORHYDRATE DE)	PHENFORMIN HYDROCHLORIDE		
	Caps. L.A. 50 mg	L.A. Caps.		
	<i>DBI-TD</i>	Arlington	100	9.36
68:20.08	PHENFORMINE (CHLORHYDRATE DE)	PHENFORMIN HYDROCHLORIDE		
	Caps. L.A. 100 mg	L.A. Caps.		
	<i>DBI-TD</i>	Arlington	100	16.86
68:20.08	PHENFORMINE (CHLORHYDRATE DE)	PHENFORMIN HYDROCHLORIDE		
	Co. 25 mg	Tab.		
	<i>DBI</i>	Arlington	100	4.95
68:20.08	TOLBUTAMIDE	TOLBUTAMIDE		
	Caps. 500 mg	Caps.		
	<i>Vita-Butam</i>	Vita	100	4.50
68:20.08	TOLBUTAMIDE	TOLBUTAMIDE		
	Co. 500 mg	Tab.		
	<i>Tolbutamide</i>	Wampole	100	0.76
	<i>Oramide</i>	ICN Canada	100	1.24
	<i>Oramide</i>	ICN Empire	100	1.24
	<i>Tolbutamide</i>	Sands	100	1.24
	<i>Tolbutamide</i>	Noco	100	1.32
	<i>Novobutamide</i>	Novopharm	100	1.41
	<i>Wescotol</i>	Saunders	100	1.77
	<i>Tolbutamide</i>	Pro-Doc	100	2.25
	<i>Tolbutone</i>	Maney	100	2.53
	<i>Mellitol</i>	Nordic	100	3.89
	<i>Néo-Dibétic</i>	Néo-Drug	100	4.68
	<i>Willbutamide</i>	Will	100	4.79
	<i>Mobenol</i>	Horner	100	5.40
	<i>Orinase</i>	Hoechst	100	5.68
68:20.08	TOLBUTAMIDE	TOLBUTAMIDE		
	Co. 1 g	Tab.		
	<i>Orinase</i>	Hoechst	30	3.81
68:24	CALCIUM (CARBONATE DE)/ CALCIUM (GLUCONOLACTATE DE)	CALCIUM CARBONATE/ CALCIUM GLUCONOLACTATE		
	Co. Eff. 300 mg-2.94 g	Eff. Tab.		
	<i>Calcium-Sandoz Forte</i>	Sandoz	20	2.08

Classe Thérapeutique Therapeutic Category	Dénomination Commune / <i>Generic Name</i> Forme Pharmaceutique - Teneur / <i>Pharmaceutical Dosage Form</i> Marque de Commerce / <i>Brand Name</i>	Fabricant <i>Manufacturer</i>	Format <i>Pkg. Size</i>	Prix <i>Price</i>
68:24	CALCIUM (CARBONATE DE)/ CALCIUM (GLUCONOLACTATE DE) Co. Eff. 1.5 g-3.08 g <i>Gramcal</i>	CALCIUM CARBONATE/ CALCIUM GLUCONOLACTATE <i>Eff. Tab.</i>	Sandoz 60	9.33
68:24	CALCIUM (CHLORURE DE) Sol. Inj. 100 mg/ml(10 ml) <i>Calcium, Chlorure de</i> <i>Calcium, Chlorure de</i>	CALCIUM CHLORIDE <i>Inj. Sol.</i>	Demers 1 Sterilab 1	0.18 0.22
68:24	CALCIUM (GLUCOHEPTOGLUCONATE DE) Sol. Inj. 110 mg/ml(10 ml) <i>Calcium Corbière</i>	CALCIUM GLUCOHEPTOGLUCONATE <i>Inj. Sol.</i>	W.-L. 1	0.27
68:24	CALCIUM (GLUCOHEPTONATE DE) Sir. 230 mg/ml <i>Glucocium</i> <i>Calcium-Rougier</i>	CALCIUM GLUCOHEPTONATE <i>Syr.</i>	Medic 230 ml Rougier 230 ml	1.51 1.81
68:24	CALCIUM (GLUCONATE DE) Co. 300 mg <i>Calcium, Gluconate de</i>	CALCIUM GLUCONATE <i>Tab.</i>	Noco 100	0.46
68:24	CALCIUM (GLUCONATE DE) Co. 600 mg <i>Calcium, Gluconate de</i> <i>Calcium, Gluconate de</i> <i>Calcium, Gluconate de</i> <i>Calcium, Gluconate de</i>	CALCIUM GLUCONATE <i>Tab.</i>	Noco 100 Wampole 100 ICN Empire 100 P.D. 100	0.56 0.56 0.60 1.09
68:24	CALCIUM (GLUCONATE DE) Sol. Inj. 100 mg/ml(10 ml) <i>Calcium, Gluconate de</i> <i>Calcium, Gluconate de</i> <i>Calcium, Gluconate de</i> <i>Calcium-Sandoz</i> <i>Calcium, Gluconate de</i>	CALCIUM GLUCONATE <i>Inj. Sol.</i>	Glaxo 1 Sterilab 1 Nadeau 1 Sandoz 1 P.D. 1	0.22 0.23 0.29 0.43 0.83
68:24	CALCIUM (GLUCONATE DE) Sol. Inj. 200 mg/ml(10 ml) <i>Calcium-Sandoz</i>	CALCIUM GLUCONATE <i>Inj. Sol.</i>	Sandoz 1	0.47

Classe Thérapeutique Therapeutic Category	Dénomination Commune / <i>Generic Name</i> Forme Pharmaceutique - Teneur / <i>Pharmaceutical Dosage Form</i> Marque de Commerce / <i>Brand Name</i>	Fabricant <i>Manufacturer</i>	Format <i>Pkg. Size</i>	Prix <i>Price</i>
92:00	ALLERGÈNES (EXTRAITS AQUEUX D*) Sol. Inj. TE*(5 ml)	ALLERGENS (AQUEOUS EXTRACTS OF) <i>Inj. Sol.</i>	H.-S. 1	8.00
92:00	ALLERGÈNES (EXTRAITS AQUEUX D*) Sol. Inj. TE*(10 ml)	ALLERGENS (AQUEOUS EXTRACTS OF) <i>Inj. Sol.</i>	H.-S. 1 11.00 Oméga 1 11.00	
92:00	ALLERGÈNES (EXTRAITS AQUEUX D*) Sol. Inj. TS**(10 ml)	ALLERGENS (AQUEOUS EXTRACTS OF) <i>Inj. Sol.</i>	H.-S. 3 15.00 Oméga 3 15.00	
92:00	ALLERGÈNES (EXTRAITS PRÉCIPITÉS À L'ALUN) Sol. Inj. TE*(5 ml) <i>Suspal</i>	ALLERGENS (ALUM-PRECIPITATED EXTRACTS OF) <i>Inj. Sol.</i>	Oméga 1 8.00	
92:00	ALLERGÈNES (EXTRAITS PRÉCIPITÉS À L'ALUN) Sol. Inj. TE*(10 ml) <i>Suspal</i>	ALLERGENS (ALUM-PRECIPITATED EXTRACTS OF) <i>Inj. Sol.</i>	Oméga 1 11.00	
92:00	ALLERGÈNES (EXTRAITS PRÉCIPITÉS À L'ALUN) Sol. Inj. TS**(5 ml) <i>Suspal</i>	ALLERGENS (ALUM-PRECIPITATED EXTRACTS OF) <i>Inj. Sol.</i>	Oméga 3 11.00	
92:00	ALLERGÈNES (EXTRAITS PRÉCIPITÉS À L'ALUN) Sol. Inj. TS**(10 ml) <i>Suspal</i>	ALLERGENS (ALUM-PRECIPITATED EXTRACTS OF) <i>Inj. Sol.</i>	Oméga 3 15.00	

*TE:Traitement d'Entretien - Maintenance Treatment

**TS:Traitement Spécifique - Specific Treatment

Classe Thérapeutique Therapeutic Category	Dénomination Commune / Generic Name Forme Pharmaceutique - Teneur / Pharmaceutical Dosage Form Marque de Commerce / Brand Name		Fabricant Manufacturer	Format Pkg. Size	Prix Price
92:00	ALLOPURINOL Co. 100 mg <i>Bloxanth</i> <i>Zyloprim</i>		Calmic B.W.	100 100	6.21 6.41
		ALLOPURINOL <i>Tab.</i>			
92:00	AZATHIOPRINE Co. 50 mg <i>Imuran</i>		B.W.	100	11.25
		AZATHIOPRINE <i>Tab.</i>			
92:00	CARBAMAZÉPINE Co. 200 mg <i>Tégrétol</i>		Gcigy	50	4.95
		CARBAMAZEPINE <i>Tab.</i>			
92:00	CARBIMIDE CALCIQUE Co. 50 mg <i>Temposil</i>		Lederle	100	13.50
		CALCIUM CARBIMIDE <i>Tab.</i>			
92:00	CHOLESTYRAMINE (RÉSINE DE) Pd Oralc 833 mg/g <i>Questran</i>		M.J.	378 g	5.02
		CHOLESTYRAMIN RESIN <i>Oral Pd</i>			
92:00	CHOLESTYRAMINE (RÉSINE DE) Pd Oralc 915 mg/g <i>Cuemid</i>		M.S.D.	378 g	19.27
		CHOLESTYRAMIN RESIN <i>Oral Pd</i>			
92:00	CLOMIPHÈNE (CITRATE DE) Co. 50 mg <i>Clomid</i>		Merrell	30	16.86
		CLOMIPHENE CITRATE <i>Tab.</i>			
92:00	CROMOGLYCATÉ DISODIQUE Pd Aéro. 20 mg/caps. <i>Intal</i>		Fisons	30	7.11
		DISODIUM CROMOGLYCATÉ <i>Aéro. Pd</i>			
92:00	CROMOGLYCATÉ DISODIQUE Pd Aéro. (App.) 20 mg/caps. <i>Intal & Spinhaler</i>		Fisons	30	8.91
		DISODIUM CROMOGLYCATÉ <i>Aéro. Pd (App.)</i>			
92:00	DIPYRIDAMOLE Co. 25 mg <i>Persantine</i>		Boehringer	50	3.30
		DIPYRIDAMOLE <i>Tab.</i>			
92:00	DIPYRIDAMOLE Co. 50 mg <i>Persantine</i>		Boehringer	60	5.22
		DIPYRIDAMOLE <i>Tab.</i>			

INDEX	Textes réglementaires (Règlements) Statutory Instruments (Regulations)	Enregistrement Registration			Commentaires Comments
		No.	Date	Page	
	Règlements — Regulations Lois — Statutes				
	Accréditation de syndicat professionnel. No 8 abrogation... (Loi des produits laitiers et de leurs succédanés, L.Q. 1969, ch. 45)	Rég. 73-101	1-3-73	449	Décision
	Agences d'investigation ou de sécurité règlement No 2... (Loi des agences d'investigation ou de sécurité, S.R.Q. 1964, ch. 43)	Rég. 73-106	2-2-73	459	
	Alimentation, détail, ordonnance No 14-1973... (Loi du salaire minimum, S.R.Q. 1964, ch. 144)	Rég. 73-118	8-2-73	479	
	Arpenteurs-géomètres du Québec - Tarif... (Loi des arpenteurs, S.R.Q. 1964, ch. 263)	Rég. 73-100	23-2-73	427	
	Appropriation No. 4, 1972/1973, Act 281 1973			403	
	Certification of professional syndicates, Reg. No. 8 Revocation... (Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act, S.Q. 1969, ch. 45)	Reg. 73-101	1-3-73	449	Decision
	Colonial Coach Lines Limited - Immatriculation à prix réduit d'autobus... (Code de la route, S.R.Q. 1964, ch. 231)	Rég. 73-102	2-3-73	451	
	Colonial Coach Lines Limited - Registration at a reduced price of autobuses... (Highway Code, R.S.Q. 1964, ch. 231)	Reg. 73-102	2-3-73	451	
	Commission des transports du Québec - Permis spéciaux... (Loi des transports, L.Q. 1972, ch. 55)	Rég. 73-95	23-2-73	419	
	Consumer protection - general regulations, amend... (Consumer Protection Act, S.Q. 1971, ch. 74)			505	Erratum
	Crédit à la production agricole - règlement... (Loi favorisant le crédit à la production agricole, L.Q. 1972, ch. 38)	Rég. 73-116	8-3-73	477	M
	Credit to farm producers - Regulation... (Act to promote Credit to Farm Producers, S.Q. 1972, ch. 38)	Reg. 73-116	8-3-73	477	M

Abréviations: A — Abrogé
Abbreviation: Abrogé
N — Nouveau
New
M — Modifié
Modified

INDEX—Suite / Cont'd

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No.	Date		
Detective or security agencies — regulation No. 2 (Detective or security agencies Act R.S.Q. 1964, ch. 42)	Reg. 73-106	2-3-73	459	
Eastern Greyhound Lines Limited — Immatriculation à prix réduit d'autobus (Code de la route, S.R.Q. 1964, ch. 231)	Rég. 73-102	2-3-73	451	
Eastern Greyhound Lines Limited — Registration at a reduced price of autobuses (Highway Code, R.S.Q. 1964, ch. 231)	Reg. 73-102	2-3-73	451	
Employés de garage, Île de Montréal (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Rég. 73-105	2-3-73	457	M
Food, retail—ordinance No. 14—1973 (Minimum Wage Act, R.S.Q. 1964, ch. 144)	Reg. 73-118	8-2-73	479	
Fourrure, détail, Montréal—Approbation du règlement de prélèvement (No 1) (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Rég. 73-107	2-2-73	473	
Fur, retail, Montréal—Approval of the levy regulation (No. 1) (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 73-107	2-3-73	473	
Garage employees, Island of Montreal (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 73-105	2-3-73	457	M
Garage, Rimouski (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143 et am.)			489	Draft
Gaz et sécurité publique (Loi de la distribution du gaz, S.R.Q. 1964, ch. 88 et am.)			505	Erratum
Health Insurance Board—By-law No. 1 (Health Insurance Act, S.Q. 1970, ch. 37 and am.)	Reg. 73-96	23-2-73	421	M
Health Insurance Board — Regulations (Health Insurance Act, S.Q. 1970 and am.)	Reg. 73-97	23-2-73	423	M
Institutions religieuses, Saint-Hyacinthe (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143 et am.)	Rég. 73-55	2-2-73	505	Erratum

INDEX—Suite / Cont'd

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No.	Date		
Land surveyors and geometers of the Province of Québec— Tariff..... (Land Surveyors Act, R.S.Q. 1964, ch. 263)	Reg. 73-100	23-2-73	427	
Loyer, loi pour empêcher les hausses abusives en 1973, loi 280 1973.....			409	
Médicaments payés par la R.A.M.Q., A.C. 3402-72..... (Loi de l'assurance-maladie, L.Q. 1970, ch. 37)			506	Erratum
Medications paid by the Q.H.I.B., O.C. 3403-72..... (Health Insurance Act, S.Q. 1970, ch. 37)			506	Erratum
Oka, munic. — endroit touristique..... (Loi des heures d'affaires des établissements commer- ciaux, L.Q. 1969, ch. 60)	Rég. 72-103	2-3-73	453	
Oka, munic.— tourist area..... (Commercial Establishments Business Hours Act, S.Q. 1969, ch. 60)	Reg. 73-103		453	
Pesanteur des véhicules..... (Code de la route, S.R.Q. 1964, ch. 231)	Rég. 73-94	23-2-73	417	
Protection de la santé publique — Entrée en vigueur de la loi (L.Q. 1972, ch. 42).....			503	Proclamation
Public Health Protection — Coming into force of the Act (S.R. 1972, ch. 43)			503	Proclamation
Québec Transport Commission—Special permits..... (Transport Act, S.Q. 1972, ch. 55)	Reg. 73-95	23-2-73	419	
Régie de l'assurance-maladie—Règlement No 1..... (Loi de l'assurance-maladie, L.Q. 1970, ch. 37 et am.)	Rég. 73-96	23-2-73	421	M
Régie de l'assurance-maladie—Règlements..... (Loi de l'assurance-maladie, L.Q. 1970, ch. 37 et am.)	Rég. 73-97	23-2-73	423	M
Remunération hebdomadaire minimale..... (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Rég. 73-99	23-2-73	425	
Rent, an Act to prevent excessive increases in 1973, Act 280 1973.....			409	
Sainte-Adèle-en-bas, munic. endroit touristique..... (Loi des heures d'affaires des établissements commer- ciaux, L.Q. 1969, ch. 60)	Rég. 73-104	2-3-73	455	

INDEX—Fin / Conc.

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No.	Date	Page	Commentaires Comments
Sainte-Adèle-en-Bas, munic. tourist ares (Commercial Establishments Business Hours Act, 1969, ch. 60)	Reg. 73-104	2-3-73	455	
Subsides de la province no 4, 1972/1973, Loi 281 1973 . . .			403	
Weekly minimum remuneration (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 73-99	23-2-73	425	
Weight of motor vehicles (Highway Code, R.S.Q. 1964, ch. 231)	Reg. 73-94	23-2-73	417	

TABLE DES MATIÈRES TABLE OF CONTENTS
TEXTES RÉGLEMENTAIRES (Règlements) STATUTORY INSTRUMENTS (Regulations)

No d'enregistrement	A.C.	Recommandé ou établi par	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page
Registration No.	O.C.	Recommended or made by	Name of statutory instrument or other document	

LOIS

No Titre

- 280 Loi pour empêcher les hausses abusives de loyer en 1973
- 281 Loi des subsides no 4, 1972/1973

ACTS

No. Titre

- 280 An Act to prevent excessive increases of rent in 1973
- 281 Appropriation Act No. 4 1972/1973

TEXTES RÉGLEMENTAIRES

- Rég. 73-94 532-73 Transports
- Rég. 73-95 533-73 Transports
- Rég. 73-96 535-73 Affaires sociales
- Rég. 73-97 536-73 Affaires sociales
- Rég. 73-99 570-73 Travail et main-d'oeuvre
- Rég. 73-100 590-73 Institutions financières, compagnies et coopératives
- Rég. 73-101 R.M.A.Q.
Q.A.M.B.
- Reg. 73-102 597-102 Transports
- Rég. 73-103 631-73 Industrie et commerce
- Rég. 73-104 632-73 Industrie et commerce
- Rég. 73-105 667-73 Travail et main-d'oeuvre

STATUTORY INSTRUMENTS

- Pesanteur des véhicules / *Weight of motor vehicles* 417
- Commission des transports du Québec / *Québec Transport Commission* (Permis spéciaux / *Special permits*) 419
- Régie de l'assurance-maladie, règlement No 1 / *Health Insurance Board By-law No. 1* (Mod./ *Amend.*) 421
- Régie de l'assurance-maladie, règlement / *Health Insurance Board regulations* (Mod./ *Amend.*) 423
- Rémunération hebdomadaire minimale / *Weekly minimum remuneration* 425
- Arpenteurs-géomètres du Québec / *Land surveyors and geometers of the Province of Québec* (Tarif / *Tariff*) 427
- Accréditation de syndicat professionnel, reg. No 8 / *Certification of professional syndicates, reg. No. 8* (*Abrogation*) 449
- Colonial Coach Limes Limited et Eastern Greyhound Limes Limited (Immatriculation à prix réduit d'Autobus / *Registration at a reduced price of autobuses*) 451
- Oka, munic. (Endroit touristique / *Tourist area*) 453
- Sainte-Adèle-en-Bas, munic. (Endroit touristique / *Tourist area*) 455
- Employés de garage (Ile de Montréal) / *Garage employees Island of Montreal* (Mod./ *Amend.*) 457

TABLE DES MATIÈRES — Fin / Conc.

No d'enregistrement	A.C.	Recommandé ou établi par	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page
Registration No.	O.C.	Recommended or made by	Name of statutory instrument or other document	
Rég. 73-106	683-73	Justice	Agence d'investigation ou de sécurité (Rég. No 2 / <i>Detective of security agencies (Reg. No. 2)</i>	459
Rég. 73-107	3790-72	Travail et main-d'oeuvre	Fourrure, détail, (Montréal) / <i>Fur, retail (Montreal) (Prélèvement / Levy)</i>	473
Rég. 73-116	738-73	Agriculture et colonisation	Crédit à la production agricole Règlement / <i>Credit to Farm producers Regulation (Mod./ Amend.)</i>	477
Rég. 73-118	783-73	Travail et main-d'oeuvre	Alimentation, détail (Ordonnance No 14-1973 / <i>Food, retail (Ordinance No. 14-1973)</i>	479
PROJET DE RÉGLEMENT			DRAFT REGULATION	
Garage, Rimouski			Garage, Rimouski.....	489
PROCLAMATION			PROCLAMATION	
Protection de la santé publique (L.Q. 1972, ch. 42), entrée en vigueur de la loi le 28 février 1973			Public Health, Protection (S.Q. 1972, ch. 42) coming into force of the Act on February 28, 1973.....	503
ERRATA				
Rég. 73-55	325-73	Travail et main-d'oeuvre	Institutions religieuses, (Saint-Hyacinthe) (<i>Erratum</i>)..	505
	3402-72	Affaires sociales	Médicaments payés par la R.A.M.Q. / <i>Medications paid by the Q.H.I.B. (Erratum)</i>	506
	3766-72	Institutions financières, compagnies et	<i>Consumer protection general regulations, amend. (Erratum)</i>	505
	3357-72	Richesses naturelles	Gaz et sécurité publique (<i>Erratum</i>).....	505





